

LA
GARANTIE DES VICES
DANS LES VENTES D'ANIMAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 21 mai 1931, à 2 heures

PAR

Henri TOUZET

Président.....	M. RIPERT, professeur.
Suffragants.....	{ MM. BARTIN, professeur. HÉMARD, professeur.

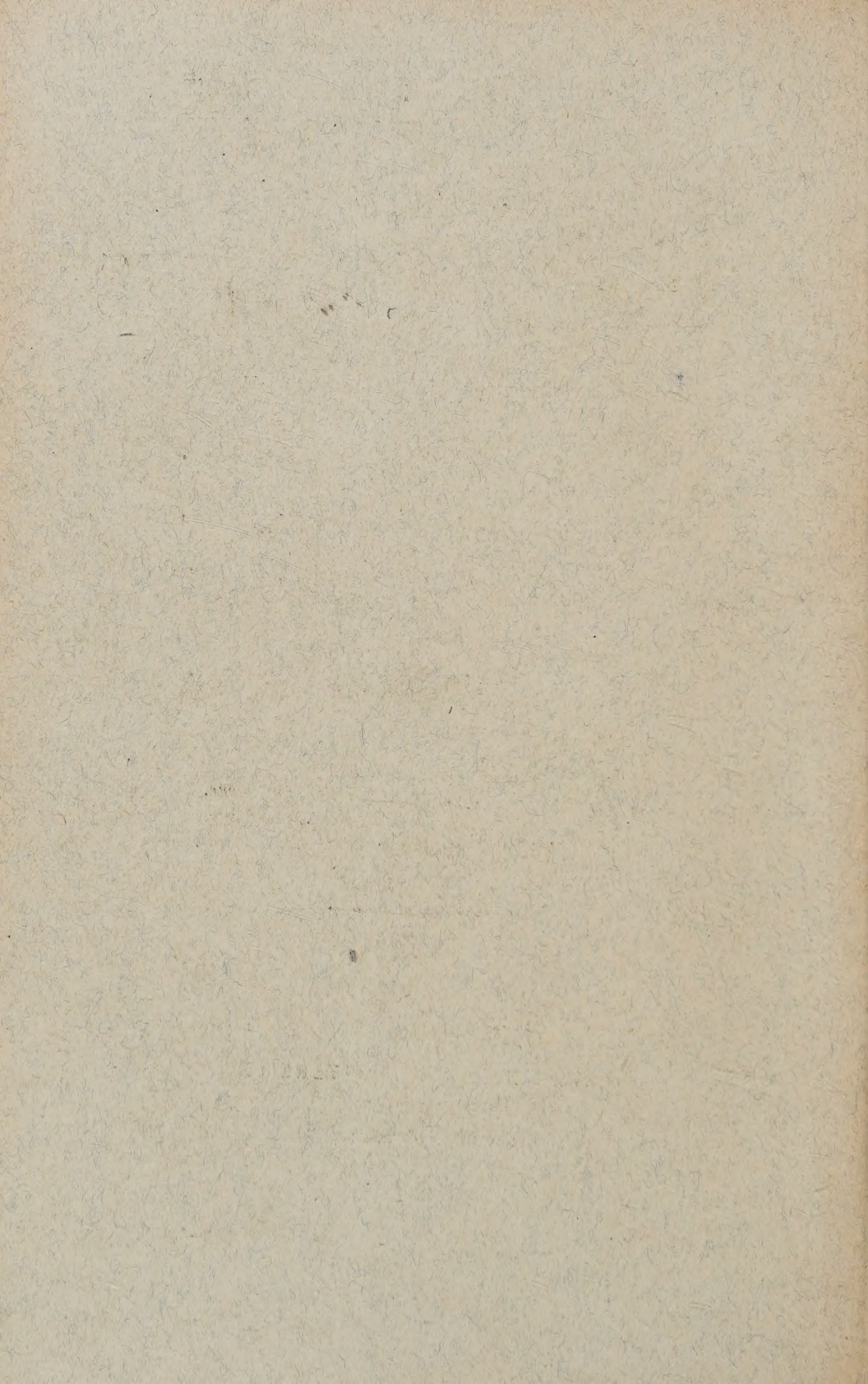
BORDEAUX

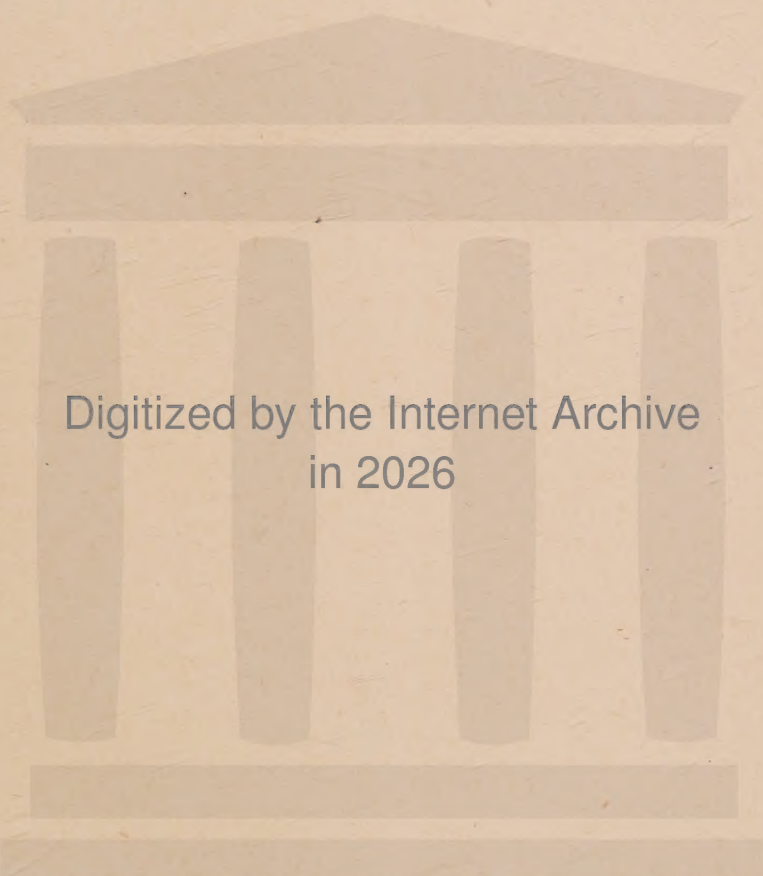
IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ

Y. CADORET

3, PLACE SAINT-CHRISTOLY, 3

1931





Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA
GARANTIE DES VICES

DANS LES VENTES D'ANIMAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 24 mai 1934, à 2 heures

PAR

Henri TOUZET

Président.....	M. RIPERT, professeur.
Suffragants.....	{ MM. BARTIN, professeur.
	HÉMARD, professeur.

BORDEAUX

IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ

Y. CADORET

3, PLACE SAINT-CHRISTOLY, 3

1934

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LA

GARANTIE DES VICES

DANS LES VENTES D'ANIMAUX

INTRODUCTION

La garantie des vices dans les ventes d'animaux domestiques fait l'objet, en marge du Code civil, d'une législation spéciale. Les principes généraux du droit de la vente sont apparus insuffisants pour gouverner d'une façon satisfaisante ce genre de transactions.

Cette nécessité d'une réglementation particulière a été démontrée au moins deux fois. Le ^{xix}^e siècle fut le témoin d'une évolution juridique, dans une certaine mesure comparable à celle qui s'est amorcée à Rome, à la fin de la République (1). Les édiles curules, magistrats investis de la police des foires et des marchés, trouvèrent bon d'instituer dans leur édit deux actions au profit de l'acheteur malheureux d'animaux (ou d'esclaves) lésé par leurs vices

(1) V. Henri Vincent, *Le droit des édiles*, thèse Paris, 1922.

cachés. L'édit des édiles ne tarda pas à être étendu à toutes les ventes. Telle est l'origine de notre système de la garantie des défauts de la chose vendue, dont le Code civil se contenta de dégager les principes généraux applicables à toutes les ventes. Trente-cinq ans après sa promulgation, à la demande des éleveurs, bouchers et vétérinaires, était votée la loi du 20 mai 1838, qui s'avéra imparfaite et fut remplacée par la loi du 2 août 1884, « sur les vices rédhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques », encore en vigueur, au moins dans ses dispositions essentielles. La plupart des législations étrangères ont subi les mêmes nécessités que la nôtre et ont suivi une évolution parallèle (2).

L'intervention du législateur dans le domaine des ventes d'animaux se justifie aisément, elle répond à un besoin, à une nécessité. « Le commerce des chevaux, disait Troplong, n'est que l'art du mensonge et de la fraude mis en pratique. » Sans voir les choses aussi en noir que ce savant juriste, on est bien forcé de reconnaître que la loyauté et la bonne foi sont trop souvent absentes de cette espèce de commerce; le vendeur a beau jeu à taire un défaut qu'un examen même attentif ne permet souvent pas de déceler. Et après la découverte du vice, que de questions vont se poser, celles-ci en particulier : Le vice est-il assez grave pour justifier la rédhibition? S'est-il manifesté dans un temps suffisamment rapproché de la vente pour qu'on n'ait pas à craindre qu'il ne se soit développé depuis? De quelle façon faut-il le constater pour sauvegarder les droits du vendeur? Enumérer limitativement les vices rédhibi-

(2) La législation anglaise fait exception. En l'absence de toute garantie légale, les parties restent libres de régler à leur gré la garantie des vices cachés.

toires, exiger une expertise pour les constater, fixer les délais et de l'assignation et de l'expertise, tel a été le programme des lois de 1838 et de 1884. On espérait ainsi faciliter les transactions commerciales et les assainir, les rendre plus aisées et plus loyales, et aussi, en précisant les cas de rédhhibition et les conditions d'exercice de l'action rédhibitoire, diminuer le nombre des procès.

Diminuer le nombre des procès a été, au fond, le souci permanent, la préoccupation dominante du législateur. On connaît l'esprit processif des maquignons, et dans beaucoup de nos provinces, il faut bien le reconnaître, le goût de la chicane demeure développé chez nos paysans. Que de procès où les frais dépassent la valeur de l'animal, objet du litige! Que d'affaires compliquées et alourdies par des appels en cause successifs! Que d'argent et de temps perdus! On n'a pas osé recourir au seul remède radical qui s'offrait : exclure toute garantie, aussi bien conventionnelle que légale, des ventes d'animaux domestiques; c'eût été renier les principes traditionnels de notre droit, sacrifier les intérêts de l'acheteur, favoriser les régions d'élevage productrices de bétail, aux dépens des régions de culture. Le législateur a simplement tâché (il n'y a pas réussi) d'arrêter, par une étroite réglementation de l'action rédhibitoire, le foisonnement des procédures inutiles.

Mais, à la fin du siècle dernier, la question des vices rédhibitoires des animaux s'est trouvée singulièrement compliquée, par suite des découvertes de la science médicale et vétérinaire sur la transmission microbienne de certaines maladies réputées contagieuses. On a alors entrepris de lutter énergiquement contre le développement de ces affections et la propagation des épidémies, non seulement funestes au cheptel national, mais encore, dans certains

cas, à l'homme lui-même ⁽³⁾. Un jour nouveau éclairait les ventes d'animaux atteints de maladies contagieuses; ces contrats n'intéressaient plus seulement deux particuliers, mais encore et surtout la société elle-même; ils constituaient un danger pour la salubrité générale.

Pour des raisons tenant à l'ordre public, une interdiction de vente vint frapper les animaux contagieux, ils furent mis hors du commerce. Telle est du moins l'interprétation qui finit par prévaloir de l'article 13 de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux. Il n'est rien moins que certain que les auteurs de cet article aient voulu, ou même entrevu, les conséquences qui allaient résulter de sa rédaction dans les rapports de droit privé entre vendeurs et acheteurs. La preuve en est qu'en 1884 on maintint sur la liste des vices rédhibitoires trois maladies inscrites sur la liste des maladies contagieuses : la morve et le farcin pour le cheval, la clavelée pour le mouton; ce double emploi témoignait des préoccupations diverses d'où étaient issues les deux lois, l'une ayant un objet pénal, l'autre civil. La coexistence de deux sanctions si différentes pour le même contrat provoqua de très sérieuses difficultés. Pour résoudre ce conflit de lois et pour couper court à toute discussion, le législateur, adoptant la doctrine de la Cour de cassation, proclama nulles de droit les ventes d'animaux atteints de maladies contagieuses, et raya de la liste des vices rédhibitoires les trois maladies contagieuses qui y figuraient encore; ce fut la loi du 31 juillet 1895. Plus tard, la loi du 30 juin 1898 repro-

(3) Parmi les maladies communicables à l'homme, on peut citer notamment : le téniasis, l'ecchinococcose, la trichinose, la tuberculose, la morve, sans parler des nombreuses intoxications dues aux viandes insalubres. V. F. Chicon, *Le contrôle administratif des viandes*, thèse Strasbourg, 1923.

duisait, dans son article 44, l'article 13 de la loi du 21 juillet 1881, mais non les modifications de la loi de 1895. Cette omission a été réparée par la loi du 23 février 1905, qui, de plus, apporta quelques améliorations aux lois qui la précédaient.

Ainsi, en 1895, acheva de s'opérer un divorce complet entre la législation sur les vices rédhibitoires et la législation sur les maladies contagieuses. Les actions instituées au profit de l'acheteur par ces deux séries de lois parallèles offrent des caractères propres très accusés, chacune a ses avantages et ses inconvénients. Si elles aboutissent sensiblement au même résultat, leurs fondements sont radicalement différents, et différentes aussi leurs conditions d'exercice : d'un côté, vente valable et action en garantie; de l'autre, vente nulle et action en nullité; dans l'une, expertise obligatoire, mais présomption que le vice constaté dans le délai de la garantie préexistait à la vente; dans l'autre, pas de mode de preuve imposé, mais obligation pour l'acheteur de démontrer que la maladie était née au moment du contrat; enfin, délais généralement plus courts pour l'assignation en garantie que pour l'assignation en nullité.

Pour résumer l'évolution législative que je viens de retracer à grands traits, on peut dire qu'au début du xix^e siècle s'est fait sentir la nécessité d'une réglementation spéciale des ventes d'animaux domestiques dans le cadre des règles générales de la garantie, et qu'à la fin du même siècle, pour des raisons de salubrité publique, toute une série de ventes d'animaux domestiques ont cessé d'obéir aux traditionnels principes de la garantie pour être soumises à des règles issues de principes juridiques radicalement différents. Et tandis que le vieux domaine de la

garantie des vices se rétrécit de plus en plus, le terrain d'application des nouvelles lois sur les épizooties devient plus large chaque jour; on y rencontre même les abeilles depuis le mois de juillet dernier! (Il est juste de dire que la jurisprudence, en sanctionnant les conventions tacites ou implicites de garantie, a donné un regain de vie à la théorie des vices rédhibitoires).

Il faut enfin se demander si cette distinction, cette opposition, entre vices rédhibitoires et maladies contagieuses, se justifie? Non, à mon sens. Rien n'empêche une maladie, contagieuse au point de vue médical, d'être rédhibitoire au point de vue juridique; que la vente d'une bête contagieuse s'accompagne de sanctions pénales, qu'elle soit soumise à certaines prescriptions de police sanitaire, rien de plus naturel; mais sur le terrain du droit privé, dans les rapports simplement pécuniaires de l'acheteur et du vendeur, pourquoi ne pas la considérer comme une vente ordinaire engendrant une simple obligation de garantie? Je ne vois pas que la législation nouvelle se recommande par aucun avantage sur le système du Code civil issu des antiques actions édiliciennes; mais, en revanche, quelles complications dans une branche du droit déjà fort touffue!

PREMIERE PARTIE

GARANTIE DES VICES CACHÉS DANS LES VENTES D'ANIMAUX

CHAPITRE PREMIER

DE LA GARANTIE

§ 1. — Généralités.

« La garantie que le vendeur doit à l'acquéreur a deux objets : le premier est la possession paisible de la chose vendue ; le second, les défauts cachés de cette chose ou les vices rédhibitoires » (C. civ., art. 1625) ; autrement dit, le vendeur doit garantir à son acquéreur une possession non seulement paisible, mais utile de la chose vendue. En conséquence, si la chose se révèle affectée de défauts qui la rendent totalement ou partiellement impropre à l'usage auquel on la destinait, l'acheteur a le droit de la rendre et de se faire restituer le prix, ou de la garder et de se faire rendre une partie du prix.

Je n'ai pas à étudier ici ni à discuter le fondement juridique ⁽¹⁾ de la garantie des vices cachés, ni à me demander si elle pourrait être rationnellement établie sur des principes autres que ceux qui la gouvernent en droit français actuel ⁽²⁾. Qu'il me suffise de dire qu'au résultat

(1) Voir sur cette question : Riccardo Fubini, *Nature juridique de la responsabilité du vendeur pour les vices cachés*, dans *Revue trimestrielle de droit civil*, 1903, p. 279 et s. ; G. Charlin, *De la garantie à raison des vices cachés*, thèse Paris, 1893, p. 123.

(2) Par exemple, le Code civil portugais (art. 1532) applique en matière de vices rédhibitoires les sanctions des vices du consentement, erreur ou

d'une très longue évolution historique, la garantie des vices cachés apparaît dans notre législation comme constituant à la charge du vendeur « un chef spécial d'obligation » (3), et a été réglementée comme telle.

A l'obligation implicite de garantie résultant des textes du Code civil, les parties peuvent substituer une garantie conventionnelle, réglée comme bon leur semble, convenir entre elles que le vendeur sera garant de tous vices quelconques, ou qu'il sera totalement déchargé de la garantie. Ce n'est qu'une application du principe de la liberté des conventions dans le cadre de l'ordre public et des bonnes mœurs. La loi n'intervient en cette matière que pour suppléer au silence des contractants. (J'étudierai dans un chapitre spécial la garantie conventionnelle.)

Ces grands principes sont applicables aux ventes d'animaux domestiques comme à toutes les autres ventes. Sauf les dérogations qui résultent de la législation spéciale, les ventes d'animaux restent soumises aux règles du Code civil sur la garantie des défauts de la chose vendue. Le but des lois du 20 mai 1838 et du 2 août 1884, tel qu'il ressort de leurs travaux préparatoires, a été de remplacer par une législation uniforme les usages locaux, dont l'article 1648 du Code civil prévoit l'application à l'action résultant des vices rédhibitoires, et qui, par leur diversité

dol. — Consulter : Raymond Célice, *L'erreur dans les contrats*, thèse Paris, 1922, p. 199 et s.; Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, 5^e éd., § 335 bis, note 1, soutiennent qu'il ne s'agit pas en cas de vices d'une véritable garantie, ce mot impliquant l'obligation de prendre fait et cause pour l'acheteur, et ne devant s'employer qu'en cas de garantie d'éviction. A « garantie », il faudrait substituer « responsabilité ». Sans entrer dans la discussion, je dirai simplement qu'il n'y a aucun avantage pratique à modifier la terminologie actuelle consacrée par un antique usage.

(3) Ambroise Colin et Capitant, *Cours élémentaire de Droit civil français*, 4^e éd., t. II, p. 458.

et leur difficulté d'interprétation, constituaient une source intarissable de contestations et de procès. Le législateur est donc intervenu pour fixer la liste des vices rédhibitoires, et pour préciser le délai d'exercice de l'action et le procédé de constatation des vices. Mais en dehors de ces points spéciaux, les textes du Code civil continuent de s'appliquer, en particulier ceux qui définissent le vice rédhibitoire et ceux qui indiquent les effets de l'action. Du reste, la loi du 2 août 1884 (art. 2) a pris soin de préciser que l'action ouverte à l'acheteur d'un animal affecté d'un vice rédhibitoire était l'action résultant des articles 1641 et suivants du Code civil. Le projet du Gouvernement renvoyait seulement à l'article 1641, semblant ainsi soustraire les ventes d'animaux aux autres principes du droit commun; pour prévenir toute incertitude à cet égard, la commission du Sénat a modifié la rédaction proposée en étendant expressément la référence aux articles 1641 et suivants du Code civil⁽⁴⁾. Ces articles, joints à la loi du 2 août 1884, elle-même modifiée par les lois du 23 février 1903 et du 24 février 1914, constituent, à l'heure actuelle, la législation applicable à la matière des vices rédhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques.

§ 2. — Contrats qui font naître l'obligation de garantie.

Bien que l'obligation de garantir les vices cachés puisse naître de tout contrat à titre onéreux translatif de propriété, non seulement vente et échange, mais aussi société,

(4) S. *Lois annotées*, 1884, p. 670, col. 2.

partage, constitution de dot, ou même d'un contrat de donation accompagné d'une clause particulière de garantie, la législation spéciale sur les vices rédhibitoires des animaux domestiques ne traite que de la garantie naissant de la vente ou de l'échange. Cela s'explique aisément, si l'on considère que l'obligation de garantie est apparue pour la première fois dans la vente, et qu'une fort longue tradition en a rattaché l'étude à ce seul contrat. Il faut bien reconnaître ensuite que la vente est le seul mode usuel de transfert de propriété entre vifs des animaux domestiques; l'échange lui-même ne se rencontre en pratique que très rarement. L'article 6, § 4, de la loi du 12 juillet 1905 sur la compétence des juges de paix prévoit néanmoins que l'animal peut être acquis soit par vente ou échange, soit par « tout autre mode » de transmission.

Il est deux catégories de ventes où le vendeur d'animaux n'est pas obligé à en garantir les vices cachés : les ventes de moins de 100 francs et les ventes faites par autorité de justice. « Aucune action en garantie, même en réduction de prix, ne sera admise pour les ventes ou pour les échanges d'animaux domestiques, si le prix, en cas de vente, ou la valeur, en cas d'échange, ne dépasse pas 100 francs. » (L. 2 août 1884, art. 4.) Cette disposition, qui était une innovation de la loi de 1884, n'a pas été votée sans de vives discussions. Elle a pour but de protéger les intérêts du petit vendeur et, d'une façon générale, « de mettre obstacle à l'introduction d'instances judiciaires dont l'intérêt ne justifierait pas les frais. Nous avons emprunté, ajoutait M. Labiche⁽⁵⁾, la limite de 100 francs au chiffre

(5) S. *Lois annotées*, 1884, p. 672, col. 3.

fixé pour la compétence de la juridiction du juge de paix (art. 1, L. 23 mai 1838) » (6). Lorsqu'il s'agit d'une vente, le prix est fixé en argent, il n'y a pas de difficultés pour savoir si l'article 4 est ou non applicable. Il en va différemment en cas d'échange : si les animaux échangés n'ont pas été estimés, l'échangiste assigné en réhabilitation peut objecter que la valeur de l'animal échangé ne dépasse pas 100 francs; il y a là une question préjudicielle que le juge doit résoudre avant toute autre.

L'action réhabilitatoire n'a pas lieu, non plus, dans les ventes faites par autorité de justice (C. civ., art. 1649). La loi de 1884 ne le dit pas, mais elle reproduit le système général de la loi de 1838, dont le rapporteur à la Chambre des députés s'était formellement expliqué sur ce point : « Le projet de loi ne déroge à aucun des autres points du droit civil... Ainsi il n'y est question que des ventes volontaires : celles par autorité de justice demeurent comme par le passé affranchies des cas réhabilitatoires. » L'expression « ventes faites par autorité de justice » doit uniquement s'entendre des ventes qui ne peuvent être faites que d'autorité de justice : elle comprend donc les ventes sur saisie, les ventes de biens de mineurs, de biens d'interdit et de biens de failli, les ventes de biens dépendant d'une succession bénéficiaire ou vacante; par contre, elle ne comprend pas les ventes qui ont lieu dans la forme judiciaire, par la volonté des parties majeures et maîtresses de leurs droits, sans que la loi l'exige. La doc-

(6) On ne rencontre plus guère à l'heure actuelle de ventes d'animaux de moins de cent francs dans les espèces dont s'occupe la loi de 1884, même dans l'espèce porcine. Ne conviendrait-il pas d'adopter le chiffre de la compétence en dernier ressort du juge de paix, c'est-à-dire mille francs?

trine⁽⁷⁾ et la jurisprudence⁽⁸⁾ s'accordent sur cette interprétation de l'article 1649. Elle vaut évidemment pour les ventes d'animaux domestiques comme pour les autres ventes. Le législateur n'a pas voulu que l'on pût remettre en question, sous prétexte de vices rédhibitoires, des ventes que l'on est dans la nécessité de faire et qui entraînent des frais considérables.

Il faut enfin dire un mot d'une catégorie de ventes qui a longtemps échappé à la législation spéciale sur les ventes d'animaux domestiques : les ventes d'animaux de boucherie destinés à l'approvisionnement de Paris. Sous l'empire de la loi du 20 mai 1938, la jurisprudence considérait que la vente d'une bête pour la boucherie avait pour objet non pas un animal domestique, mais une denrée ordinaire, une viande sur pied⁽⁹⁾, et qu'elle était soumise à l'application des règles communes de la garantie. D'autre part, des arrêts de règlement du Parlement de Paris du 4 septembre 1673 et du 13 juillet 1690, confirmés par lettres patentes du 1^{er} février 1743 et du 17 juin 1782, et par une ordonnance de police du 25 mars 1830, avaient établi à la charge des marchands de bœufs destinés à l'alimentation de Paris une obligation de garantie spéciale en vertu de laquelle la mort des animaux, quelle qu'en fût la cause, survenue dans les neuf jours de la vente, restait à la charge du vendeur, sauf preuve de la faute du boucher ou de son préposé. Depuis que les approvisionnements de Paris se font

(7) Baudry-Lacantinerie et Saignat, *Traité de droit civil, De la vente et de l'échange*, 3^e éd., n° 431; Aubry et Rau, § 355 bis, notes 14 et 38.

(8) Pau, 27 janv. 1867, S., 1868. 2. 10; Paris, 21 juin 1870, D., 1871. 2. 42; Lyon, 11 janv. 1883, D., 1884. 2. 147. (Toutes ces décisions ont été rendues en matière de vente d'immeubles.)

(9) Paris, 18 mai 1839, *D. Jur. gén.*, V^o Boucher, n° 102, et 26 mars 1867, D., 1867. 2. 172.

par chemin de fer et que la police sanitaire des marchés s'exerce régulièrement, ces règlements, que la jurisprudence persistait à considérer comme toujours en vigueur, n'avaient plus de raison d'être; ils ont été abrogés. « Sont abrogés tous règlements imposant une garantie exceptionnelle aux vendeurs d'animaux destinés à la boucherie. Sont également abrogées la loi du 20 mai 1838 et les dispositions contraires à la présente loi. » (L. 2 août 1884, art. 12.) Mais quel est le droit commun applicable aux ventes d'animaux de boucherie ? Le Code civil, comme on paraissait le reconnaître avant la loi de 1884, ou cette dernière loi ? C'est assurément la loi de 1884; il n'y a plus de règles exceptionnelles de garantie pour les animaux de boucherie. L'abrogation des anciens arrêts de règlement exclusivement applicables à ces ventes prouve bien que le législateur a entendu les soumettre aux règles ordinaires des ventes d'animaux domestiques. La question ne présente d'ailleurs qu'un médiocre intérêt, puisque la jurisprudence admet maintenant que toute vente d'un animal faite à un boucher ou à un charcutier implique, de la part du vendeur, la garantie que la viande de cet animal est propre à la consommation.

§ 3. — Garantie et nullités.

L'obligation de garantie naît du contrat. Mais il arrive que le contrat lui-même se trouve entaché de nullité pour incapacité ou pour vice de consentement. Dans ce cas, l'acheteur peut poursuivre l'annulation du contrat qu'il se repent d'avoir conclu, au lieu de demander la réhabilitation. Ces actions en nullité et en garantie diffèrent tant dans leurs conditions d'exercice que dans leurs effets. Il

importe donc, au début de cette étude, de les distinguer soigneusement, et d'étudier tout spécialement en fonction des vices rédhibitoires l'erreur sur la substance, qui sans se confondre avec eux s'en rapproche par beaucoup de traits, et aussi de définir le dol, qui trop souvent vicie les ventes d'animaux domestiques.

On a maintes fois comparé le vice rédhibitoire et l'erreur substantielle. S'il est aisé en théorie d'en distinguer les fondements et les conséquences, il l'est beaucoup moins en pratique de décider si l'on se trouve en présence de l'un ou de l'autre. Trop de décisions judiciaires invoquent concurremment dans leurs motifs vice caché et erreur, ou parlent de vice caché quand elles devraient parler d'erreur, ou inversement. Il faut bien reconnaître que l'hésitation est souvent permise. Un vice rédhibitoire est, par définition, un vice de la chose inconnu de l'acheteur et tel que, s'il l'avait connu, il n'aurait pas contracté ou aurait contracté dans des conditions différentes; la découverte d'un vice caché, c'est, dans une certaine mesure, la découverte d'une erreur. On a même pu dire que la théorie des vices rédhibitoires n'est qu'un corollaire, ou même qu'un aspect de la théorie de l'erreur; on a déploré que notre législation les ait séparées. Il n'en demeure pas moins certain qu'en droit français actuel, si les deux théories se côtoient parfois, elles ne se confondent pas.

L'erreur qui porte sur la substance même de la chose ou sur une de ses qualités substantielles vicie le contrat dans son existence; on peut dire que l'acheteur n'a pas acquis la chose même qu'il croyait acquérir. Au contraire, l'ignorance d'un vice caché n'empêche pas le contrat de se former valablement, bien qu'il manque partiellement son but économique; l'acheteur a bien acquis la chose qu'il

voulait, mais elle se révèle à l'usage entachée d'un vice qui la rend impropre à sa destination. De plus, l'élément personnel, si marqué dans la théorie de l'erreur, l'est beaucoup moins dans celle des vices, à la gravité objective desquels on a seulement égard, au moins dans les ventes d'animaux domestiques; on tient compte de la destination normale de l'animal et non de sa destination spéciale : par exemple, le boucher qui achète un cheval pour l'abattre peut demander la rédhibition si l'animal est atteint de tic, bien que ce vice ne diminue en rien son aptitude à la consommation. Néanmoins, la jurisprudence, en sanctionnant les conventions tacites ou implicites de garantie, fait intervenir dans une très large mesure cet élément personnel de l'intention particulière des parties contractantes, du but qu'elles s'étaient proposé : utiliser l'animal pour la reproduction, pour le travail, pour la consommation. C'est sur ce terrain-là que les deux théories voisinent le plus, et que leur ligne de démarcation devient malaisément discernable. Mais il faut bien noter que, tandis que l'on tient compte de l'erreur unilatérale, l'obligation tacite de garantie naît toujours d'une convention; il faut que le vendeur, comme l'acheteur, aient connu la destination de l'animal vendu; pour être tacite, l'accord n'en exige pas moins le concours des deux volontés : si, par exemple, l'acheteur d'un bœuf est à la fois boucher et marchand de bestiaux, le vendeur n'a pu connaître la destination de l'animal vendu, et n'en garantit point l'aptitude à la consommation.

Reste à indiquer le critère qui permet de distinguer le vice caché de l'erreur substantielle. On a souvent un peu perdu de vue les termes de l'article 1641 en étendant la théorie des vices rédhibitoires hors de son domaine ori-

ginaire, qui est précisément celui des ventes d'animaux domestiques (et d'esclaves en droit romain). Il faut, « au lieu de parler comme le fait la jurisprudence de garantie des vices à propos de choses incorporelles, comme des créances, ou de qualités immatérielles, comme l'authenticité d'une œuvre d'art ou d'un objet ancien, limiter son application aux choses corporelles et même à celles dont on peut dire proprement qu'il est fait « usage » (art. 1644), c'est-à-dire qui sont destinées à une utilisation matérielle. »⁽¹⁰⁾. Voilà, me semble-t-il, la clef de la distinction. L'animal ne peut-il servir à l'usage auquel il était destiné, soit l'usage auquel a pu penser le législateur en énumérant les divers vices rédhibitoires, soit l'usage plus particulier que les parties ont prévu expressément ou tacitement en passant leur marché ? Le défaut qui fait obstacle à son utilisation est un vice rédhibitoire. L'animal est-il suffisamment propre à son usage ? Il ne saurait alors être question de vice rédhibitoire ; seule l'absence d'une qualité substantielle pourrait donner ouverture à une action en nullité. Par exemple, un éleveur achète un taureau destiné à la reproduction et appartenant à une race exactement déterminée ; si le taureau se révèle impropre à l'usage auquel on le destinait, l'acheteur bénéficie d'une action en garantie ; si, au contraire, il apparaît que le taureau, bon comme reproducteur, n'appartient pas à la race de laquelle l'acheteur exigeait spécialement qu'il fût, c'est une action en nullité qui s'ouvre. Un vice rédhibitoire est donc un vice qui empêche l'utilisation normale de l'animal ; il ne se confond pas avec la qualité subs-

(10) Planiol, Ripert et Paul Esmein, *Traité pratique de droit civil français*, VI, *Obligations*, p. 247.

tantielle, qui est une qualité « exceptionnelle »⁽¹¹⁾, spécialement envisagée par les parties contractantes. Ce caractère de qualité exceptionnelle que revêt la qualité substantielle renforce (indépendamment du point de vue de l'utilisation matérielle de la chose) le contraste qu'elle fait avec le vice rédhibitoire, qui ne prive l'animal que d'une qualité courante, moyenne, légitimement escomptée.

En matière de vente d'animaux domestiques, la jurisprudence n'a guère appliqué la théorie de l'erreur, et peut-être pas toujours très heureusement quand elle l'a fait : elle a annulé la vente d'un cheval marqué d'une imperceptible éraflure au genou, qui constitue une tare déshonorante pour un cheval de luxe⁽¹²⁾; la vente d'un cheval méchant⁽¹³⁾; la vente de chevaux cryptorchides⁽¹⁴⁾; la vente d'un étalon n'ayant pas en réalité l'origine certifiée par le vendeur⁽¹⁵⁾; elle aurait annulé la vente d'un cheval, faussement annoncé comme engagé dans une épreuve sportive, si l'acheteur avait pu prouver qu'il n'avait acheté l'animal qu'en raison de cet engagement⁽¹⁶⁾. Il est inutile d'insister sur la grande importance pratique que présente la distinction de l'erreur et du vice caché. En par-

(11) Ambroise Colin et Capitant, t. II, p. 478.

(12) Lyon, 27 janv. 1904, D., 1904. 2. 160.

(13) Trib. paix Josselin, 26 juill. 1930, D. H. 1930, 883.

(14) Douai, 17 oct. 1922, *Rec. Douai*, 1923, 65; Trib. Mortagne, 9 avril 1923, *Gaz. trib.*, 25-26-27 oct. 1923. Ces deux décisions annulent, comme entachée d'erreur, la vente à un cultivateur d'un cheval cryptorchide. Il y a plutôt là un vice, non rédhibitoire aux termes de la loi du 2 août 1884, mais rédhibitoire en tenant compte de l'usage auquel les parties destinaient l'animal (le travail). La deuxième décision prend soin d'indiquer dans ses motifs que l'animal était impropre à l'usage auquel on le destinait; c'est l'exacte définition du vice rédhibitoire.

(15) Douai, 10 juill. 1928, *Jpr. Douai*, oct. 1928.

(16) Trib. Versailles, 17 juin 1909, *Gaz. trib.*, 26 août 1909.

ticulier, le délai de l'action en nullité est de dix ans à compter de la découverte de l'erreur, le délai de l'action en garantie dans les ventes d'animaux domestiques est de neuf (ou trente) jours à partir du jour fixé pour la livraison; cette différence si importante dans le point de départ du délai suffit à démontrer que notre législation n'envisage pas du tout les vices rédhibitoires comme une variété d'erreur substantielle.

Parmi les autres vices du consentement, le dol est une cause très fréquente de nullité des ventes d'animaux domestiques. Quand il peut le prouver, l'acheteur a tout intérêt à invoquer le dol, il échappe ainsi aux très rigoureuses règles de délai et de preuve de l'action rédhibitoire, et n'est plus limité par la courte énumération légale des vices cachés. Selon la vieille définition de Pothier, le dol doit s'entendre de « toute espèce d'artifices dont quelqu'un se sert pour tromper autrui »; le Code civil (art. 1116), pour qu'il y ait dol, exige des « manœuvres » pratiquées par l'une des parties à l'effet de surprendre le consentement de l'autre. Dans les ventes d'animaux domestiques en particulier, le dol y est parfois très nettement caractérisé, il n'y a alors aucune difficulté. Par exemple, l'acheteur a caché au moyen de gutta-percha les défauts du sabot d'un cheval⁽¹⁷⁾; il est parvenu à dissimuler la plaie fistuleuse que le cheval portait à la tête⁽¹⁸⁾; il a maquillé la tache blanche du pied d'un cheval vendu comme entièrement noir⁽¹⁹⁾; pour dissimuler la méchanceté de l'animal, il l'a enivré au moyen d'opium

(17) Trib. com. Seine, 26 avril 1872, *J. tr. com.*, 1872. 227.

(18) Paris, 20 janv. 1902, *La Loi*, 19 févr. 1902.

(19) Lyon, 14 mars 1893, *Mon. jud. Lyon*, 4^{er} juin 1893.

avant la vente⁽²⁰⁾, etc. Ces manœuvres ne sont pas toujours purement matérielles : l'affirmation mensongère de la non-existence du vice dont l'animal se trouve précisément atteint est constitutive d'un dol⁽²¹⁾, de même que l'insertion dans le contrat de vente d'une clause de non-garantie du vice que l'on sait pertinemment exister⁽²²⁾. Mais bien entendu il ne faut pas voir dans les vanteries et exagérations d'usage des clauses de non-garantie.

Où les difficultés commencent, c'est lorsque l'acheteur ne peut reprocher à son vendeur qu'une simple réticence : il connaissait le vice de l'animal, il ne l'a pas déclaré, est-ce un dol ? Il est bien sûr qu'à la différence du dol considéré comme élément de certaines infractions qui ne s'entend que des seules manœuvres offrant une mise en scène positive, le dol civil, considéré comme une cause de nullité des contrats, répond à une acceptation beaucoup plus large. Aubry et Rau admettent que si le silence n'est pas, en principe, constitutif du dol, il peut en être autrement dans certaines circonstances, si la réticence dissimule des faits connus de la partie que celle-ci avait le devoir de révéler. On peut souscrire à cette formule, mais on se demande quand, précisément, s'impose à la partie le devoir de parler. En cette matière on ne peut que s'inspirer des usages et de la morale courante. Est-il possible d'exiger du vendeur qu'il signale lui-même aux acquéreurs possibles les défauts de sa marchandise ? On a soutenu qu'obligé à la garantie dans les termes des articles 1641 et suivants du Code civil, il commettait un dol

(20) Caen, 6 nov. 1872, *Rec. méd. vét.*, 1873, p. 500.

(21) Trib. Bordeaux, 16 mars 1908, *D.* 1909. 2. 217.

(22) Trib. Seine, 24 mars 1910, *Gaz. trib.*, 21 août 1910.

en taisant les vices qu'il connaissait ⁽²³⁾. Mais quelle bonne raison en donne-t-on ? Et alors que devient l'article 1643, qui suppose que le vendeur connaissait les vices de la chose ? Cet article, par cela même qu'il prévoit et règle dans ce cas l'exercice de l'action en garantie, semble bien exclure l'action de dol, qui serait beaucoup plus avantageuse pour l'acheteur.

La Cour de cassation me paraît être restée tout à fait dans l'esprit du Code civil, lorsqu'elle a posé en principe que, dans les ventes d'animaux domestiques, « la simple réticence serait par elle-même insuffisante pour constituer un dol » ⁽²⁴⁾. Il faut d'ailleurs reconnaître que les circonstances accompagnant la réticence, que retenait cet arrêt, ne paraissaient pas bien graves : le vendeur, qui avait déjà eu l'animal à plusieurs reprises dans ses écuries et l'avait même vendu deux fois, avait dissimulé avec soin à l'acheteur l'existence du vice, mais qu'était au juste cette soigneuse dissimulation ? A la suite de cette décision, la presque unanimité des tribunaux ⁽²⁵⁾ exige pour reconnaître le dol que la réticence s'accompagne de manœuvres ou d'artifices, ou tout au moins de mensonges po-

(23) Joseph Hémar, *Précis élémentaire de droit civil*, t. II, nos 1176 et 1867. Planiol, Ripert et Paul Esmein, déjà cité, p. 266 : « Il est licite de vanter, même avec excès, sa marchandise, ses talents, ses intentions, et de taire les défauts, mais il faut que ces défauts ne soient pas trop graves, sinon le dol entraînerait la nullité alors même qu'il ne s'agirait pas d'un vice rédhibitoire... ». Trib. Argentan, 23 janvier 1928, *Gaz. Pal.*, 1928. 1. 475 : « Si le droit commun des articles 1641 et suivants oblige le vendeur à déclarer les défauts cachés de la chose vendue quand il en a connaissance, et si la réticence est alors équivalente à dol, parce que la loi impose au vendeur l'obligation de parler, ces règles sont maintenant étrangères à la vente des animaux domestiques. » Ce qui est bon pour les choses quelconques ne l'est plus pour les animaux domestiques. Pourquoi ? Cette distinction est purement divinatoire.

(24) Civ. 17 févr. 1874, D. 1874. 1. 193.

(25) *Contra* Trib. com. Seine, 14 nov. 1896, *J. tr. com.*, 1898. 169.

sitifs propres à tromper l'acheteur⁽²⁶⁾; par exemple, le silence sur un hydrocèle dont était affecté un cheval a pu être retenu comme dol, parce que le vendeur avait en outre parlé d'une castration, dans le but de dissimuler un état morbide⁽²⁷⁾.

Enfin, si l'animal vendu était atteint d'une maladie contagieuse, le contrat serait frappé d'une nullité d'ordre public; les règles de la garantie des vices cachés ne jouent plus.

§ 4. — Garantie en cas de perte de l'animal.

Il faut se demander si le vendeur cesse de devoir la garantie au cas où l'animal périt après la vente, si la mort de l'animal ou sa détérioration (perte totale ou partielle) constituent une fin de non-recevoir contre l'action en garantie ? Evidemment non, lorsque la perte provient du vice même que le vendeur garantit. En cas de perte par cas fortuit ou par la faute de l'acheteur, l'action rédhibitoire semble au premier abord impossible si l'acheteur ne peut rendre (*redhibere*) l'animal tel qu'il l'a reçu, n'ayant plus en sa possession qu'un cadavre, ou qu'une bête dénuée de valeur, ou même rien du tout. Mais alors le vendeur conservera le prix d'une bête vendue comme saine et qui, à l'usage, s'est révélée infectée d'un vice, ce n'est pas équitable. D'une part, les risques de la chose après la vente passent à l'acheteur (art. 1138)⁽²⁸⁾. D'autre part, le ven-

(26) Trib. paix Vouvray, 15 juill. 1908, *Mon. jud. Lyon*, 12 oct. 1911; Rennes, 7 juin 1909, *Rec. Nantes*, 1910. 1. 11; Pau, 10 nov. 1913, *Le Droit*, 11 déc. 1913; Trib. Argentan, 23 janv. 1928, *Gaz. Pal.*, 1928. 1. 475.

(27) Trib. Argentan, 2 mars 1910, *Gaz. trib.*, 24 mai 1910.

(28) Le droit de propriété de l'acheteur est, il est vrai, soumis à une condition résolutoire, puisque l'animal est affecté d'un vice rédhibitoire. Mais la perte arrivée *pendente conditione* est pour le compte de l'acheteur, conformément aux règles de la condition résolutoire.

deur est obligé à la garantie des vices cachés. Cette situation est presque inextricable. Le moyen le plus logique et le plus juste d'en sortir (c'était celui du droit romain) est de permettre la rédhibition sur les bases suivantes : le vendeur rend le prix qu'il a touché, l'acheteur la valeur de l'animal calculée en tenant compte du vice dont il était atteint; autrement dit, le vendeur paye à l'acheteur la différence entre le prix de la vente et la valeur de l'animal au moment de sa perte. Ce système ne laisse pas de soulever de grandes difficultés pour apprécier la valeur d'un animal qui n'existe plus, en fonction de vices qui n'ont même pas été aperçus lors de la vente.

Transportant très fidèlement dans la matière des ventes et échanges d'animaux domestiques la règle de l'article 1647 du Code civil, la loi du 2 août 1884, dans son article 10, décide que « si l'animal vient à périr, le vendeur ne sera pas tenu de la garantie, à moins que l'acheteur n'ait intenté une action régulière dans le délai légal, et ne prouve que la perte de l'animal provient de l'une des maladies spécifiées dans l'article 2 ». Il faut donc distinguer soigneusement selon que l'animal est mort ou non d'un des vices rédhibitoires admis par la loi. Dans le premier cas, la rédhibition est possible, sans que rien soit changé aux règles ordinaires; ainsi l'action doit avoir été intentée dans les délais de l'article 5⁽²⁹⁾ et l'exper-

(29) Il faut bien remarquer que l'action doit être intentée dans le délai accordé par la loi pour le vice rédhibitoire dont l'animal est mort. Si l'animal est atteint d'immobilité et de fluxion périodique des yeux et qu'il meure du premier vice, c'est dans le délai de neuf jours que doit être intentée l'action. L'acheteur ne pourrait prétendre à bénéficier du délai de trente jours, puisque la fluxion périodique des yeux est demeurée étrangère à la mort de l'animal. Si le vendeur a laissé expirer le délai pour agir à raison du vice rédhibitoire qui a causé la mort de l'animal, il importe peu qu'il soit encore dans le délai pour agir à raison du second vice. V. Cass. 9 juill. 1912, S. 1912. 1. 509.

tise provoquée dans les délais de l'article 7. En effet il est juste que la perte soit supportée par le vendeur, puisqu'elle a pour cause le vice même dont il est garant; le vendeur doit rendre le prix qu'il a touché, bien que l'acheteur ne lui restitue pas l'animal (ou lui restitue seulement la valeur de ses dépouilles⁽³⁰⁾. L'exposé des motifs de la loi de 1884 l'explique en disant que « la mort de l'animal vendu ne modifie en rien les droits des parties. Si, lorsqu'elle arrive, le délai est expiré, l'action étant éteinte, la perte de l'animal ne la fait pas revivre. Si l'action avait déjà été intentée ou si elle est formée en temps opportun même après la mort de l'animal, elle suit son cours ordinaire »⁽³¹⁾.

Si, au contraire, l'animal est mort, non pas du vice rédhibitoire dont il est atteint, mais pour toute autre cause, par accident ou par maladie, par cas fortuit ou par la faute de l'acheteur, celui-ci perd tout droit à la garantie, la rédhibition n'est plus possible. Du moins cette solution paraît imposée par les termes très précis de l'article 10, qui, au cas de mort de l'animal dans le délai de la garantie, n'accorde l'action à l'acheteur que si la perte provient d'une des maladies réputées vices rédhibitoires, et qui par là même exclut de la garantie le cas où la mort de l'animal est due à une autre cause. Il faut ajouter que c'est une application pure et simple de la règle générale formulée par l'article 1647 du Code civil. On peut faire observer enfin que l'acheteur n'a pas à se plaindre, puisqu'il eût éprouvé le même dommage si l'animal n'avait pas été atteint d'un vice rédhibitoire.

(30) Dijon, 4 avril 1912, *Rec. Dijon*, 1912. 77.

(31) *S. Lois annotées*, 1884, p. 674, col. 1, 2.

Cette opinion a été admise par la Chambre civile de la Cour de cassation ⁽³²⁾. Mais elle n'a pas rallié tous les suffrages, puisqu'un récent arrêt de la Cour de Montpellier s'est rangé à l'avis contraire ⁽³³⁾.

Je crois qu'il convient de s'en tenir à une opinion intermédiaire et, malgré l'article 10 de la loi de 1884, faire intervenir ici une sous-distinction : si l'action rédhibitoire a été formée avant la mort de l'animal survenue par cas fortuit (mais non par la faute de l'acheteur), on ne saurait déclarer l'acheteur irrecevable dans l'action qu'il a régulièrement intentée. Pour apprécier la légitimité d'une demande, il faut se reporter au jour où elle a été formée; les lenteurs de la justice, qui ne sont pas imputables aux plaideurs, ne doivent pas leur préjudicier ⁽³⁴⁾.

Il faut au contraire faire application de l'article 10 dans le cas où l'animal vient à périr avant que l'action ne soit engagée. Et alors, on est bien obligé de reconnaître la valeur des raisons toutes pratiques et de bon sens qui ont fait admettre que la perte de l'animal reste entièrement à la charge de l'acheteur. C'est vraiment torturer le texte de l'article 10 que de l'entendre en ce sens « que la mort de l'animal ne suffit pas pour autoriser l'acheteur à intenter l'action rédhibitoire; qu'il faut encore qu'il prouve qu'au moment de la vente, l'animal qui a péri était atteint d'un des vices prévus par l'article 2 » ⁽³⁵⁾. On parle encore d'un « véritable droit acquis » au profit de l'acheteur, par cela seul qu'il a intenté l'action dans le délai de

(32) Civ., 9 juill. 1912, S. 1912. 1. 509. Et dans le même sens : Trib. Seine, 29 avril 1908, *Gaz. Pal.*, 1908. 2. 174.

(33) Montpellier, 16 nov. 1923, *Gaz. Pal.*, 1924. 1. 146. Et dans le même sens : Trib. Seine, 24 mars 1904, *Gaz. trib.*, 1904. 2. 268.

(34) En ce sens, Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 439.

(35) Montpellier, 16 nov. 1923, déjà cité.

la loi; mais ce droit acquis, on ne le justifie pas; on oublie que l'acheteur se trouve par la mort de l'animal dans l'impossibilité d'accomplir les prestations auxquelles il est obligé : toute la question est là. Il faut dire que l'acheteur perd le bénéfice de l'action rédhibitoire après la mort de l'animal survenue par cas fortuit ou par sa faute.

Mais il se peut que l'animal, sans avoir péri, ait été victime d'un accident, ait contracté une maladie, se soit déprécié pour une raison quelconque, en un mot qu'il ne puisse être restitué au vendeur dans l'état où il a été livré. La loi n'a prévu que le cas de perte totale; son silence sur le cas de perte partielle laisse entendre que, si elle est due à un cas fortuit, le vendeur demeure tenu de la garantie des vices cachés, sauf à se faire indemniser par l'acheteur de la dépréciation subie par l'animal⁽³⁶⁾ (à moins que cette dépréciation ne soit précisément la conséquence du vice rédhibitoire de l'animal, cela va sans dire).

Si, au contraire, la dépréciation est imputable à l'acheteur, elle peut constituer un obstacle à la rédhibition. M. Lherbette, dans son rapport à la Chambre des députés en 1838, déclarait que l'acquéreur doit conserver la chose et que, s'il ne la rend pas telle qu'il l'a reçue, il n'a pas à réclamer ce qu'il a donné; que l'acheteur qui fait subir des détériorations à l'animal perd son recours contre le vendeur. Cette opinion me semble bien sévère pour l'acheteur de bonne foi qui n'a commis aucune faute en usant à son gré de la chose dont il pensait demeurer propriétaire. En réalité, il appartient au tribunal d'apprécier la

(36) Toulouse, 10 juill. 1888, *Gaz. trib. Midi*, 11 nov. 1889.

gravité des détériorations, suivant les circonstances de la cause et suivant les usages locaux, et en conséquence de refuser la rédhibition, ou de l'ordonner purement et simplement, ou de l'ordonner en arbitrant une indemnité que l'acheteur paiera au vendeur en réparation du préjudice causé. Si, par exemple, le cheval est tombé et s'est gravement couronné, il semble difficile d'obliger le vendeur à le reprendre. Si un étalon a subi la castration, il faudra distinguer selon qu'il était destiné ou non à la reproduction et que l'opération l'a ou non déprécié; mais si elle est d'un usage constant dans les foires du pays où la vente a eu lieu, s'il n'est pas prouvé que l'animal fût destiné à la reproduction, s'il ne paraît pas avoir baissé de valeur, alors la castration ne constituera pas une fin de non-recevoir contre l'action en garantie⁽³⁷⁾. Il ne paraît pas que, dans le cas où l'acheteur a « fait les crins » du cheval, la résolution du marché puisse lui être refusée⁽³⁸⁾. Il a été jugé (mal jugé, à mon avis) que l'opération de l'anglaise-ment, bien que pratiquée couramment dans certains endroits et ne diminuant pas la valeur du cheval, fait obstacle à la rédhibition⁽³⁹⁾.

(37) Trib. Pithiviers, 2 nov. 1911, *La Loi*, 26 déc. 1911.

(38) Trib. Etampes, 9 juin 1889, *La Loi*, 6 juill. 1889.

(39) Caen, 24 déc. 1889, *Rec. arr. Caen-Rouen*, 1890. 1. 31.

CHAPITRE II

DES VICES REDHIBITOIRES

§ 1. — Caractères des vices rédhibitoires.

Les seuls vices dont réponde le vendeur sont ceux qui existent lors de la vente, bien qu'ils ne se manifestent qu'après; c'est sur la chose telle qu'elle est à l'instant du contrat, avec ses vices apparents ou cachés, que se réalise l'accord des parties. Les vices qui naissent et se développent après la vente constituent pour l'acquéreur de véritables risques qu'il doit supporter conformément à la règle de l'article 1138. (Il faut, il est vrai, tenir compte, en matière des ventes d'animaux domestiques, de la présomption absolue en vertu de laquelle les vices constatés dans le délai de neuf ou de trente jours à partir du jour fixé pour la livraison sont réputés avoir existé au jour de la vente). Un tribunal a fait une très exacte application de la distinction entre vices antérieurs et postérieurs au contrat, en décidant que la vente d'un veau, destiné à devenir un taureau reproducteur, n'est pas susceptible d'être résolue, bien que le taureau soit demeuré impropre à la reproduction, ses facultés génitales ne s'étant pas développées⁽¹⁾.

Mais tous les vices qui existent lors de la vente ne sont

(1) Trib. Saint-Amand, 17 mars 1911, *La Loi*, 23 sept. 1911.

pas rédhibitoires; pour l'être, ils doivent présenter certains caractères. Le vice doit être inconnu de l'acheteur, caché et grave. Il appartient au tribunal de décider si l'acheteur connaissait ou non le vice, si le vice était caché ou apparent. Au contraire, tandis qu'en toute autre matière l'appréciation de la gravité du vice est abandonnée aux juges, en matière de ventes d'animaux domestiques, le législateur a pris soin d'énumérer limitativement les seuls vices susceptibles de donner ouverture à une action rédhibitoire; on peut même dire que cette énumération est la principale raison d'être de la loi spéciale.

L'acheteur qui, au moment de la vente, connaissait le vice de l'animal, soit qu'il l'ait découvert lui-même, soit que le vendeur le lui ait déclaré, perd la faculté de poursuivre la résolution du contrat qu'il a conclu en pleine connaissance de cause. L'ignorance du vice est une des conditions de la rédhibition; un vice connu n'est pas un vice rédhibitoire. Il faut bien noter, et cela va de soi, que si l'acheteur connaissait un vice de l'animal et qu'un autre vînt à se déclarer, la rédhibition serait possible; la vente d'un cheval déclaré poussif n'exclut nullement la garantie pour l'emphysème pulmonaire, ce vice ne se confondant pas avec la pousse, simple symptôme⁽²⁾. D'autre part, il importe peu que le vendeur n'ait pas usé pour indiquer le vice à l'acheteur du véritable terme technique qui le désigne, pourvu que l'acheteur n'ait pu se méprendre sur les caractères du vice⁽³⁾.

C'est évidemment au vendeur de prouver que l'acheteur connaissait le vice de l'animal objet du litige. La preuve

(2) Trib. Baugé, 20 nov. 1923, *Gaz. Pal.*, 1924. 1. 237.

(3) Trib. Ostende, 14 févr. 1884, *Jpr. Anvers*, 1885. 2. 11.

de cette connaissance peut être faite par témoins ou présomptions, alors même que la valeur de l'animal excède cinq cents francs. Il s'agit en effet de la preuve d'un fait pur et simple, qui, selon les règles ordinaires, échappe aux prescriptions de l'article 1341 du Code civil. Que ce soit « un fait complexe, subjectif, pouvant dépendre et de la compétence de l'acheteur et du degré de gravité de la maladie et, en définitive, restreignant des obligations légales » (4), je l'admets, ce n'en est pas moins, au sens juridique de l'expression, un fait pur et simple. Y découvrir une convention tacite de non-garantie serait en faire une analyse vicieuse (5). Les tribunaux l'ont admis. Ils ont souvent retenu deux éléments de fait leur permettant de juger que l'acheteur connaissait le vice : sa profession, la vileté du prix (6). Rien de plus juste : s'il s'agit d'un vice assez facile à découvrir, un marchand de bestiaux, un maquignon, seront à bon droit présumés n'avoir pu l'ignorer; d'autre part, si un animal a été payé bien au-dessous du cours des bêtes de la même catégorie, il paraît peu probable que l'acheteur n'ait pas connu l'imperfection qui justifiait ce prix spécial.

C'est ensuite un grand principe de la matière des vices rédhibitoires que le vendeur n'est pas tenu des vices apparents, et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même (C. civ., art. 1642). L'acheteur, que son ignorance ou sa négligence inexcusables auraient empêché de découvrir le vice apparent de l'animal, serait mal venu à se repentir de l'achat qu'il a fait et à en demander la résolution. S'il n'a pas examiné la bête, ou s'il n'a pas su le faire,

(4) Trib. Baugé, 20 nov. 1923, *Gaz. Pal.*, 1924. 1. 237.

(5) Trib. Albi, 10 janv. 1915, *D.* 1916. 2. 134.

(6) Trib. Châteauroux, 20 janv. 1908, *Gaz. trib.*, 19 avril 1908; Trib. com. Seine, 23 août 1922, *Gaz. trib.*, 26 nov. 1922.

tant pis pour lui; on ne saurait exiger du vendeur qu'il attire l'attention sur la tare manifeste dont sa marchandise est affectée. Mais comment déterminer si un vice est caché ou apparent ? Le même vice sera caché pour un homme étranger, au commerce des animaux, qui sera manifestement apparent pour un marchand de bestiaux. Il faut considérer comme caché un vice qui échapperait à un acheteur moyen, moyennement instruit, moyennement diligent. On ne saurait exiger d'un tel acheteur qu'il se livre à un examen extraordinairement approfondi de l'animal et nécessitant des connaissances spéciales de médecine vétérinaire. Un exemple très significatif est fourni par le vice rédhibitoire du cheval dénommé tic, qui s'accompagne parfois d'usure des dents; cette usure, qui peut être plus ou moins avancée, est forcément apparente, et c'est pour cela que la loi de 1838 ne retenait comme vice rédhibitoire que le tic sans usure des dents. Mais lors de la discussion de la loi de 1884 on fit remarquer que l'usure des dents est parfois malaisée à découvrir, surtout pour les personnes peu expérimentées, que pour être apparent dans le sens de la loi, il faut que le vice soit de nature à être reconnu par le commun des acheteurs, qu'enfin l'usure des dents n'est qu'un des symptômes du tic et peut se rencontrer sans qu'il y ait tic. Le tic avec usure des dents fut donc inscrit sur la liste des vices rédhibitoires. Et la Cour de cassation a depuis très justement jugé que si l'usure des dents ne suffit pas à rendre apparent le tic, elle peut s'accompagner de certaines circonstances de fait qui permettent à l'acheteur de se convaincre lui-même du vice dont l'animal est atteint (7).

(7) Cass. 11 nov. 1890, S. 1893. 1. 37, D. 1891. 1. 429.

Il a été jugé que la cécité d'un cheval⁽⁸⁾ ou sa monorchidie⁽⁹⁾ sont des vices apparents, qui, malgré une convention de garantie, ne permettent pas à l'acheteur de demander la résolution de la vente, à défaut de manœuvres frauduleuses ayant dissimulé l'infirmité de l'animal vendu; que la rédhibition doit être refusée à l'acheteur d'un cheval atteint de tic proprement dit, mais porteur au moment de la vente et de la livraison d'un « collier antitiqueux », révélateur du défaut⁽¹⁰⁾; que le vice d'une bête vendue pour la boucherie était sinon apparent, du moins suffisamment indiqué par la démarche très gênée de l'animal et la déclaration du vendeur qu'il était poussif et fatigué⁽¹¹⁾.

§ 2. — Enumération des vices rédhibitoires.

La comparaison du Code civil et de diverses lois qui l'ont suivi montre que le nombre des vices rédhibitoires est toujours allé en diminuant, puisque, illimité sous l'empire du Code civil, il atteignait 17 en 1838, tombait à 10 en 1884, pour se réduire à 7 dans la législation actuellement en vigueur. En même temps diminuait le nombre des espèces animales où la rédhibition est possible et qui sont maintenant les espèces chevaline, asine, mulassière et porcine; il n'y a plus de vices rédhibitoires ni dans l'espèce bovine, ni dans l'espèce ovine. Il est vrai de dire que la liste des maladies contagieuses s'est parallèlement enrichie.

(8) Paris, 1^{er} avril 1887, D. 1887. 2. 256.

(9) Caen, 22 févr. 1888, *Rec. arr. Caen-Rouen*, 1888. 1. 61.

(10) Cass., 20 juin 1921, S. 1922. 1. 7.

(11) Trib. com. Nantes, 24 janv. 1922, *Rec. Nantes*, 1922. 1. 78.

On n'a admis comme vices rédhibitoires que ceux dont la constatation est assurée dans l'état des connaissances courantes de la science vétérinaire. Il est nécessaire qu'ils ne puissent être facilement simulés et qu'ils soient d'une nature telle que leur apparition dans le délai fixé soit une preuve certaine qu'ils préexistaient à la vente. Tels sont les principes qui ont guidé les auteurs de la liste des vices rédhibitoires⁽¹²⁾.

« Sont réputés vices rédhibitoires... les maladies ou défauts ci-après, savoir :

» Pour le cheval, l'âne et le mulet,

» L'immobilité⁽¹³⁾,

» L'emphysème pulmonaire⁽¹⁴⁾,

(12) S. *Lois annotées*, 1884, p. 670, col. 1.

(13) Ce vice était déjà admis par la loi du 20 mai 1838. Il résulte d'une cause assez obscure, peut-être d'une lésion des centres nerveux. Il est bien caractérisé par le mot qui le désigne; l'animal se montre indolent, inattentif à ce qui l'entoure et aux commandements du maître; ses mouvements sont raides et gênés, les coups le tirent à peine de son apathie; si la marche en ligne droite s'exécute encore, tourner en rond et reculer sont d'une impossibilité absolue. Au surplus, l'immobilité est d'une constatation fort délicate qui nécessite un examen particulièrement attentif. L'immobilité se termine souvent par la mort, qui survient dans un délai de cinq à six mois chez certains animaux, tandis que, chez d'autres, elle ne se produit qu'après plusieurs années. Les conséquences funestes de cette maladie, jointes à la difficulté de la constater au moment de la vente, l'ont fait à bon droit ranger parmi les vices rédhibitoires. Pour la description des vices rédhibitoires, consulter H. Watrin, *Code rural et Droit usuel*, 2^e éd., p. 381 et s.

(14) L'emphysème pulmonaire a remplacé la pousse admise par la loi de 1838, mais ne se confond pas avec elle. Lors de la discussion de la loi de 1884, la suppression de l'emphysème pulmonaire fut demandée en raison des difficultés de sa constatation et de la minime dépréciation qu'il cause aux animaux chez lesquels il n'a pas atteint son complet développement. « L'emphysème, déclarait le rapporteur de la loi, se manifeste par une irrégularité des mouvements du flanc, qui sont entrecoupés, dans l'inspiration comme dans l'expiration, par une plus grande résonance des parois de la poitrine, par une faiblesse variable du murmure respi-

» Le cornage chronique ⁽¹⁵⁾,

» Le tic proprement dit avec ou sans usure des dents ⁽¹⁶⁾,

ratoire et par plusieurs râles, par plusieurs bruits anormaux que perçoit l'oreille à l'auscultation, par une toux intense, petite, sèche, sans rappel, avortée, toute particulière, toute caractéristique, et enfin par un léger jetage d'une teinte grise ardoisée. » L'emphysème pulmonaire ne peut donc être admis qu'autant que l'on constate le groupe minimum de symptômes désignés par le rapporteur. S'il en manque un ou plusieurs, la maladie ne doit pas être considérée comme constituant un vice rédhibitoire. Elle ne se confond pas, en particulier, avec la pousse. « La pousse, ou étouffement, n'est pas à proprement parler une maladie; c'est un symptôme commun à plusieurs affections, même à plusieurs indispositions légères, tandis que l'emphysème pulmonaire, c'est-à-dire l'infiltration de l'air dans les tissus du poumon, est une maladie véritable bien caractérisée... » *S. Lois annotées*, 1884, p. 671, col. 2. Sur cette distinction, Trib. Baugé, 20 nov. 1923, *Gaz. Pal.*, 1924. 1. 237.

(15) On entend par cornage (appelé aussi siffilage, ronflement ou halley) un bruit particulier, anormal, que certains chevaux font entendre pendant la respiration, sous l'influence d'un état morbide des organes respiratoires. Tantôt il disparaît avec l'affection aiguë dont il est la conséquence, tantôt, et c'est le cas lorsqu'il provient d'une lésion de l'organe de la respiration ou des organes voisins, il persiste comme l'affection à laquelle il se trouve lié. Il y a donc deux sortes de cornages : le cornage aigu ou temporaire, et le cornage chronique. Ce dernier seul constitue un vice rédhibitoire. Il donne lieu à de nombreuses contestations. Une des raisons en est que les vétérinaires ne sont pas exactement d'accord sur ce qu'il faut entendre par cornage.

(16) La loi de 1838 ne prévoyait que le tic sans usure des dents; on désignait par cette expression un certain tic, caractérisé par une contraction spasmodique des muscles de l'encolure et du ventre, d'où résultait soit une ingurgitation d'air, soit une éructation; le projet de loi de 1884 énumérait, parmi les vices rédhibitoires, le tic avec ou sans usure des dents; cette formule avait l'inconvénient d'être trop générale et de paraître comprendre tous les tics, même ceux qui n'ont aucune gravité, le tic à l'ours, le tic à manger de la terre, le tic à lécher les murs... Aussi adopta-t-on une formule plus précise : « le tic proprement dit, avec ou sans usure des dents », afin de bien montrer que l'on n'admettait comme vice rédhibitoire qu'un tic d'une certaine gravité, se manifestant le plus souvent par l'usure des dents, mais caractérisé, comme dans la loi de 1838, par une contraction spasmodique des muscles de l'encolure avec éructation. Le tic n'est pas toujours apparent; certaines circonstances peuvent momentanément en suspendre la manifestation; il est des chevaux que la présence d'une personne ou d'un animal inconnus empêche de tiquer, d'autres qui ne se livrent pas à cette habitude vicieuse s'ils sont harnachés, ou même simplement tenus par un licol; d'autres enfin sur lesquels le changement d'écurie produit le même effet.

» Les boiteries anciennes intermittentes⁽¹⁷⁾,

» La fluxion périodique des yeux⁽¹⁸⁾.

(17) La loi de 1838 désignait cette maladie par l'expression : « boiterie intermittente pour cause de vieux mal ». La loi de 1884 y substitua l'appellation actuelle; la loi de 1893 ne reproduisit pas le mot « ancienne », sans doute par inadvertance; en tout cas, la loi de 1905 l'a rétabli. La boiterie est une irrégularité dans les mouvements de la locomotion qui fait que le cheval s'appuyant imparfaitement sur l'un de ses membres incline le corps d'un côté; elle est déterminée par une souffrance aiguë ou sourde, incessante ou passagère. Elle ne constitue un vice rédhibitoire qu'autant qu'elle se trouve dans les conditions prévues par la loi. Elle peut, en effet, se manifester soit d'une manière continue, soit d'une manière intermittente. Les boiteries intermittentes seules peuvent donner lieu à réhabilitation, car elles sont invisibles lors de la vente, les marchands ne se débarrassant de l'animal que lorsque le mal lui donne quelque répit. On doit considérer comme intermittente la boiterie d'un cheval qui repa-rait à intervalles plus ou moins longs, selon que l'animal est employé sur un sol dur ou sur un sol mou. Trib. com. Seine, 23 août 1897, *Gaz. Pal.*, 1897. 2. 610. Il faut, de plus, distinguer selon que la boiterie provient d'un mal ancien ou d'un mal récent. Dans ce dernier cas, il n'y a pas lieu à garantie, le législateur ayant craint sans doute que le mal n'ait pris naissance depuis la livraison. Mais alors la présomption que le mal constaté dans le délai de la garantie remonte au jour de la vente jouet-elle? Oui, selon une décision de la Cour de Paris du 24 janvier 1893, D. 1893. 2. 232, P. 1893. 2. 320. Cette décision n'est peut-être pas à l'abri de toute critique. Il semble bien que ce soit à l'acheteur de prouver l'existence du vice rédhibitoire dénommé « boiterie ancienne intermittente », de prouver chacun de ses trois éléments constitutifs, la boiterie, l'ancienneté, l'intermittence. En tout cas, le vendeur doit être autorisé à prouver que le vice n'est pas ancien, qu'il est né par exemple à la suite d'un accident survenu chez l'acheteur depuis la vente. Trib. Sens, 3 mars 1892, *Gaz. Trib.*, 16 avril 1892, et, sans doute (rédaction peu claire), Paris, 24 janv. 1893, précité.

(18) Cette maladie figurait déjà dans la nomenclature de la loi de 1838. Elle consiste dans une ophtalmie intermittente, avec accès subit, dont le retour est plus ou moins éloigné selon l'ancienneté de la maladie. Elle est généralement causée par une éruption de sang et d'humeur dans les yeux, et entraîne tôt ou tard la cécité. La suppression de ce vice rédhibitoire fut proposée; pour la justifier, le rapporteur de la loi disait qu'il était d'une constatation difficile, longue, dont les frais dépassaient souvent la valeur de l'animal, que la maladie était aisée à simuler et que la perspective de ces frais devait laisser le vendeur à la merci d'un acheteur de mauvaise foi. De plus, le délai ordinaire de neuf jours était insuffisant pour la constatation de cette maladie. En sens contraire, on fit valoir que le classement de cette maladie parmi les vices rédhibitoires en avait amené la presque complète disparition, les éleveurs ayant mis tous leurs soins à lutter contre elle. Pour cette maladie, le délai de la garantie est de trente jours.

» Pour l'espèce porcine,

» La ladrerie. » ⁽¹⁹⁾ (L. 2 août 1884, art. 2).

La nomenclature des vices rédhibitoires ne peut être modifiée que par une loi. On ne rencontre, en effet, ni dans la loi du 2 août 1884, ni dans les lois qui l'ont modifiée, de disposition analogue à l'article 2 de la loi du 21 juillet 1881, qui permet au chef de l'Etat d'ajouter par simple décret à la liste des maladies réputées contagieuses. Lors des discussions qui ont précédé la loi de 1884, on proposa d'adopter ce système; mais ce projet ne fut pas voté. Certes, la nomenclature des vices rédhibitoires ne peut pas demeurer immuable, les lois successives qui l'ont remaniée l'ont bien prouvé. Des maladies nouvelles se manifestent; on trouve des moyens curatifs plus énergiques; des symptômes caractéristiques sont découverts qui transforment un vice caché en un vice apparent. Mais l'allongement ou le raccourcissement de la liste des vices rédhibitoires ne peut en aucun cas présenter un caractère d'extrême urgence, comme en matière des maladies contagieuses où la salubrité publique et la protection du cheptel national sont en jeu.

§ 3. — Caractère limitatif de l'énumération.

On s'accorde à reconnaître que l'action en garantie des vices cachés ne peut être intentée dans les ventes et échanges d'animaux domestiques hors des cas prévus par

(19) C'est la loi de 1884 qui, la première, a mis la ladrerie au rang des vices rédhibitoires. Cette maladie est caractérisée par le développement, dans la chair du porc, surtout dans la langue, de nombreux petits vers (cysticerques du porc), qui se transforment en *tænia solium* ou ver

la loi spéciale, que l'énumération légale est limitative. Qu'est-ce à dire exactement? On ne saurait parler utilement du caractère limitatif de l'énumération que si l'on a pris soin de déterminer au préalable le domaine d'application de la loi, qui contient cette énumération; il faut en effet distinguer les cas auxquels s'applique la loi pour les qualifier vices rédhibitoires, et les cas beaucoup plus nombreux auxquels s'applique également la loi, mais pour les exclure par son silence de la catégorie des vices rédhibitoires; il y a enfin tous les cas auxquels la loi ne s'applique pas du tout et qui restent sous le régime du droit commun des articles 1641 et suivants du Code civil. Autrement dit, il faut chercher à délimiter le champ d'application de la loi pour savoir non pas quels vices sont rédhibitoires, mais quels vices ne sont pas rédhibitoires.

La loi du 2 août 1884 s'applique à tous les animaux domestiques, son titre l'indique : « Loi sur les vices rédhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques. » La simple lecture de ce titre montre que les ventes et échanges d'animaux domestiques, de tous les animaux domestiques sans exception, sont régis par la loi spéciale. Si la pensée du législateur n'est pas douteuse, elle est au surplus fort rationnelle : on ne comprendrait pas qu'après avoir soigneusement élaboré une loi sur les vices rédhibitoires dans certaines espèces animales, ses auteurs aient laissé régner l'incertitude et la contradiction dans les ventes des autres animaux. Ils ont certainement embrassé tous les cas; si une espèce

solitaire dans les intestins de l'homme qui a mangé crue ou insuffisamment cuite la viande infectée de ladrerie. L'insalubrité de la viande ladre n'est pas contestée. D'autre part, les vétérinaires sont d'accord pour dire que l'existence de la maladie peut être dissimulée au moment de la vente.

animale ne figure pas dans la loi, c'est qu'ils ont voulu qu'aucun vice d'un animal de cette espèce ne pût donner ouverture à une action en réhabilitation.

Néanmoins, on a discuté pendant tout le dernier siècle, aussi bien sous le régime de la loi de 1838 que sous celui de la loi de 1884, le point de savoir si les espèces animales dont elles ne parlaient pas tombaient sous l'application des lois spéciales ou demeuraient sous l'empire du Code civil. La dernière décision qui se soit ralliée à la seconde opinion est à ma connaissance un arrêt de la Cour d'Alger du 13 avril 1896 ⁽²⁰⁾. La question ne présente plus qu'un intérêt rétrospectif, aujourd'hui tout le monde est d'accord ⁽²¹⁾, il est inutile même de citer la jurisprudence extraordinairement abondante qui s'était formée autour de ce problème d'un intérêt pratique considérable. Qu'il me suffise de dire que la question me paraît bien avoir été tranchée, dès le 10 novembre 1885, implicitement peut-être ⁽²²⁾, mais d'une façon non douteuse, par un très important arrêt de la Chambre des requêtes, qui, pour résoudre la vente d'une vache impropre à la consommation, sanctionnait une convention tacite de garantie, montrant bien par cela même qu'il n'existait, sauf convention particulière, aucun vice rédhibitoire dans l'espèce bovine.

(20) S. 1897. 2. 7, D. 1896. 2. 478.

(21) Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 462; Aubry et Rau, § 355 bis, note 33. La 4^e édition d'Aubry et Rau donnait la solution contraire.

(22) D. 1885. 1. 396. Le premier attendu dit bien que les dispositions de la loi de 1884 sont limitatives; mais c'est toujours la même équivoque : limitative quant aux espèces animales? limitative quant aux vices des espèces animales visées par la loi? Mais l'attendu continue : « l'action rédhibitoire dans les ventes et échanges d'animaux domestiques ne pourra être intentée hors des cas qui sont spécifiés dans la loi ». Rien de plus net, me semble-t-il? On a pourtant généralement pensé que la question demeurerait en suspens.

La loi s'applique à tous les animaux domestiques et à eux seuls. Une question se pose donc : qu'est-ce qu'un animal domestique? Je ne crois pas qu'aucun texte législatif contienne de définition de l'épithète « domestique » appliqué à un animal. Mais on en rencontre une dans un arrêt de cassation, rendu, il est vrai, en matière criminelle, mais dont aucune bonne raison n'interdit d'appliquer la doctrine en droit civil. « Sous la dénomination générale d'animaux domestiques, l'article 454 du Code pénal comprend les êtres animés qui vivent, s'élèvent, sont nourris, se reproduisent sous le toit de l'homme et par ses soins. » ⁽²³⁾. Cette définition rend bien compte du caractère dominant de la domesticité, qui est de vivre dans un état de servitude plus ou moins volontaire et, dans une certaine mesure, de familiarité, dans la maison de l'homme (*domus*) ou dans une annexe de sa maison, étable, volière, pigeonnier, ruche, magnanerie. Il faudra comprendre parmi les animaux domestiques, outre les animaux des espèces bovine, ovine, porcine, caprine, chevaline, asine et mulassière, les chiens et les chats, les volailles de basse-cour ⁽²⁴⁾, les vers à soie ⁽²⁵⁾ et aussi les abeilles et les pigeons ⁽²⁶⁾, et les lapins domestiques. Aux animaux domestiques s'opposent les animaux sauvages,

(23) Cass. Ch. crim., 14 mars 1861, S. 1861. 1. 1012, D. 1861. 1. 184.

(24) Cass. 7 août 1822, S. 1823. 1. 132, D. 1823. 1. 10.

(25) Cass. ch. crim. 14 mars 1861, déjà cité.

(26) La loi du 4 avril 1889 range sous le même titre les animaux de basse-cour, les pigeons, les abeilles et les vers à soie. Aubry et Rau paraissent d'un avis contraire, § 448, p. 424 : « Il n'y a pas, pour l'application de cette responsabilité (de l'art. 1385), de distinction à faire entre les animaux domestiques et les animaux sauvages. C'est ainsi que le propriétaire d'une ménagerie, d'un colombier, d'un rucher, d'une garrenne, ou d'un parc, est responsable du dommage causé par ses bêtes féroces, ses pigeons, ses abeilles en troupe, ses lapins, ou le gibier de son parc. »

c'est-à-dire, en dehors bien entendu de ceux qui n'appartenant encore à personne sont simplement susceptibles de faire l'objet d'une appropriation individuelle par occupation, les animaux faisant partie d'espèces qui ne se reproduisent normalement pas sous le toit de l'homme et qui ne perdent leur liberté native que par l'effet d'une contrainte plus ou moins continue (bêtes de ménageries, gibier capturé vivant, oiseaux en cage), et encore ceux qui ont pu être élevés et nourris par les soins de l'homme, mais qui ont été rendus à l'usage d'une liberté plus ou moins large pour servir aux plaisirs de la chasse ou de la pêche (gibier d'un parc, lapins de garenne ou même de clapier, poissons d'étang).

Le domaine d'application de la loi de 1884 étant ainsi déterminé, il apparaît sans contestation possible que, dans les ventes d'animaux domestiques, les seuls vices entraînant pour le vendeur l'obligation de garantie sont les sept défauts ou maladies que la loi énumère. La loi prend soin de le dire : « Sont réputés vices rédhibitoires et donneront seuls ouverture aux actions résultant des articles 1641 et suivants... » (art. 2.) Et tout à fait concluante est cette phrase de l'exposé des motifs de la loi : « La loi est limitative, et l'action, à moins de stipulations contraires, ne peut être engagée ni pour d'autres maladies, ni pour d'autres animaux que ceux qui sont énumérés dans la loi. » (27).

(27) Exposé des motifs, séance du Sénat, 13 juill. 1876, annexes p. 106. En particulier, ni la méchanceté ni la rétivité ne sont des vices rédhibitoires.

CHAPITRE III

ACTIONS EN GARANTIE

L'obligation de garantir les vices cachés, qui pèse sur le vendeur, est sanctionnée par deux actions : la rédhibitoire et l'estimatoire; l'acheteur est libre d'opter entre les deux, il a le choix de rendre la bête et de s'en faire restituer le prix, ou de la garder et de se faire rendre une partie du prix. La procédure des deux actions est la même; je l'étudierai, comme le fait la loi du 2 août 1884, à propos de l'action rédhibitoire, la seule dont on use en pratique. Si le vendeur était de mauvaise foi, l'acheteur peut en outre joindre à sa demande en rédhibition ou en diminution de prix, une demande en paiement de dommages-intérêts. Enfin, il se peut que l'animal ait fait l'objet de plusieurs ventes successives; les actions récursoires soulèvent des questions fort discutées.

§ 1. — Action rédhibitoire.

DÉLAIS DE L'ASSIGNATION.

L'action rédhibitoire doit, à peine de non-recevabilité, être formée dans un bref délai fixé par la loi. Dans le même délai l'acheteur doit présenter au juge de paix une requête à fin de nomination d'experts, et faire sommation au vendeur d'avoir à assister aux opérations de l'exper-

tise. D'autre part, l'acheteur peut, dans certains cas, attendre, pour lancer son assignation, d'avoir pris connaissance des résultats de l'expertise. Il y a dès lors deux séries de délais à examiner, selon que l'acheteur intente son action avant ou après l'expertise.

Tandis que le Code civil (art. 1648) se bornait à enfermer l'exercice de l'action rédhibitoire dans « un bref délai suivant la nature des vices rédhibitoires et l'usage des lieux où la vente a été faite », abandonnant ainsi au juge un large pouvoir d'appréciation, la loi du 20 mai 1838, et à sa suite la loi du 2 août 1884, ont fixé un délai uniforme pour toutes les ventes d'animaux domestiques, et ont supprimé une diversité funeste à la commodité des transactions et à l'exercice d'une bonne justice. « Le délai pour intenter l'action rédhibitoire sera de neuf jours francs, non compris le jour fixé pour la livraison, excepté pour la fluxion périodique des yeux, pour laquelle ce délai sera de trente jours francs, non compris le jour fixé pour la livraison » (L. 2 août 1884, art. 5). Le législateur avait à concilier l'intérêt de l'acheteur auquel il fallait laisser le temps de découvrir et de reconnaître le vice caché, et l'intérêt du vendeur qui ne devait pas rester trop longtemps sous le coup d'une demande en garantie, et qui pouvait craindre que la maladie alléguée ne fût née chez l'animal depuis la vente. Le délai qui a paru le mieux concilier ces intérêts contraires est un délai de neuf jours. Pour la fluxion périodique des yeux, affection qui, en raison de son caractère de périodicité, peut ne se révéler que longtemps après la vente, ce délai a été porté à trente jours.

Les délais supplémentaires accordés à raison des distances ont été supprimés par la loi du 24 février 1914,

ainsi conçue : « Est et demeure abrogé l'article 6 de la loi du 2 août 1884 relatif à l'augmentation des délais de garantie à raison des distances auxquelles a pu être conduit un animal en dehors du lieu du domicile du vendeur. » (1). Les raisons qui ont motivé cette loi sont les mêmes que celles qui ont amené la suppression de tous les autres délais de distance : la facilité croissante des moyens de communication. Est-il besoin de dire que la suspension des délais, motivée par les circonstances exceptionnelles de la guerre de 1914-1919, a pris fin depuis la cessation des hostilités ? (2).

(1) Nancy, 9 avril 1919, D. 1922. 2. 116; Cass. 5 nov. 1926, *Rec. Marseille*, 1926. 2. 24; Lyon, 23 déc. 1925, *Mon. jud. Lyon*, 5 janv. 1926. L'article 6 de la loi du 2 août 1884 était ainsi conçu : « Si la livraison de l'animal a été effectuée hors du domicile du vendeur, ou, si après la livraison dans le délai ci-dessus (V. art. 5), l'animal a été conduit hors du lieu du domicile du vendeur, le délai pour intenter l'action sera augmenté à raison de la distance, suivant les règles de la procédure civile. » L'article 1033 du Code de procédure allongeait les délais d'une journée par cinq myriamètres de distance, Si l'animal avait été déplacé après l'expiration du délai, l'acheteur ne bénéficiait d'aucune augmentation. Si pendant le délai l'animal avait voyagé dans plusieurs endroits, on calculait l'augmentation sur la distance qui séparait le domicile du vendeur du lieu où l'animal se trouvait au moment de l'assignation.

(2) Le Gouvernement, usant du droit que lui conférait la loi du 5 août 1914, art. 2, a pris, dès le 10 août de la même année, un décret aux termes duquel « sont suspendus pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à la cessation des hostilités, toutes prescriptions et péremptions en matière civile, commerciale ou administrative, tous délais impartis pour attaquer, signifier ou exécuter les décisions des tribunaux de l'ordre judiciaire ou administratif. La suspension des prescriptions et péremptions s'applique aux inscriptions hypothécaires, à leur renouvellement, aux transcriptions et généralement à tous les actes qui, d'après la loi, doivent être accomplis dans un délai déterminé ». Ce dernier paragraphe a fait naître de graves difficultés, car le sens très général de sa rédaction permet d'ajouter considérablement au paragraphe 1^{er}. La suspension devant s'appliquer « à tous les actes qui, d'après la loi, doivent être accomplis dans un délai déterminé », la jurisprudence l'a raisonnablement appliquée au délai de neuf ou de trente jours prévu par la loi du 2 août 1884 pour l'exercice de l'action rédhibitoire. Trib. Albi, 10 févr. 1915, D. 1916. 2. 134; Trib. com. Saint-Omer, 9 janv. 1917, *Gaz. Pal.*, 1916 et 1917. 482; Bordeaux, 31 janv. 1917, D. 1917. 2. 27; Paris, 28 févr. 1917, *Gaz. Trib.*,

Ces délais de neuf ou de trente jours sont des délais francs. Ils constituent un temps d'épreuve dont l'acheteur doit jouir intégralement. La jurisprudence décidait déjà d'une manière formelle⁽³⁾ que l'article 1033 du Code de procédure s'appliquait aux délais de la loi de 1838, bien que ses termes fussent moins précis que ceux de la nouvelle loi de 1884 qui dit « neuf jours francs » et « trente jours francs ». Ces délais se supputent selon les règles ordinaires de minuit à minuit. Ni le *dies a quo* (qui est le jour fixé pour la livraison) ni le *dies ad quem* ne sont comptés; l'assignation peut donc être donnée le lendemain du neuvième ou du trentième jour après le jour fixé pour la livraison⁽⁴⁾. Si le délai expire un jour férié, il doit être prolongé jusqu'au lendemain⁽⁵⁾. Il est évident que ces délais sont de rigueur⁽⁶⁾, que les juges n'ont en aucune façon la faculté de les allonger; après leur expiration, l'acheteur est déchu de son droit d'agir. Cette déchéance⁽⁷⁾ pourrait évidemment être interrompue comme

26 janv. 1919. Cette jurisprudence présentait les inconvénients graves de gêner les transactions commerciales, de laisser le vendeur dans l'incertitude pendant la durée indéterminée des hostilités, de rendre plus difficile la preuve de l'existence du vice au jour de la vente, de diminuer enfin la double protection contre la contamination du cheptel national et du consommateur. Des raisons de salubrité publique, principalement dans les ventes d'animaux atteints de maladies contagieuses, ont amené certains tribunaux à rejeter l'application du décret du 10 août 1914. Trib. paix Berval, 20 juin 1916, *Gaz. Pal.*, 1916 et 1917. 317; Trib. com. Seine, 5 août 1916, *Gaz. Pal.*, 1916 et 1917. 318. D'un point de vue juridique ces solutions sont difficilement défendables.

(3) Cass. 24 janv. 1849, D. 1849. 1. 144, et plusieurs autres arrêts de cassation.

(4) Cass. 6 mars 1867, D. 1867. 1. 114.

(5) Trib. Montfort, 21 mars 1879, D. 1879. 5. 63, Nancy, 9 avril 1919, D. 1922. 2. 116.

(6) Civ. 29 mars 1898, P. 1898. 1. 408.

(7) Il s'agit bien d'une déchéance et non d'une prescription. Sur le critérium qui permet de distinguer les déchéances des prescriptions. V. Aubry et Rau, § 771, p. 534.

à l'ordinaire, en particulier par une reconnaissance faite par le vendeur du bien-fondé du droit de son adversaire.

Le point de départ du délai a soulevé les plus grandes difficultés. Quel est-il ? jour de la vente ? jour fixé pour la livraison ? jour de la livraison effective ? Dans notre ancien droit et dans la jurisprudence qui a immédiatement suivi la promulgation du Code civil, les opinions étaient très divisées sur cette question (8). En matière de ventes et échanges d'animaux domestiques l'hésitation n'est plus permise depuis la loi du 20 mai 1838, dont la loi du 2 août 1884 reproduit presque textuellement les termes. « Le délai pour intenter l'action rédhibitoire sera de neuf jours francs, non compris le jour fixé pour la livraison, excepté pour la fluxion périodique, pour laquelle ce délai sera de trente jours francs, non compris le jour fixé pour la livraison. » (L. 2 août 1884, art. 5). La loi fait donc courir le délai à partir du jour fixé pour la livraison (9); elle ne se préoccupe pas de savoir s'il y a eu ou non livraison. Faire courir le délai à partir du jour de la vente offrait cet inconvénient grave de pousser le vendeur à retarder la livraison, afin d'empêcher l'acheteur de découvrir le vice en temps utile. Le législateur a concilié de la façon la plus heureuse les intérêts respectifs des parties : l'acheteur qui, le plus souvent, ne peut réellement connaître l'animal que depuis le moment où il l'a en sa possession, jouira d'un délai suffisant pour découvrir ses vices; mais il ne pourra pas, en retardant par son abstention le jour de la livrai-

(8) Sur les opinions de nos anciens jurisconsultes et sur nos anciennes coutumes. V. la très intéressante note de M. de Loynes, sous Angers, 13 janv. 1896, D. 1897. 2. 329. V. égal., civ. 17 mars 1821, D. jur. gén. *Vices rédhibitoires*, n° 239.

(9) Cass. 28 janv. 1896, D. 1897. 1. 475; Angers, 13 janv. 1896, précité.

son, prolonger l'obligation de garantie qui pèse sur le vendeur. « En vain objecterait-on, déclarait le rapporteur de la loi de 1838 à la Chambre des députés ⁽¹⁰⁾, que si la tradition est tardive, le vendeur se trouverait garantir un vice, dont le germe ne serait pas censé préexister lors de la vente. Cela est vrai, mais ce sera au vendeur de faire que cette tradition ait lieu plus tôt, qu'elle ait lieu lors de la vente. »

Quand l'acheteur a négligé de prendre livraison au jour fixé, le délai court néanmoins contre lui sans qu'il ait été mis en demeure, car il ne saurait prolonger l'obligation de garantie du vendeur en n'accomplissant pas sa propre obligation. Sans doute, si le vendeur a été mis en demeure de livrer, le délai ne court pas du jour fixé pour la livraison, mais du jour même de la livraison; le vendeur, en retard d'exécuter son obligation, a commis une faute, il doit en réparer les conséquences ⁽¹¹⁾. Sans doute encore, si la livraison a été faite d'un commun accord par anticipation, le délai part du jour de la tradition réelle, et non du jour fixé pour la faire; la raison n'en est pas qu'il y a eu livraison, mais que les parties ont modifié leurs conventions primitives ⁽¹²⁾.

J'ai supposé jusqu'à présent que les parties avaient fixé le jour de la livraison; que décider si elles ne l'ont pas fait? Il faut, je crois, dire que, sauf convention contraire, tout contrat doit être exécuté immédiatement; que chaque

(10) La loi du 20 mai 1838 ayant été reproduite sans modifications sur ce point par la loi du 2 août 1884, les travaux préparatoires de la première loi peuvent être utilement consultés.

(11) Rapport à la Chambre des députés précité : « Si c'est le vendeur qui est en demeure d'opérer la livraison, le délai ne court que du jour de la tradition réelle. »

(12) Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 472.

partie doit sans attendre remplir ses obligations; le vendeur fera délivrance, l'acheteur prendra livraison. Le jour fixé pour la livraison se confond donc alors, d'après la volonté des parties, avec le jour de la perfection du contrat; à partir de cette date, sans sommation, sans mise en demeure, commence à courir le délai d'exercice de l'action rédhibitoire.

Enfin, s'il a été convenu que le vendeur livrera quand il le voudra, le délai ne courra qu'à partir de la livraison, ou de la sommation de prendre livraison. Inversement, s'il a été convenu que l'acheteur prendra livraison quand il le voudra, s'il tarde trop, le vendeur pourrait faire fixer par la justice la date de la livraison, et le délai courrait à partir de cette date⁽¹³⁾.

L'article 5 de la loi du 2 août 1884 se réfère à l'hypothèse normale d'une vente pure et simple, l'acheteur devient alors propriétaire dès le jour du contrat. Si la vente est conclue sous condition résolutoire, rien n'est à changer des solutions précédentes. Mais si la vente est conclue sous condition suspensive, le contrat n'existe définitivement que lorsque la condition s'est réalisée; le délai de l'action rédhibitoire ne peut courir contre un acheteur qui n'est pas propriétaire et qui par suite n'est pas fondé à demander la garantie. On applique ce raisonnement aux ventes à l'essai qui sont toujours présumées faites sous condition suspensive (C. civ. art. 1588). Le délai commence à courir non pas du jour où l'acheteur a reçu l'animal pour l'essayer, mais du jour où il l'a définitivement agréé, pratiquement du jour où il a payé son prix. De ce cas il faut rapprocher celui d'une simple promesse de vente, sans engagement réciproque d'acheter; alors la propriété

(13) Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 472.

ainsi que les risques et périls de la chose vendue, ne passent à l'acquéreur que du jour où il a déclaré vouloir acheter, et son droit se réduit jusque-là à un simple droit de créance.

Si le vendeur a assisté aux opérations d'expertise, l'acheteur bénéficie de la faculté de ne former sa demande qu'après la clôture de ces opérations. En principe, le vendeur doit assister à l'expertise, mais le juge de paix peut, pour certaines raisons, en ordonner autrement. Dès lors il faut distinguer deux cas : dans le premier, le vendeur n'a pas été cité à l'expertise, l'acheteur doit alors introduire son action dans le délai de neuf jours (ou de trente jours); dans le second cas, le vendeur a été cité à l'expertise, alors l'acheteur jouit, pour introduire son action, d'un nouveau délai de trois jours à compter de la clôture du procès-verbal d'expertise⁽¹⁴⁾. « Si le vendeur a été appelé à l'expertise, la demande pourra être signifiée dans les trois jours à compter de la clôture du procès-verbal, dont copie devra être signifiée en tête de l'exploit. Si le vendeur n'a pas été appelé à l'expertise, la demande devra être faite dans les délais fixés par les articles 5 et 6. » (L. 2 août 1884, art. 8, §§ 3 et 4). Cette disposition qui n'était pas contenue dans la loi de 1838 et constitue une innovation du législateur de 1884, se recommande par plusieurs raisons, bien mises en lumière dans l'exposé des motifs de la loi : « Lorsque le vendeur a été appelé à l'expertise et que les faits peuvent être vérifiés en sa présence, on peut sans inconvénient retarder l'assignation jusqu'à ce que l'opération soit terminée; la conciliation en sera plus facile; l'assignation, si elle était nécessaire,

(14) Bordeaux, 10 mars 1896, D. 1897. 2. 142.

sera donnée en pleine connaissance de cause. » (15). Il faut bien remarquer que l'acheteur qui a cité son vendeur à l'expertise reste libre d'introduire son action dans les délais de l'article 5. La loi lui laisse simplement la faculté d'assigner après la clôture du procès-verbal. Le mot « pourra » contenu dans le texte de la loi ne permet pas d'en douter.

Ce délai est fort bref : trois jours seulement. La loi veut que le procès soit rapidement engagé, et que si l'acheteur se décide à agir, il agisse vite. Ce délai est-il franc? Non, répondent les auteurs et la jurisprudence, ce n'est pas un délai franc, mais un délai de rigueur strictement limité (16). En effet, la loi ne dit pas que ce délai soit franc, alors qu'elle prend soin de spécifier la franchise du délai de l'article 5. L'article 1033 du Code de procédure ne s'applique pas ici; il est admis qu'il s'occupe non du délai général, pour faire une citation, un ajournement, une sommation, mais du délai fixé pour faire un acte quelconque à partir d'une citation, d'un ajournement, d'une sommation. L'article 8 de la loi de 1884, en disant que la demande « pourra être signifiée dans les trois jours », montre bien qu'il faut qu'elle soit signifiée avant l'expiration du troisième jour, à peine de nullité. Mais si le délai comprend le *dies ad quem*, le *dies a quo* n'y rentre pas. Si le dernier jour du délai est un jour férié, la demande pourra encore être signifiée utilement le lendemain. La question ne se pose plus de savoir si ce délai est susceptible d'augmenter à raison des distances (17).

(15) S. *Lois annotées*, 1884, p. 673, col. 3.

(16) Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 481; Aubry et Rau, § 333 bis, p. 127; Nancy, 21 janv. 1890, D. 1890. 2. 214, S. 1890. 2. 153.

(17) On admettait généralement que ce délai était susceptible d'aug-

Le délai court du jour de la clôture du procès-verbal et non pas du jour de dépôt du rapport au Greffe (18). Et ce procès-verbal doit être considéré comme clos, du jour même où il est terminé par l'expert, du jour où il est daté et signé (19). Ces solutions sont évidemment très rigoureuses pour l'acheteur, qui peut se laisser surprendre par l'extrême brièveté du délai, mais elles s'imposent en présence des termes formels de la loi. L'expert doit déposer son rapport immédiatement après sa clôture, pour que l'acheteur puisse en prendre connaissance et se décider à agir ou à ne pas agir; et, s'il se décide à agir, pour que le greffier ait le temps matériel de lui en délivrer une expédition qui sera signifiée en tête de la demande. Cette dernière formalité est prescrite par l'article 8, mais non pas à peine de nullité, du moins on l'admet généralement; l'omission pourrait être réparée au cours de l'instance par une signification ou même par une simple communication du rapport des experts (20). Quelle qu'ait été la durée de l'expertise, eût-elle traîné pendant plusieurs mois, l'action est recevable si elle a été intentée dans les trois jours qui suivent la clôture du rapport (21); mais il appartiendra aux juges de déclarer cette action mal fondée s'ils estiment que le vice rédhibitoire a été constaté trop longtemps après la vente.

mentation à raison des distances. Trib. Mortagne, 28 janv. 1897, D. 1897. 2. 277. Malgré toutes les bonnes raisons qu'on a pu donner à l'appui de cette opinion, il n'en est pas moins curieux d'avoir rejeté l'application de l'article 1033 pour la franchise du délai, et de l'avoir admise pour l'augmentation à raison des distances.

(18) Bordeaux, 10 mars 1896, D. 1897. 2. 142, S. 1896. 2. 280.

(19) Nancy, 21 janv. 1890, D. 1890. 2. 214.

(20) Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 481; Aubry et Rau, § 333 bis, note 85; Trib. Valence, 19 nov. 1884, D. Sup., v° *Vices rédhibitoires*, n° 110; Trib. Langres, 9 mai 1889, *La Loi*, 15 févr. 1890; Nancy, 21 janv. 1890, déjà cité.

(21) Comp. Trib. com. Nantes, 20 janv. 1909, *Rec. Nantes*, 1909. 1. 189.

Il y a peu de choses à dire de l'assignation elle-même, qui est soumise aux formes ordinaires de ce genre d'actes de procédure. Il est bon que l'acheteur y indique sur quel vice rédhibitoire il fonde son action. On s'est demandé s'il devait le faire à peine de nullité, et s'il encourait la même sanction au cas où il aurait indiqué un vice quelconque, sauf à fonder son action sur tout autre vice qui serait ultérieurement constaté par les experts; la loi n'impose aucune obligation de ce genre, et la jurisprudence incline à déclarer recevable la demande qui ne précise pas le vice, ou qui en précise un qui n'est pas celui dont l'animal se trouve réellement atteint⁽²²⁾. Enfin le principe selon lequel la citation en justice, donnée même devant un juge incompétent, interrompt la prescription (art. 2246 C. civ.) est applicable aux déchéances édictées par la loi du 2 août 1884⁽²³⁾.

REQUÊTE A FIN D'EXPERTISE.

« Quel que soit le délai pour intenter l'action, l'acheteur, à peine d'être non recevable, devra provoquer dans les délais de l'article 5 la nomination d'experts chargés de dresser le procès-verbal » (L. 2 août 1884, art. 7). Ainsi l'acheteur ne doit pas seulement assigner son vendeur dans le délai de neuf (ou trente) jours, mais encore dans le même délai provoquer une expertise. Une continuelle

(22) Trib. com. Verdun, 28 sept. 1889, *La Loi*, 23 oct. 1889; Dijon, 4 avril 1912, *Rec. Dijon*, 1912. 77. *Contra* Trib. Valence, 6 déc. 1889, *Mon. jud. Lyon*, 12 déc. 1889.

(23) Comp. Trib. Charolles, 27 juin 1896, D. 1898. 2. 386, Trib. Seine, 24 mars 1904, *Le Droit*, 13 août 1904.

préoccupation de célérité a inspiré tout ce système législatif; pour savoir si le vice est antérieur à la vente, il faut que sa constatation ait lieu dans un temps très rapproché du contrat; si l'acheteur se bornait, comme dans les procès ordinaires, à introduire son action en garantie, sauf à faire ordonner ultérieurement une expertise pour établir l'existence du vice allégué, les constatations des experts seraient tardives et peu concluantes.

La loi a enfermé la formalité de la présentation au juge de paix de la requête à fin de nomination d'experts, dans le même délai que l'assignation ⁽²⁴⁾. Tout ce qui a été dit précédemment sur le point de départ du délai de l'assignation et sur ses caractères s'applique ici ⁽²⁵⁾. La date de la requête devra être constatée dans l'ordonnance que le juge de paix rend à la suite (L. 2 août 1884, art. 7, § 1). D'ailleurs la date de l'ordonnance elle-même peut évidemment prouver que la requête a été présentée dans le délai légal, l'ordonnance présupposant la requête. La fin de non-recevoir que fait naître la non-présentation de la requête dans le délai de la loi n'est pas d'ordre public; le vendeur qui ne l'a pas invoquée devant les juges du fond ne peut donc s'en prévaloir pour la première fois devant la Cour de cassation ⁽²⁶⁾.

(24) Avant la loi du 24 février 1924, le délai pour présenter requête n'était pas susceptible d'augmentation à raison des distances. L'article 7 renvoyait à l'article 5 et non pas aux articles 5 et 6. Les requêtes devant être présentées au juge de paix du lieu où se trouve l'animal, il était inutile d'accorder un délai de distances pour une procédure qui se faisait sur place. De sorte que, dans certains cas, l'acheteur jouissait d'un plus long délai pour assigner que pour provoquer l'expertise.

(25) Sous le régime de la loi de 1839, on s'était demandé si le délai pour présenter requête était franc. Les termes précis de l'article 7 de la loi de 1884 qui renvoie à l'article 5 ne laissent subsister aucun doute. Cass. 28 janv. 1896, D. 1897. 1. 475.

(26) Cass. 3 nov. 1886, S. 1890. 1. 403.

La loi n'a pas prévu l'ordre que doit suivre l'acheteur dans les diverses procédures qu'elle lui impose. Peu importe donc que la requête à fin d'expertise précède l'assignation ou qu'elle la suive; il faut et il suffit que ces divers actes soient accomplis dans les délais légaux. L'acheteur a tout intérêt à présenter d'abord sa requête pour pouvoir ensuite, dans un seul et même exploit, citer son vendeur à l'expertise et l'assigner en justice.

Pour provoquer la nomination des experts l'acheteur présente une requête au juge de paix : « La requête sera présentée verbalement ou par écrit... » (art. 7, § 1). La loi, dans un but de simplification et d'économie, peut-être aussi dans un but de célérité, permet donc à l'acheteur de présenter sa requête oralement; il pourrait même le faire télégraphiquement⁽²⁷⁾. La requête écrite n'est soumise à aucune condition de forme. L'indication de la date est utile, mais non nécessaire. Il est bon de même d'indiquer le vice supposé de l'animal, bien que la loi ne l'exige nulle part; mais cette indication mettra le juge en mesure de désigner un expert compétent; puis, si le vice allégué n'est pas compris dans la nomenclature légale, le juge pourra montrer au requérant que sa demande n'a aucune chance de succès, et l'empêcher ainsi d'exposer des frais inutiles. Mais, comme dans l'assignation, l'indication erronée d'un vice n'empêcherait pas l'action de réussir, si elle pouvait être fondée sur tout autre vice découvert par les experts.

La requête doit être présentée « au juge de paix du lieu où se trouve l'animal » (L. 2 août 1884, art. 7). La loi

(27) La loi belge du 25 août 1883 (art. 4, § 2) a expressément autorisé la requête télégraphique.

donne donc compétence à un seul juge de paix, non pas celui du lieu où se trouve l'acheteur ou le vendeur, mais celui du lieu où se trouve l'animal. Cette règle facilite et permet de hâter les opérations d'expertise. D'ailleurs l'acheteur absent peut charger un mandataire de remplir pour lui les formalités de la requête; s'il ne l'a pas fait, il ne peut s'en prendre qu'à lui-même de sa négligence. La jurisprudence estime que la requête présentée à un juge incompétent doit être tenue pour non avenue et que l'action qu'elle précède devient irrecevable ⁽²⁸⁾. Bien plus, il ne faut pas dire, en interprétant textuellement la loi de 1884, qu'il suffit pour rendre un juge de paix compétent que l'animal soit d'une façon temporaire amené dans une localité quelconque; l'ordonnance doit émaner du magistrat cantonal dans la circonscription duquel l'animal a été conduit et placé par l'acquéreur pendant la période suspecte ⁽²⁹⁾.

SOMMATION POUR L'EXPERTISE.

Qui doit être appelé à l'expertise? et quand? « Le vendeur sera appelé à l'expertise, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le juge de paix, à raison de l'urgence et de l'éloignement. La citation à l'expertise devra être donnée au vendeur dans les délais déterminés par les articles 5 et 6. » (L. du 2 août 1884, art. 8).

En droit commun (C. proc. civ., art. 315), les parties doivent être appelées à l'expertise; les conclusions des

(28) Trib. Pontarlier, 2 juill. 1908, *Gaz. Pal.*, 1908. 2. 484.

(29) Trib. Caen, 21 juin 1911, *Rec. Caen*, 1911. 160.

experts ne peuvent être opposées aux parties qui n'ont pas été régulièrement convoquées à leurs opérations. Dans la matière spéciale de ventes et échanges d'animaux domestiques, la loi a apporté à ce principe un tempérament. « Il est bon, peut-on lire dans l'exposé des motifs de la loi de 1884, que les faits soient constatés contradictoirement toutes les fois que la chose est possible. A ce moment d'ailleurs la conciliation est encore facile... Mais il peut se faire que le vendeur soit éloigné, l'urgence peut être extrême, surtout s'il y a une autopsie à faire; le projet tient compte de toutes ces circonstances » (30). En règle générale le vendeur doit être appelé; mais le juge de paix peut dispenser de l'accomplissement de cette formalité, lorsqu'il y aurait grave inconvénient à la remplir. Il va sans dire que l'expertise ordonnée par le juge de paix avec dispense d'y appeler le vendeur est opposable à ce dernier. (Elle est même opposable aux précédents vendeurs.) Mais le vendeur qui n'a pas été appelé à l'expertise peut-il, s'il n'accepte pas les conclusions des experts, provoquer à nouveau une expertise contradictoire? Les juges du fond ont toute liberté d'ordonner ou non une nouvelle mesure d'instruction. Le juge de paix à qui la requête à fin d'expertise a été présentée est seul juge de l'utilité ou de l'inutilité d'appeler le vendeur à l'expertise; son appréciation sur ce point est souveraine.

Si le juge ne dispense pas d'appeler à l'expertise le vendeur, ce dernier devra y être cité dans les neuf (ou trente) jours qui suivent le jour fixé pour la livraison. Ce délai est fort bref, il témoigne du perpétuel souci de célérité que le législateur manifeste dans l'organisation de

(30) D. 1884. 4. 125, col. 2.

cette procédure. Pour que l'acheteur puisse lancer sa sommation il faut d'abord que le juge de paix ait répondu à sa requête. Il doit le faire « immédiatement » dit la loi, et s'il y a urgence grave, tout de suite, même en sa demeure. Il ne lui est pas possible d'attendre et d'apprécier les faits. En effet, l'article 7 frappe de déchéance l'acheteur qui n'a pas provoqué l'expertise dans le délai de neuf (ou de trente) jours. Il faut donc que le juge, en rendant son ordonnance en temps utile, mette l'acheteur en mesure de remplir les formalités qui lui incombent. S'il ne le faisait pas il commettrait un véritable déni de justice, avec toutes les conséquences qui s'ensuivraient pour lui. Le juge peut toujours, il est vrai, dispenser l'acheteur d'appeler son vendeur à l'expertise, vu l'urgence; je crois que le mot urgence peut s'entendre non seulement de l'urgence à constater la maladie, mais aussi de l'urgence à satisfaire aux prescriptions de la loi.

Ayant obtenu son ordonnance, l'acheteur doit demander aux experts s'ils acceptent leur mission et quel jour ils comptent procéder à leurs opérations. Muni de ces renseignements, il pourra donner sa citation dans les délais des articles 5 (et 6). Ces délais sont les mêmes que ceux de l'assignation, ils ont même point de départ, même durée, mêmes caractéristiques. La citation à l'expertise et l'assignation apparaissent donc comme deux formalités complémentaires, elles marchent de pair; le vendeur réalisera une économie en les signifiant par un seul et même exploit.

Si la citation n'est pas donnée dans le délai légal, comment l'inobservation de cette formalité est-elle sanctionnée? Il faut admettre que l'acheteur est déchu de son action. On en a douté : l'article 7 dit, en effet, que l'ache-

teur doit provoquer la nomination des experts dans les délais de l'article 5 « à peine d'être non-recevable »; l'article 8 ne contient aucune sanction de ce genre; d'où l'on a induit que la sanction des deux articles n'était pas la même; et l'on a ajouté que les nullités et fins de non-recevoir sont de droit étroit, qu'il n'est pas permis d'en créer que la loi n'a pas prévues. Pour certains, l'obligation d'appeler le vendeur à l'expertise dans le délai de la loi n'est pas essentielle; l'énonciation du délai est simplement indicative, sans aucune sanction; d'où cette conséquence que l'appréciation des conditions dans lesquelles a été accomplie cette formalité doit être abandonnée aux tribunaux ⁽³¹⁾. Pour d'autres, l'expertise à laquelle le vendeur n'a pas été appelé ne peut lui être opposée; il y a simplement lieu d'ordonner une nouvelle expertise, bien que les délais de l'article 8 soient expirés ⁽³²⁾. Mais la solution contraire, la solution rigoureuse, a été consacrée par un arrêt de la Chambre civile du 29 mars 1898 et par une très abondante jurisprudence ⁽³³⁾; la plupart des auteurs l'on adoptée ⁽³⁴⁾. Comme ceux des articles 5 et 7, les délais de l'article 8 sont de rigueur, et il en est ainsi alors même que l'acheteur qui a introduit l'action rédhibitoire n'a connu qu'après l'expiration du délai le jour auquel les experts procéderaient à leurs opérations. En effet il existe des nullités seulement virtuelles, l'article 1030 du Code de procédure ne trouve pas son applica-

(31) Caen, 6 juin 1888, D. 1886. 2. 234, S. 1886. 2. 32.

(32) Caen, 26 déc. 1899, P. 1901. 2. 19.

(33) Trib. Valence, 19 nov. 1884, D. sup. V° *Vices rédhibitoires*, n° 89-96; Trib. com. Montreuil, 3 avril 1894, D. 1895. 2. 379; Cass. 29 mars 1898, D. 1898. 1. 417, S. 1902. 1. 358; Cass. 10 juill. 1903, D. 1910. 1. 294.

(34) Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 512; Aubry et Rau, n° 355 bis, note 61.

tion ici; quelle serait la sanction des lois qui fixent des délais, si l'on pouvait agir utilement après leur expiration, ou si les tribunaux étaient libres d'apprécier plus ou moins arbitrairement la validité des actes accomplis hors délai? De plus la volonté manifeste des auteurs de la loi de 1884 a été d'impartir à l'acheteur, pour intenter son action, provoquer l'expertise et la dénoncer au vendeur, des délais brefs et strictement limités. Il convient enfin de remarquer que la question se pose dans les mêmes termes pour les délais de l'article 5 et pour ceux de l'article 8, et que, malgré le silence de la loi, personne ne met en doute que le délai de l'assignation ne soit de rigueur. L'assignation et la citation à l'expertise sont deux formalités complémentaires; il convient qu'elles aient la même sanction. Cette interprétation de l'article 8 est évidemment rigoureuse. L'acheteur risque dans certains cas de se trouver dans l'impossibilité d'obtenir la réhabilitation, s'il n'a découvert le vice que dans les dernières heures du délai, ou s'il se heurte à un refus ou à la mauvaise volonté de l'expert. Le juge de paix peut, il est vrai, le dispenser des formalités de l'article 8, mais cette faculté est du pouvoir discrétionnaire du juge devant qui l'acheteur reste désarmé.

Toutefois, il faut présenter cette atténuation que le vendeur qui aurait comparu à l'expertise sans citation ou sur citation tardive et en aurait suivi les opérations devrait être considéré comme ayant renoncé à la fin de non-recevoir, et ne pourrait plus se plaindre d'une irrégularité qui ne lui cause aucun grief ⁽³⁵⁾. Enfin, pourvu que la citation à l'expertise ait été donnée dans le délai légal, rien ne

(35) Nancy, 21 janv. 1890, D. 1890. 2. 214, S. 1890. 2. 133.

s'oppose à ce que ultérieurement, et après l'expiration du délai, l'acheteur fasse commettre de nouveaux experts en remplacement des premiers empêchés de remplir leur mission ou récusés par le vendeur.

De la sommation à l'expertise elle-même il n'y a rien à dire de particulier; elle doit indiquer les jour, heure et lieu auxquels les experts accompliront leur mission, et énoncera qu'il sera procédé même en l'absence des vendeurs (art. 8, L. 2 août 1884).

Lorsque l'expert, après la première vacation, interrompt ses travaux et en renvoie la continuation à une date indéterminée, et lors même que le vendeur a été sommé d'assister à la première réunion, il y a lieu de lui faire une nouvelle sommation pour les réunions suivantes; le vendeur doit être convoqué à toutes les opérations des experts, il ne suffit pas de le convoquer à une ou plusieurs d'entre elles⁽³⁶⁾. Le délai de l'article 8 n'a évidemment rien à voir avec ces itératives convocations.

EXPERTISE.

L'expertise organisée par la loi du 2 août 1884 offre plusieurs particularités. Le nombre des experts, d'abord, constitue une importante dérogation à l'article 303 du Code de procédure, aux termes duquel « l'expertise ne pourra se faire que par trois experts, à moins que les parties ne consentent qu'il soit procédé par un seul ». En matière de vices rédhibitoires, c'est le juge de paix qui apprécie souverainement si un seul expert suffit ou si

(36) Trib. Vitré, 27 juill. 1898, *Gaz. Pal.*, 1898. 2. 396; Trib. com. Nantes, 20 janv. 1909, *Rec. Nantes*, 1909. 1. 189.

trois sont nécessaires. Cette dérogation au droit commun se justifie par des raisons d'économie et d'urgence; il peut parfois être difficile, surtout dans de petites villes ou villages, de trouver immédiatement sur place trois personnes aptes à faire les constatations exigées par la loi; enfin, ainsi qu'il fut dit lors de la discussion de la loi de 1838, il ne faut pas permettre à un demandeur de mauvaise foi d'amener son adversaire à composition par crainte de frais trop considérables. Si le juge n'a désigné qu'un seul expert, l'acheteur ne peut pas, même dans le délai de la garantie, demander la nomination de deux autres experts, s'il estime qu'ainsi cette mesure d'instruction lui sera plus favorable.

Le juge de paix est libre dans le choix des experts; il peut désigner qui bon lui semble, soit un vétérinaire diplômé, soit une personne quelconque lui paraissant avoir la compétence nécessaire, bien que ne possédant aucun diplôme. Ces experts peuvent être récusés (art. 310 C. proc.) pour les mêmes causes qui permettent de reprocher les témoins (art. 283 C. proc.). Mais il n'y a pas lieu, semble-t-il, vu l'urgence, d'observer les formalités prescrites par les articles 311 et suivants pour la récusation des experts; il suffira d'exposer le motif de récusation au juge qui désignera immédiatement un autre expert, si le motif invoqué rentre dans les prévisions de la loi. Un des motifs de récusation les plus fréquents est la délivrance de certificats sur les faits relatifs au procès. Mais il a été jugé que le certificat donné par l'expert n'est une cause de récusation que lorsqu'il a été complaisamment fourni à une partie pour la favoriser, ou qu'il est conçu en termes si affirmatifs qu'il rend difficile une rétractation, eu égard à l'honorabilité de l'expert; il ne saurait motiver

une récusation, lorsqu'il est l'accomplissement d'un devoir et ordonné par la loi (tel serait par exemple le cas d'un vétérinaire du gouvernement qui aurait prescrit l'abatage d'un animal suspect), alors surtout qu'il ne porte pas sur tous les faits soumis à l'expertise, et que deux experts sur trois peuvent contre-balancer l'opinion de l'expert contesté⁽³⁷⁾.

Aux termes de l'article 307 du Code de procédure civile, les experts, avant de procéder à leurs opérations, doivent, s'ils n'en sont dispensés, prêter serment entre les mains du juge commissaire de bien et fidèlement remplir leur mission. Pour l'expertise spéciale de la loi du 2 août 1884, l'article 7 dispose que les experts « à la fin de leur procès-verbal, affirmeront par serment la sincérité de leurs opérations ». Donc les experts ne sont tenus de prêter serment ni avant ni après leurs vacations; ils doivent simplement, avant de clore leur procès-verbal, y insérer une formule aux termes de laquelle ils déclarent affirmer sous la foi du serment la sincérité de leurs opérations. C'est dans un but d'économie qu'a été adoptée cette simplification, ainsi qu'il ressort des travaux préparatoires de la loi de 1884⁽³⁸⁾. Un expert ne saurait donc être admis à comprendre dans ses dépens le montant d'une vacation pour prestation de serment, formalité onéreuse et inutile dont il aurait dû s'abstenir⁽³⁹⁾. L'obligation pour les experts d'affirmer par serment la sincérité de leurs opérations n'est même pas prescrite à peine de nullité, comme elle l'est dans certaines lois spéciales⁽⁴⁰⁾; d'où l'on a conclu qu'une exper-

(37) Trib. com. Toulouse, 14 mars 1884. *Pres. vét.*, 31 mars 1884, p. 167.

(38) D. 1884. 4. 125, col. 3.

(39) Trib. com. Caen, 12 déc. 1890, D. 91. 5. 297.

(40) Loi du 3 mai 1844, art. 24.

tise où la formalité de l'article 7 n'a pas été remplie est néanmoins régulière⁽⁴¹⁾. Cependant d'autres décisions de jurisprudence considèrent que la disposition de l'article 7 est de rigueur, et que le défaut d'affirmation par serment suffit à entraîner la nullité de l'expertise⁽⁴²⁾.

En principe les experts n'ont d'autre mission que celle que le juge leur a donnée. La loi de 1884 élargit leurs pouvoirs : « Ils vérifieront l'état de l'animal, recueilleront tous les renseignements utiles, donneront leur avis... » (art. 7). Sous l'empire de la loi de 1838, les experts ne pouvaient recueillir des renseignements que si l'ordonnance du juge de paix les y autorisait expressément; maintenant ils peuvent toujours le faire en vertu de la loi. Ce n'est pas à dire qu'ils doivent procéder à une véritable enquête; ils recueillent de simples renseignements susceptibles de les éclairer sur la maladie et ses causes, et de fortifier leur conviction. Ces renseignements ne leur sont pas toujours également utiles. En effet la mission des experts est de rechercher si la maladie a existé, non pas au jour de la vente, mais pendant le délai de la garantie. Et alors, de deux choses l'une : ou ils opèrent avant l'expiration du délai, dans ce cas ils doivent simplement dire si l'animal est atteint d'un vice rédhibitoire ou non; ou bien ils opèrent après l'expiration du délai, ils doivent alors non seulement dire si l'animal est atteint d'un vice rédhibitoire ou non, mais encore, dans l'affirmative, si ce vice existait déjà pendant le délai de la garantie. On comprend qu'alors ils puissent et doivent s'entourer de tous renseignements, pour déterminer si les symptômes du vice

(41) Trib. Châteaubriant, 7 déc. 1889, D. 1891. 3. 40; Trib. com. Nantes, 19 mai 1897, *Jpr. Nantes*, 1898. 1. 36.

(42) Trib. com. Marseille, 8 août 1902, *J. jpr. Marseille*, 1902. 1. 403.

s'étaient déjà manifestés pendant la période de neuf (ou trente) jours qui a suivi le jour fixé pour la livraison de l'animal.

On s'explique aisément que la loi du 2 août 1884 enjoigne aux experts « d'opérer dans le plus bref délai » (art. 7). Plus la date à laquelle opèrent les experts est éloignée du jour de la livraison, et moins leurs constatations sont probantes; ils constatent le vice rédhibitoire, mais est-il bien sûr qu'il existait déjà pendant le délai de la garantie? Certes, la loi n'a prescrit aucun délai fatal passé lequel l'expertise deviendrait impossible; mais les juges pourraient à bon droit débouter de sa demande l'acheteur d'un animal chez qui le vice n'aurait été constaté que plusieurs mois après la vente⁽⁴³⁾.

En résumé, l'expertise organisée par la loi du 2 août 1884 diffère d'une expertise ordinaire aux points de vue suivants :

- 1° C'est le juge de paix du lieu où se trouve l'animal qui est compétent pour désigner les experts;
- 2° Le juge peut dispenser de faire sommation au défendeur d'assister à l'expertise;
- 3° Le juge peut à son choix nommer un ou trois experts;
- 4° C'est à la fin du procès-verbal que les experts affirment par serment la sincérité de leurs opérations;
- 5° Les pouvoirs des experts sont exceptionnellement étendus.

Mais, sauf ces quelques dérogations, l'expertise reste soumise au droit commun. Et en particulier il faut lui appliquer la règle selon laquelle « les juges ne sont point

(43) Trib. com. Nantes, 20 janv. 1909, *Rec. Nantes*, 1909. 1. 189.

astreints à suivre l'avis des experts, si leur conviction s'y oppose » (art. 323 du C. proc. civ.). Rien, en effet, dans les lois spéciales de 1838 et 1884, n'indique qu'elles aient voulu se suffire à elles-mêmes et faire de l'expertise qu'elles prescrivent le seul mode de preuve recevable en la matière. Une aussi grave dérogation au droit commun aurait été indiquée dans le texte de ces lois; leurs travaux préparatoires du moins en présenteraient quelques traces : il n'en est rien. Pour nécessaire que soit l'expertise, ses résultats ne lient en aucune façon les juges qui restent libres de rendre une décision contraire à l'avis des experts. Le rapport d'expertise n'est qu'une simple pièce du procès, qu'il est permis, comme toutes les autres, de discuter, de critiquer.

On a pu se demander quel était le caractère d'une telle expertise. C'est un acte d'instruction destiné à constater le plus tôt possible l'état de l'animal; c'est en même temps un acte nécessaire à la conservation des droits de l'acheteur. Il a été jugé qu'elle ne constitue pas un acte judiciaire, mais une simple mesure conservatoire, qui ne préjuge pas le fond; que par suite le vendeur pourvu d'un conseil judiciaire peut y procéder seul ⁽⁴⁴⁾.

Enfin avec quelque rigueur que la loi prescrive cette expertise, il ne faut pas oublier que l'obligation d'y procéder n'est pas d'ordre public. Les parties sont libres de décider qu'elle n'aura pas lieu. Le vendeur peut renoncer à la nullité qui résulte de son omission. Et s'il n'avait pas invoqué cette nullité devant le juge du fait, il ne pourrait s'en prévaloir pour la première fois devant la Cour de cassation ⁽⁴⁵⁾.

(44) Trib. Bourgoïn. 14 nov. 1900, *Mon. jud. Lyon*, 20 avril 1901.

(45) Req. 3 nov. 1886, D. 1887. 5. 50.

COMPÉTENCE.

De l'article 9, § 1, de la loi du 2 août 1884 : « la demande est portée devant les tribunaux compétents, suivant les règles ordinaires du droit », il faut rapprocher l'article 6, § 4, de la loi du 12 juillet 1905, sur la compétence des juges de paix, modifié par le décret du 5 novembre 1926 : « les juges de paix connaissent encore sans appel jusqu'à la valeur de mille francs, et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever... de toutes demandes relatives aux vices rédhibitoires dans les cas prévus par la loi du 2 août 1884, soit que les animaux qui en sont l'objet aient été vendus, soit qu'ils aient été échangés, soit qu'ils aient été acquis par tout autre mode de transmission. » Les juges de paix sont donc maintenant compétents, à l'exclusion des tribunaux civils (sauf en cas d'appel) pour connaître des demandes relatives aux vices rédhibitoires, c'est-à-dire non seulement des actions rédhibitoires proprement dites, mais encore des demandes en diminution de prix et des demandes en paiement de dommages-intérêts. *Ratione personæ* le juge de paix compétent est celui du domicile du défendeur, tandis que le juge de paix qui ordonne l'expertise est celui du lieu où se trouve l'animal; il se peut donc que ce soient deux juges différents.

Les raisons pour lesquelles une compétence si étendue a été donnée au juge de paix en cette matière ressortent fort clairement des travaux préparatoires de la loi du 12 juillet 1905 : « Il s'agit d'affaires extrêmement simples dans lesquelles il y a intérêt à décider promptement..., car les questions de vices rédhibitoires entraînent des frais de fourrière qui peuvent devenir considérables. Si vous ne chargez pas le juge de paix de statuer, si vous obligez les

parties à aller devant le tribunal d'arrondissement, il en résultera que parfois la valeur de l'animal en fourrière sera plusieurs fois dépassée par les frais. » (46).

On s'est demandé quelle était l'exacte portée de cette disposition nouvelle, si, en particulier, le législateur avait entendu déroger aux règles de la compétence *ratione materiæ* des tribunaux de commerce. Son intention ne se dégage pas nettement des débats législatifs qui ont précédé le vote de la loi : à la séance de la Chambre des députés du 21 février 1891, le rapporteur déclarait formellement que si la question se posait entre commerçants, les tribunaux de commerce seraient compétents; à la séance du 2 février 1903, le nouveau rapporteur disait tout aussi formellement l'opposé. En présence de ces contradictions, on est forcé de penser que si la loi avait entendu changer les règles ordinaires de la compétence civile et de la compétence commerciale, elle l'aurait dit; une aussi grave modification aurait été formellement annoncée. Le principe fondamental de la loi du 23 mai 1838 que les justices de paix constituent des tribunaux d'exception qui ne connaissent que des matières expressément déférées à leur juridiction par un texte a été maintenu par la loi du 12 juillet 1903 (47). « Les justices de paix sont des juridictions purement civiles (48)..., et cette attribution (aux juges de paix des actions relatives aux vices rédhibitoires) ne s'applique qu'aux actions civiles et non à celles qui, se rattachant à des transactions commerciales, sont exclusivement de la compétence des tribunaux de commerce. » (49). Après quel-

(46) S. *Lois annotées*, 1903, p. 991, col. 1.

(47) Louis Pabon, *Traité théorique et pratique des justices de paix*, n° 4597.

(48) Les juges de paix connaissent des contraventions de simple police.

(49) Req. 21 juill. 1913, D. 1916. 1. 207.

ques hésitations, la jurisprudence s'est définitivement fixée dans ce sens ⁽⁵⁰⁾. Si le litige est né entre deux commerçants, le tribunal de commerce est donc compétent. Si le litige est né entre un commerçant et un non-commerçant, le non-commerçant demandeur a le choix entre la justice de paix et le tribunal de commerce.

RÈGLES DE PROCÉDURE.

La demande « est dispensée de tout préliminaire de conciliation, et, devant les tribunaux civils, elle est instruite et jugée comme en matière sommaire » (L. 2 août 1884, art. 9, § 2). Ce texte est devenu partiellement sans portée, depuis que les juges de paix se sont vu attribuer la connaissance des actions fondées sur des vices rédhibitoires : la procédure devant cette juridiction est toujours sommaire.

Quant au préliminaire de conciliation, il ne saurait plus être ici question de celui que prévoit l'article 48 du Code de procédure, puisque n'y sont assujetties que les affaires rentrant dans la compétence des tribunaux civils. Mais il existe également devant les justices de paix, depuis la loi du 20 mai 1838 qui l'a institué, un préliminaire de conciliation, couramment appelé petite conciliation, dont le juge, il est vrai, peut dispenser le demandeur. Il n'est pas douteux que la loi de 1884 n'exclue la petite conciliation comme la grande; dans les deux cas, les raisons sont les mêmes : l'action doit être intentée dans un délai très court, sans que l'acheteur ait la faculté de proroger ce délai d'une façon quelconque. Du reste, la comparaison

(50) Besançon, 16 janv. 1907, D. 1907. 2. 144; Toulouse, 16 mars 1910, D. 1911. 2. 431.

des rédactions des lois du 20 mai 1838 et du 2 août 1884 est très significative : la première dispense le demandeur « du préliminaire de conciliation », la seconde de « tout préliminaire de conciliation » ; l'adjonction du mot « tout » dans le texte de la loi prouve bien que le législateur a pensé, pour les exclure, aux deux préliminaires de conciliation. Est-il besoin d'ajouter que la citation en conciliation, si elle était donnée, ne produirait aucun effet juridique et, en particulier, n'empêcherait pas la déchéance de l'action de l'acheteur ⁽³¹⁾ : d'une part, la loi exclut cette formalité ; d'autre part, le billet d'avertissement ne produit pas l'effet interruptif de l'article 57 du Code de procédure.

J'ai déjà montré comment l'expertise ordonnée par les articles 7 et 8 de la loi de 1884, pour être exigée à peine de nullité, n'en possède pas pour cela une force probante irréfragable. Les conclusions du rapport des experts ne lient pas le juge. Celui-ci peut, dès lors, pour s'éclairer, lorsque ce rapport lui paraît insuffisant ou soupçonnable de partialité, d'erreur ou d'ignorance, le contrôler par tous documents quelconques produits par les parties, ou recourir à n'importe quel autre mode de preuve, la preuve testimoniale par exemple. La loi de 1884, d'ailleurs, admet si bien qu'il faille parfois recourir à des témoignages qu'elle prend soin d'autoriser les experts à les recueillir ; on comprendrait mal que le juge ne bénéficiât pas de la même faculté que les experts. Il pourra donc autoriser l'acheteur à rapporter dans la forme des enquêtes la preuve que des signes de maladie ont été constatés chez l'animal, lorsque l'expertise prévue par la loi n'étant pas con-

(31) Cass. 3 mai 1882, S. 84. 4. 28.

cluante, il ne sera pas possible d'en faire une nouvelle. C'est, en effet, à une nouvelle expertise que le tribunal aura le plus souvent recours ⁽³²⁾.

En fait, lorsque la première expertise est défavorable à l'acheteur, il est rare qu'il poursuive son action et sollicite la désignation de nouveaux experts. Si, au contraire, les experts ont admis l'existence d'un vice rédhibitoire, le vendeur sera souvent tenté de contester leurs conclusions et de provoquer une contre-expertise. Mais les règles exceptionnelles de l'article 7, que l'urgence a rendues nécessaires pour l'expertise exigée par la loi, ne s'appliquent pas à la nouvelle expertise ordonnée par le tribunal; celle-ci se fera conformément aux prescriptions du Code de procédure civile : les parties y seront obligatoirement appelées, les experts prêteront serment préalable, si les parties ne les en ont pas dispensés.

)

PREUVE.

L'acheteur, pour triompher dans son action, doit prouver que l'animal vendu est affecté d'un des vices rédhibitoires énumérés par la loi. Il doit prouver l'existence du vice, et rien de plus. Le vice est-il grave? est-il curable, susceptible de disparaître? est-il ancien ⁽³³⁾ ou seulement en germe? est-il préjudiciable à l'acheteur? cela n'importe pas. Ou le vice existe, ou le vice n'existe pas, il n'y a

(32) Trib. com. Nantes, 18 juin 1884, *Jpr. Nantes*, 1884. 1. 395; Trib. Angoulême, 7 août 1891, *J. arr. Bordeaux*, 1892. 2. 5. — Quelques anciennes décisions rejettent tout mode de preuve autre que l'expertise, en particulier Amiens, 2 mars 1883, *D.* 1886. 2. 70.

(33) Néanmoins, pour la boiterie intermittente ancienne, le demandeur devra prouver l'ancienneté du vice. *V. p.* 40, note 17.

pas de degrés intermédiaires. Le rapporteur de la loi de 1838, M. Lherbette, l'exprimait fort clairement : « Les tribunaux n'auront plus, pour admettre ou pour rejeter une action en rédhibition, à examiner l'apparence, la gravité, l'incurabilité, la fréquence, l'incubation, les effets du vice allégué. Est-il, oui ou non, compris dans la nomenclature de la loi ? L'action a-t-elle été, oui ou non, intentée dans les délais légaux ? Voilà les seules questions, questions simples, qu'ils auront à résoudre. »

Mais le vendeur ne garantit que les vices existant au moment du contrat. Dans les ventes ordinaires, l'acheteur doit rapporter la preuve, non seulement que le vice allégué existe, mais encore qu'il existait déjà au jour de la vente. C'est le droit commun : *actori incumbit probando*. Une très grave dérogation est apportée à ce principe en matière de ventes d'animaux domestiques : le vice constaté dans le délai de la garantie est présumé remonter au jour de la vente. Une présomption légale se substitue à une des deux preuves normalement imposées à l'acheteur ; s'il prouve que le vice existait dans les neuf (ou trente) jours qui ont suivi le jour fixé pour la livraison, les juges sont légalement obligés d'en conclure que le vice existait déjà lors de la vente ⁽³⁴⁾. Le fardeau de la preuve se trouve donc singulièrement allégé pour le demandeur. J'ai déjà indiqué que les experts avaient à constater l'existence du vice au moment où ils opéraient, et se bornaient à cette constatation si elle était faite pendant le délai de la garantie ; et que s'ils opéraient après l'expiration du délai, ils avaient à rechercher en plus si le vice existait, non pas

(34) Il faut toujours faire la même restriction pour la boiterie intermittente ancienne.

au jour de la vente, mais simplement pendant le délai de la garantie.

D'une telle présomption, il n'est pas question dans la loi du 2 août 1884. Mais ses travaux préparatoires, et ceux de la loi de 1838 ne laissent aucun doute sur ce point. « Le projet de loi, déclarait M. Lherbette, n'impose à l'acheteur qui veut exercer la réhabilitation d'autre condition que celle de faire constater l'existence du vice et d'intenter l'action dans un délai déterminé, mais nullement celle de prouver l'existence du vice ou des germes du vice lors de la vente... La fixation d'un délai pour la manifestation du vice établit la présomption légale que le mal qui se manifeste dans ce délai existait lors de la vente. » La loi du 2 août 1884 n'a rien changé à ce système; le rapporteur au Sénat s'en est formellement expliqué : « Le projet repose sur les mêmes bases que la loi de 1838... Comme elle, il est fondé sur une énumération limitative des maladies qui sont réputées vices cachés, et qui, si elles donnent lieu à une réclamation dans un délai déterminé, sont légalement présumées avoir existé au moment de la vente. »

Cette présomption se justifie pleinement. Les maladies qui constituent les vices rédhibitoires des animaux domestiques ne se remarquent guère lorsque l'animal commence d'en souffrir; quand elles se manifestent, elles ont généralement suivi une évolution lente et cachée pendant une période d'incubation que la science est impuissante à préciser. Dès lors, comment dire le jour exact où le mal a débuté, où le germe du mal a commencé de se développer? La loi décide donc avec beaucoup de bon sens que le vice constaté dans le délai de la garantie est présumé avoir existé au jour de la vente. Cette présomption ne présente vraiment aucun danger pour l'acheteur, étant donnée l'ex-

trême brièveté du délai dans lequel il doit mettre en mouvement son action en garantie. Il est vrai que le jour fixé pour la livraison peut être assez éloigné du jour de la vente. Le législateur n'en a pas moins grandement raison d'éviter des recherches toujours délicates et souvent vaines sur la période d'incubation de la maladie.

On s'est demandé si la présomption ainsi créée en faveur de l'antériorité du vice était susceptible d'être combattue par le vendeur, qui offrirait de rapporter la preuve que le vice est né depuis la vente? Est-ce une présomption absolue (*juris et de jure*) ou une présomption simple (*juris tantum*)? Il semble bien, à la lecture des travaux préparatoires que j'ai déjà cités, que le législateur ait voulu créer une présomption irréfragable, absolue. Pour faciliter la tâche du juge, il a construit un système très simple, qui fonctionne automatiquement par la constatation du vice dans un certain délai; ce serait le détruire que d'autoriser le vendeur à faire porter ses investigations sur l'origine du vice constaté dans le délai de la garantie. On a dit qu'on ne saurait créer des présomptions *juris et de jure* sans texte. Mais pourquoi? Pourrait-on davantage créer sans texte une présomption *juris tantum*? La volonté claire du législateur et l'économie générale du système de la réhabilitation des animaux domestiques, voilà les vraies raisons qui permettent d'affirmer le caractère irréfragable de la présomption d'antériorité du vice ⁽⁵⁵⁾.

(55) Aubry et Rau, § 335 bis, p. 128. Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 486; pour justifier juridiquement le caractère absolu de la présomption légale, ils font appel à l'article 1332 du Code civil, qui n'admet aucune preuve contre les présomptions sur le fondement desquelles la loi annule un acte ou dénie l'action en justice. Cette application de l'article 1332 est-elle bien exacte? Il ne s'agit ici ni d'annulation d'acte, ni de refus d'action en justice.

Néanmoins, il est un cas où l'on ne saurait empêcher le vendeur de combattre cette présomption. Devant le dol et la fraude, les règles de la garantie cèdent : si le vendeur prétend que le vice s'est déclaré à une date postérieure à la vente, et qu'il a été provoqué artificiellement par les manœuvres de l'acheteur, on doit l'autoriser à rapporter la preuve de ces manœuvres dolosives ⁽⁵⁶⁾.

EFFETS DE L'ACTION.

L'action rédhibitoire a pour effet de résoudre le contrat intervenu entre les parties. Celles-ci doivent se retrouver, autant que possible, dans la situation où elles seraient si le contrat n'avait pas été conclu : le vendeur reprend son animal, l'acheteur son argent. Les procès que soulèvent les ventes d'animaux domestiques ne portent que bien rarement sur le montant des restitutions à effectuer de part et d'autre; ils portent sur le caractère juridique du vice ou sur la façon dont il a été constaté. Néanmoins, il convient d'examiner avec soin les effets de l'action rédhibitoire, qui peuvent donner lieu à des questions fort délicates.

Le Code civil (art. 1645 et 1646) oppose très nettement le vendeur de bonne foi au vendeur de mauvaise foi, celui-ci tenu de tous les dommages-intérêts, celui-là tenu seulement à la restitution du prix et au remboursement « des frais occasionnés par la vente ». Le vendeur de bonne foi) le seul dont je m'occupe en ce moment) doit donc restituer à l'acheteur le prix qu'il en a reçu, et les

(56) Caen, 2 août 1909, *Rec. Caen*, 1910. 111.

intérêts de ce prix à compter du jour du paiement ⁽³⁷⁾. Mais que faut-il entendre par « frais occasionnés par la vente » ? Dans l'esprit des rédacteurs du Code civil, cette expression correspond certainement à ce qu'on est convenu d'appeler les frais et loyaux coûts du contrat, qui se réduisent à rien pour les ventes d'animaux. Elle comprend encore les frais exposés pour l'enlèvement de l'animal (frais de transport) et pour sa conservation (frais de nourriture, d'entretien, produits pharmaceutiques, honoraires du vétérinaire, frais de fourrière). Mais la jurisprudence ne s'est pas arrêtée là. Et, par une suite de décisions (rendues à propos de ventes qui n'étaient pas des ventes d'animaux domestiques), elle a compris dans les frais occasionnés par la vente les frais de transport et de voyage occasionnés à l'acheteur par la nécessité de soutenir les procès où il se trouvait engagé ⁽³⁸⁾, le dommage résultant pour l'acheteur de l'atteinte à son crédit commercial à la suite de la revente de la chose viciée ⁽³⁹⁾, les sommes qu'il a été condamné à payer en réparation du préjudice causé à des tiers par le vice même de la chose vendue ⁽⁴⁰⁾. De sorte que par une interprétation extensive de l'article 1646, elle est arrivée à assimiler presque complètement les vendeurs de bonne et de mauvaise foi. « Sans doute, des dommages-intérêts ne peuvent être alloués à l'acheteur à raison de la privation d'avantages ou de bénéfices qu'il pouvait légitimement espérer, mais il est de toute justice que les frais occasionnés par la vente, et notamment que les sommes inutilement dépensées par

(37) Req. 13 mars 1877, D. 1877. 1. 323.

(38) Douai, 31 janv. 1867, D. 1867. 5. 227.

(39) Req. 26 avril 1870, D. 1871. 1. 11.

(40) Req. 21 oct. 1925, D. 1926. 1. 9.

lui ou au paiement desquelles il a été condamné en réparation du préjudice causé par la chose vendue, lui soient remboursées par le vendeur en même temps que le prix » (61).

A vrai dire, les tendances de cette jurisprudence ne se sont guère manifestées dans les ventes d'animaux domestiques, identiques à ce qu'elles étaient au temps de la rédaction du Code civil. Elles ont pris tout leur développement, à la suite du progrès industriel, dans les ventes d'objets fabriqués, de moteurs en particulier susceptibles de causer des dégâts considérables. Néanmoins, la question peut se poser dans les mêmes termes pour des ventes d'animaux : par exemple, un cheval, dont la méchanceté a fait l'objet d'une garantie conventionnelle, cause un accident (62). Avec la plupart des auteurs (63), je crois que la jurisprudence a tort de s'engager dans cette voie d'interprétation extensive de l'article 1646. Ce faisant, elle va certainement contre l'intention bien claire des rédacteurs du Code civil. Elle méconnaît les principes du droit et de l'équité : l'animal vicieux est une source de risques, qui doit les supporter ? On se trouve en présence « de deux propriétaires successifs, tous deux de bonne foi et irréprochables ; il est pour le moins étrange que la responsabilité du premier en date demeure indéfiniment engagée à raison des accidents causés par une chose dont il a cessé

(61) Req. 21 oct. 1925, D. 1926. 1. 9.

(62) Comp. Trib. com. Seine, 9 déc. 1899, P. 1901. 2. 340 ; cette décision, à propos de la vente d'un cheval atteint de morve et de la contamination des écuries de l'acheteur dont il a été cause, fait une application (critiquable) de l'article 1646 et l'interprète en ce sens que le vendeur doit indemniser l'acheteur de tous les frais qui ont été la conséquence de la vente.

(63) Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 437 ; Ambroise Colin et Capitant, t. II, p. 481 et 482 ; Josserand, note sous Req. 21 oct. 1925, D. 1926. 1. 9.

d'avoir et la propriété et la garde et la maîtrise; ... en décidant ainsi, on déverse dans le passif contractuel qui lui incombe tout le contenu du passif délictuel de l'acheteur » (64).

La Cour de cassation prétend qu'il ne s'agit point là de dommages-intérêts et croit sauver les apparences en faisant intervenir une distinction, pour le moins inattendue, entre l'indemnisation du *damnum emergens* et l'indemnisation du *lucrum cessans*, cette dernière seule constitutive de dommages-intérêts. C'est inadmissible. Mais il faut bien remarquer que la Cour suprême s'est prononcée dans une espèce où le vendeur était par sa profession à la fois constructeur et marchand de l'objet; aurait-elle statué dans le même sens s'il n'avait pas réuni ces deux qualités? On peut se le demander, malgré les termes très généraux de l'arrêt.

De son côté, l'acheteur doit rendre au vendeur l'animal. Il doit le rendre avec ses accessoires, le certificat d'origine par exemple; il doit rendre également ses produits, s'il s'agit, par exemple, d'une vache pleine qui a mis bas chez l'acheteur, elle est rendue avec son veau. La remise se fait au lieu où se trouve l'animal le jour du jugement qui ordonne la rédhibition; c'est le vendeur qui vient chercher l'animal à ses frais, sauf convention contraire. J'ai déjà indiqué dans quels cas la mort de l'animal ou les détériorations qu'il a subies mettaient obstacle à la rédhibition, je n'y reviendrai pas.

Le marché dont la résolution est demandée peut avoir porté sur plusieurs animaux, par exemple une paire de chevaux ou de bœufs destinés à être attelés ensemble. Un

(64) Jossierand, note précitée.

seul des animaux est entaché d'un vice rédhibitoire, l'acheteur sera-t-il contraint de conserver l'autre ? Il voulait un attelage et n'eût pas acheté l'animal sain seul. C'est donc faire une très exacte application de l'article 1641 que de prononcer en même temps la résolution de la vente des deux animaux, de l'animal sain comme de l'animal vicieux, et cela qu'il s'agisse d'un vice rédhibitoire prévu par la loi⁽⁶⁵⁾ ou d'un vice tacitement garanti par le vendeur⁽⁶⁶⁾. C'est naturellement à l'acheteur de prouver que le marché a eu pour objet une paire d'animaux et qu'il n'aurait pas acheté l'un sans l'autre⁽⁶⁷⁾. La jurisprudence a très souvent fait application de ces principes. Elle a même décidé que lorsqu'un cheval et une calèche ont été vendus ensemble, le vice du cheval autorise l'acheteur à demander la rédhibition pour le tout⁽⁶⁸⁾; c'est peut-être aller un peu loin.

L'action en garantie peut s'exercer dans les échanges comme dans les ventes d'animaux domestiques. Cette assimilation de l'échange à la vente avait été combattue lors de la discussion de la loi de 1838, à cause des difficultés que pouvaient présenter au moment de la résolution du contrat les prestations à effectuer par les parties. Si les deux animaux échangés se trouvent encore en la possession des contractants, chacun reprend le sien; néanmoins, il a été jugé que l'échangiste qui demandait la rédhibition pouvait obtenir de son coéchangiste, en restituant l'animal vicieux, le paiement d'une somme représentant la

(65) Paris, 23 déc. 1863, *Gaz. trib.*, 19 févr. 1866; Paris, 15 janv. 1890, *Le Droit*, 18 févr. 1890.

(66) Trib. paix Plaisance, 12 nov. 1908, *Mon. jud. Lyon*, 11 juin 1909.

(67) Rouen, 29 oct. 1886, *Rec. arr. Caen-Rouen*, 1887. 2. 1.

(68) Paris, 13 mai 1814, sous Cass., 19 août 1816, *D. Jur. gén.* V^o Vices rédhibitoires, n^o 276.

valeur qu'aurait eue cet animal au moment de la vente s'il avait été sain⁽⁶⁹⁾. C'est le même procédé d'estimation qu'on emploiera dans le cas où l'animal sain a été revendu ou a disparu.

§ 2. — Action en réduction de prix.

Conformément à une très ancienne tradition, l'acheteur peut opter entre l'action rédhibitoire et l'action estimatoire (ou en réduction de prix ou *quantum minoris*). Il a « le choix de rendre la chose et de se faire restituer le prix, ou de garder la chose et de se faire rendre une partie du prix, telle qu'elle sera arbitrée par experts » (C. civ., art. 1644).

La loi du 20 mai 1838 avait supprimé cette faculté d'option dans les ventes d'animaux domestiques; l'acheteur était mis dans la nécessité de demander la résolution du contrat, même quand il était disposé à se contenter d'une réduction de prix. On avait craint que le vendeur ne pût être amené à composition par un acheteur de mauvaise foi sous la menace d'une demande en diminution de prix. Mais le vendeur n'était nullement protégé contre cette espèce de chantage : la crainte d'une action rédhibitoire pouvait produire le même effet. Aussi la loi du 2 août 1884 a-t-elle rétabli l'action *quantum minoris*⁽⁷⁰⁾.

En même temps, elle a fourni au vendeur un moyen plus efficace de se protéger contre une action téméraire en lui permettant de la paralyser : « L'action en réduc-

(69) Bourges, 12 mars 1831, S. 1832. 2. 94.

(70) Voir le rapport de M. Labiche au Sénat, S. *Lois annotées* 1884, p. 671, col. 3.

tion de prix, autorisée par l'article 1644 du Code civil, ne pourra être exercée dans les ventes et échanges d'animaux énoncés à l'article précédent (art. 2) lorsque le vendeur offrira de reprendre l'animal vendu, en restituant le prix et en remboursant à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente » (L. 2 août 1884, art. 3). Ainsi, l'acheteur n'osera pas menacer le vendeur d'une demande en réduction de prix mal fondée, sachant qu'elle peut être si facilement arrêtée. Le vendeur peu processif peut étouffer l'affaire *ab initio* et se garantir contre les conséquences de l'incapacité ou de la partialité, toujours possibles, des experts.

L'offre de reprendre l'animal, en payant les frais et en restituant le prix, paraît susceptible d'intervenir en tout état de cause, jusqu'au jugement définitif, même en instance d'appel. On peut remarquer que cette offre ressemble singulièrement à l'acquiescement, consenti dans une action rédhibitoire, à la demande de restituer le prix et de payer les frais; elle est, en quelque sorte, la faculté pour le vendeur de transformer l'action estimatoire en action rédhibitoire et d'acquiescer à la demande.

L'expression « frais occasionnés par la vente » donne lieu aux mêmes difficultés d'interprétation que dans l'article 1646. Dans les deux cas, elles doivent être résolues de la même façon, j'ai déjà indiqué comment. En tout cas, si l'acheteur n'accepte pas les offres du vendeur, il appartient au tribunal d'apprécier si elles sont ou non suffisantes.

La loi du 2 août 1884 ne s'occupe que de la procédure de l'action rédhibitoire (art. 5); elle ne traite pas de la procédure de l'action *quantum minoris*. On est d'accord néanmoins pour décider que les mêmes règles sont appli-

cables aux deux actions. La terminologie de la loi de 1884 s'explique par ce motif que ses rédacteurs ont suivi pas à pas la loi de 1838, qui avait supprimé l'action en réduction de prix; ils l'ont rétablie dans l'article 3, et paraissent l'avoir oubliée dans les articles suivants. Ce serait aller contre le bon sens le plus élémentaire que de permettre à l'acheteur qui a laissé expirer les délais de l'action rédhibitoire d'agir en réduction de prix.

Lorsque l'acheteur a intenté une des deux actions mises à sa disposition, il ne peut plus intenter l'autre à raison du même vice; il y a chose jugée. D'ailleurs, le délai de l'assignation est si bref qu'il paraît presque impossible qu'une décision soit rendue avant son expiration.

L'action *quantum minoris* a pour effet d'obliger le vendeur à rendre à l'acheteur une partie du prix qu'il a touché; cette somme est arbitrée par les experts qui doivent indiquer dans leur rapport quelle diminution de valeur subit l'animal par le fait du vice rédhibitoire dont il est entaché.

L'action en diminution de prix n'est pas impossible en cas d'échange. Les experts devront procéder à une double estimation de la valeur de l'animal : en tenant compte du vice rédhibitoire et sans en tenir compte.

§ 3. — Action en paiement de dommages-intérêts.

A sa demande en résolution de la vente ou en diminution de prix, si elles ne suffisent pas à réparer le préjudice qu'il a subi, l'acheteur peut joindre une demande en paiement de dommages-intérêts, mais seulement à la condition de prouver que le vendeur était de mauvaise foi, c'est-à-dire qu'il connaissait le vice dont l'animal

était atteint. Les auteurs⁽⁷¹⁾ sont d'accord sur ce point avec la jurisprudence, d'ailleurs très peu abondante. On conçoit mal, en effet, un grave préjudice causé par la vente d'un animal entaché d'un vice rédhibitoire, surtout depuis qu'aucune maladie contagieuse ne figure plus sur la liste de ces vices. Le plus souvent, il s'agira d'un simple manque à gagner si l'acheteur est commerçant.

Admettre la possibilité d'allouer à l'acheteur trompé des dommages-intérêts, c'est faire une très juste application à la matière des ventes d'animaux domestiques de l'article 1645 du Code civil : « Si le vendeur connaissait les vices de la chose, il est tenu, outre la restitution du prix qu'il en a reçu, de tous dommages-intérêts envers l'acheteur. » D'ailleurs, la loi du 2 août 1884, dans son article 1^{er}, réserve des dommages-intérêts à l'acheteur victime du dol du vendeur. La volonté des parties, toujours prépondérante en matière de garantie, limite au montant du prix de vente et des frais occasionnés la responsabilité du vendeur de bonne foi; mais le dol et la fraude font échec au droit contractuel : le vendeur qui savait livrer une bête imparfaite sans en prévenir l'acheteur doit réparer l'intégral dommage que la faute qu'il a commise a occasionné, et, conformément aux principes des articles 1150 et 1151 du Code civil, il est tenu de réparer les dommages directs, mais même imprévisibles au moment du contrat. J'ai déjà indiqué les tendances d'une certaine jurisprudence qui aboutit à assimiler presque entièrement le vendeur de bonne foi et le vendeur de mauvaise foi, en faisant supporter à l'un et à l'autre le

(71) Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 467; Aubry et Rau, § 335 bis, p. 121.

damnum emergens, et, en particulier, les dommages que l'animal est susceptible de causer après la vente. Cette charge, parfois fort lourde, ne devrait peser que sur le vendeur de mauvaise foi. Il faut y joindre l'indemnisation du bénéfice manqué que l'acheteur, s'il était commerçant, pouvait légitimement escompter d'une revente fructueuse.

La preuve que le vendeur connaissait le vice de l'animal peut être faite par tous les moyens. Mais il faut faire intervenir ici le traditionnel principe en vertu duquel celui qui fabrique ou qui vend une chose devient complètement responsable de ses vices, les eût-il ignorés, pourvu qu'il ait accompli, en faisant circuler la chose, un acte professionnel; s'il n'a pas connu les vices de sa marchandise, il est en faute de ne pas les avoir découverts : *spondet peritiam suam*, la bonne foi n'exclut pas l'impéritie. Ce qui, sans contestation, s'applique au constructeur ou au fabricant de la chose, la jurisprudence n'hésite pas à l'appliquer au simple vendeur habituel de la chose, à celui qui en fait, par sa profession, commerce. Comme les autres commerçants, les marchands de bestiaux, les maquignons tombent donc *ipso facto* sous le coup de l'article 1643 du Code civil⁽⁷²⁾. Ils sont présumés avoir eu connaissance des vices de l'animal ou tout au moins réputés en faute de ne pas les avoir découverts. Ils ne sont pas autorisés à se réclamer de leur bonne foi pour se voir soumettre au régime moins rigoureux des vendeurs occasionnels. Néanmoins, il faut apporter un tempérament à cette rigueur : le marchand d'animaux sera autorisé à prouver qu'il ignorait le vice, et que son ignorance ne

(72) Trib. Seine, 16 janv. 1907, *Gaz. trib.*, 31 août 1907.

lui est pas imputable à faute. Par exemple, le vice était si caché, d'une nature telle qu'il n'était pas possible même à un homme de l'art particulièrement expérimenté et attentif de le découvrir; ou bien il a acheté l'animal pour le revendre aussitôt et le vice intermittent n'est pas apparu pendant qu'il en était propriétaire; ou bien l'animal n'a encore été soumis à aucun travail. En résumé, il est présumé en faute sauf preuve contraire.

Enfin, la demande de dommages et intérêts n'apparaît que comme un accessoire, que comme une suite de l'action rédhibitoire ou estimatoire ⁽⁷³⁾. Si celle-ci n'est pas fondée, il ne sera pas alloué de dommages-intérêts. Une indemnisation supplémentaire ne se conçoit que si une indemnisation principale sous forme de rédhibition ou de réduction de prix est accordée. La preuve de l'existence du vice rédhibitoire est le fondement juridique de l'allocation des dommages-intérêts. Il n'est pas possible de condamner un vendeur à payer des dommages-intérêts en réparation du préjudice causé par le vice de la chose, si ce vice n'est pas prouvé. Or, en matière de ventes d'animaux domestiques, la loi interdit de rapporter la preuve de l'existence du vice en dehors des cas qu'elle énumère limitativement, et, pour chacun de ces cas, après l'expiration d'un délai fixé. C'est dire qu'en dehors de ces cas et après l'expiration de ces délais, le vice n'a pas d'existence légale, il ne produit aucun effet juridique. On ne comprendrait pas que le vice ne pût pas être constaté pour

(73) Je ne veux pas dire que l'acheteur ne puisse pas se contenter de former une demande en paiement de dommages-intérêts. Mais alors il devra prouver l'existence du vice rédhibitoire dans les délais et formes ordinaires. Il serait incompréhensible que, dans ces conditions, il ne demande pas également la rédhibition.

la rédhibition, et qu'il pût l'être pour l'allocation de dommages-intérêts. Et que comprendraient ces dommages-intérêts ? Le premier dommage subi par l'acheteur n'est-il pas la différence entre la valeur réelle de l'animal et le prix payé ? Mais alors c'est une action *quantum minoris* déguisée. Il faut dire que toutes les actions que fait naître le vice de l'animal vendu sont également régies par la loi du 2 août 1884⁽⁷⁴⁾.

§ 4. — Actions récursoires.

Les animaux domestiques sont fréquemment l'objet de ventes et reventes successives dans un délai parfois fort bref. Si un vice rédhibitoire se révèle chez l'animal, le dernier vendeur actionné en garantie par son acheteur se retourne contre son propre vendeur qui, lui-même, met en cause le précédent propriétaire, et la chaîne peut continuer. Ainsi naissent des circuits d'action; l'action principale engendre une ou plusieurs actions récursoires.

Que ces actions récursoires soient possibles, c'est l'évidence même, rien ne s'y oppose. Mais la loi du 2 août 1884 n'en parle pas. C'est qu'elles doivent être en tous points traitées comme une action rédhibitoire ordinaire. Néanmoins, on en a douté; on s'est demandé si elles

(74) *Contra* Trib. Lyon, 4 févr. 1897, *Mon. jud. Lyon*, 20 aril 1897. Le vendeur d'un animal dangereux et connu comme tel serait obligé de réparer le dommage causé par l'animal, tout en étant affranchi de l'action rédhibitoire; le vendeur ne serait pas exonéré de la responsabilité de l'article 1385. C'est invoquer mal à propos l'article 1385 : la garde de l'animal est passée à l'acheteur, son propriétaire définitif. — Comparer, en matière de ventes d'animaux atteints de maladies contagieuses : Civ., 6 avril 1927, *Gaz. Pal.*, 1927. 2. 84 : aucune action, même en dommages-intérêts, n'est recevable après l'expiration du délai légal.

étaient soumises à toutes les règles de procédure instaurées par la législation spéciale. Si oui, leur exercice se trouvera le plus souvent paralysé par la brièveté du délai de neuf jours. Conséquence fâcheuse pour l'intermédiaire de bonne foi; mais comprendrait-on que la situation du vendeur originaire pût être empirée par des reventes successives ? Il faut examiner dans quel délai doit agir le demandeur à l'action récursoire, et s'il doit provoquer une nouvelle expertise.

Quant au délai de l'assignation en garantie, il est le même pour l'action récursoire que pour l'action principale : neuf (ou trente) jours francs à partir du jour convenu pour la livraison entre le premier vendeur et le premier acheteur ⁽⁷⁵⁾. La loi ne distingue pas entre action principale et action récursoire : le demandeur à l'action récursoire doit agir dans le même délai que s'il était demandeur à l'action principale. Cela paraît non douteux ⁽⁷⁶⁾. Néanmoins, on a soutenu, avec quelques anciennes décisions de justice à l'appui, que si le délai imparti pour exercer l'action récursoire est bien celui de la loi du 2 août 1884, ce délai commence à courir non pas du jour fixé pour la première livraison, mais depuis le jour où le second vendeur a été actionné en résolution par son propre acquéreur, en se fondant sur ce motif que le recours du deuxième vendeur ne prend naissance qu'au cas d'admission de la demande principale; que le délai de l'action

(75) Avant la loi du 24 février 1914, par le jeu de l'augmentation des délais à raison des distances, l'action récursoire pouvait, dans certaines circonstances, bénéficier d'un délai plus long que l'action principale.

(76) La loi belge du 23 août 1883 (art. 3) a prévu le cas des ventes successives : « Lorsque l'acheteur a revendu l'animal et qu'il est assigné en résolution de la vente, il pourra intenter une action en garantie contre son vendeur si le délai pendant lequel il aurait pu agir par action principale n'est pas expiré. »

récursoire ne peut donc commencer à courir que lorsque le dernier acheteur a intenté son action (77). Cette opinion, valable pour la garantie d'éviction, ne l'est pas pour la garantie des vices; dans le cas d'éviction, en effet, la loi n'a pas limité la durée de la garantie du vendeur. On a soutenu encore qu'en l'absence de dispositions spéciales dans la loi du 2 août 1884, l'action récursoire doit être formée selon le droit commun, c'est-à-dire selon l'article 173 du Code de procédure civile, dans la huitaine de la demande originaire (78); on dit qu'on ne saurait déroger au principe de l'article 173 sans un texte formel; on ajoute que le mot « action » de la loi de 1884 doit être pris dans le sens juridique et restreint d'une demande principale; mais pourquoi ?

Au contraire, notre ancienne jurisprudence décidait (79) que le délai n'était pas d'une autre durée pour l'action récursoire que pour l'action principale; chacune avait son délai propre, également fatal, et si, au moment où s'ouvrait l'action principale, le délai indépendant de l'action récursoire était déjà expiré, cette dernière action n'était plus recevable. C'est dans le même sens que s'était prononcée la Cour de cassation à l'époque où les ventes d'animaux domestiques étaient encore régies par l'article 1648 (80). A plus forte raison, depuis que ces sortes de ventes sont soumises aux délais stricts édictés par les lois spéciales, doit-on décider que le premier acheteur ne peut recourir contre son propre vendeur qu'autant qu'il n'a pas laissé expirer le délai qui court depuis le jour

(77) Trib. Seine, 27 juill. 1836, *Gaz. trib.*, 29 juill. 1836.

(78) Trib. Dunkerque, 41 févr. 1881, *Pres. vét.*, 1883, p. 640.

(79) Voir le rapport de M. le conseiller Guillemard, D. 1872. 1. 130.

(80) Cass. 18 et 19 mars 1833, S. 1833. 1. 277.

fixé pour la première livraison. C'est en ce sens que s'est prononcée, en même temps que de nombreux auteurs⁽⁸¹⁾, une jurisprudence abondante et formelle⁽⁸²⁾. Les opinions contraires méconnaissent toutes les caractères particuliers et très spéciaux de la législation des ventes d'animaux. Elle limite à un délai bref à partir du jour fixé pour la livraison l'exercice de l'action rédhibitoire; passé ce délai, le vendeur est dégagé de toute responsabilité. Cette limitation de la garantie dans sa durée protège le vendeur contre la menace d'une action en résolution à raison d'un vice dont l'origine devient de plus en plus incertaine à mesure que l'on s'éloigne du jour de la vente. A l'expiration du délai imparti, le vendeur est à l'abri de tout recours, soit que le vice ait été découvert par l'acheteur lui-même, soit qu'il l'ait été par un sous-acquéreur. Il serait inadmissible que la situation du vendeur fût empirée par une ou plusieurs reventes successives. Enfin un très puissant argument naît du texte même de la loi de 1884, qui parle de l'« action rédhibitoire » sans distinguer entre action principale et action récursoire, et il n'y a vraiment aucune bonne raison de le faire. L'action récursoire n'est, du reste, que l'action rédhibitoire retournée par le vendeur intermédiaire contre son propre vendeur; ce dernier n'est tenu que si le délai pendant lequel il doit la garantie n'est pas expiré.

Après l'assignation, l'expertise. Elle soulève deux questions différentes : l'acheteur intermédiaire qui veut exer-

(81) Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 474; Aubry et Rau, § 383 bis, p. 123.

(82) Caen, 1^{er} juill. 1889, D. 1891. 2. 293, S. 90. 2. 137 (implicitement); Nancy, 9 avril 1919, D. 1922. 2. 116; Trib. com Marseille, 24 nov. 1920, *Rec. Marseille*, 1921. 1. 227; Lyon, 9 nov. 1922, *Mon. jud. Lyon*, 4 juin 1923.

cer son recours doit-il provoquer une seconde expertise en présentant personnellement une requête au juge de paix ? Doit-il ensuite citer son propre vendeur à l'expertise provoquée soit par lui, soit par le premier acheteur ? A la première question, il faut sans hésiter répondre que l'acheteur intermédiaire n'est pas tenu de provoquer une nouvelle expertise. Certes, j'ai déjà montré que l'action récursoire n'est au fond qu'une action rédhibitoire ordinaire, que la loi ne distingue pas entre les deux actions, que les mêmes déchéances peuvent leur être opposées. A ne considérer que la lettre de la loi et à l'interpréter strictement, il semblerait que le demandeur à l'action récursoire dût présenter au juge de paix, dans le délai de l'article 5, sa requête à fin de nomination d'experts⁽⁸³⁾. Mais, dès le 18 novembre 1891, la Cour de cassation se prononçait en faveur de l'opinion contraire et déclarait « que l'expertise ordonnée sur la demande d'un des acquéreurs sauvegarde les droits de tous les intéressés ». La jurisprudence n'a pas changé depuis⁽⁸⁴⁾. Elle se fonde sur de très solides raisons : c'est au juge de paix du lieu où se trouve l'animal que la requête doit être présentée; c'est donc au même juge de paix que les garantis successifs devraient s'adresser; et ce magistrat rendrait coup sur coup plusieurs ordonnance identiques, désignerait vraisemblablement les mêmes experts, qui devraient recommencer les mêmes opérations. Résultat absurde évidemment. « Lorsqu'il y a plusieurs acheteurs successifs se trouvant dans les délais légaux, et ayant le même intérêt, il est inad-

(83) Trib. Etampes, 1^{er} déc. 1891, P. 1892. 2. 310.

(84) Caen, 1^{er} juill. 1889, D. 1891. 2. 293, S. 1890. 2. 137, confirmé par Cass. 18 nov. 1891, D. 1892. 1. 64, S. 1892. 1. 9. Très nombreuse jurisprudence conforme indiquée, p. 93, note 87.

missible que dans le but de créer des complications et de faire des frais inutiles, chacun d'eux fût contraint de requérir les mêmes constatations déjà faites. »⁽⁸⁵⁾. De plus, étant donnée l'extrême brièveté du délai de garantie, l'accomplissement de cette formalité superflue présenterait parfois pour le premier acheteur des difficultés presque insurmontables. La loi a voulu que le vice rédhibitoire fût constaté dans une période très proche du jour fixé pour la livraison; l'expertise est la condition essentielle de la recevabilité de l'action; mais le but de la loi est atteint quand le premier demandeur a provoqué la nomination des experts.

Une seule expertise suffit donc. La question se pose maintenant de savoir si cette expertise est opposable au premier vendeur lorsqu'il n'y a pas été cité. L'arrêt de la Chambre civile du 18 novembre 1891⁽⁸⁶⁾ semblait bien admettre que le premier acheteur n'était pas tenu d'appeler son propre vendeur à l'expertise. Mais, en l'espèce, le juge de paix avait dispensé le vendeur de sommer l'acheteur d'assister à l'expertise, d'où l'on avait tiré la distinction suivante : 1° le juge a usé de son droit de dispense, alors on ne saurait être plus sévère pour le premier acheteur que pour le second; ils bénéficieront tous deux de la même faveur, qui, si elle se justifie à l'égard de l'un, se justifie également à l'égard de l'autre; il suffit que la procédure entamée par le dernier acheteur ait été dénoncée au premier vendeur dans le délai de la garantie; 2° le juge n'a pas usé de son droit de dispense, alors le premier vendeur doit être cité à l'expertise : c'est la

(85) Caen, 1^{er} juill. 1889, D. 1891. 2. 293, S. 1890. 2. 137.

(86) Cass. 18 nov. 1891, D. 1892. 1. 64, S. 1892. 1. 9.

solution du droit commun et l'application de la maxime *res inter alios acta...*; c'est également la solution que l'on peut tirer des termes très généraux de la loi de 1884 qui ne permettent pas de distinguer entre action principale et action récursoire. Telle n'est pourtant pas l'opinion de la Chambre des requêtes ⁽⁸⁷⁾ qui a reproduit dans un arrêt du 6 janvier 1920 la doctrine de la Chambre civile, mais dans une espèce où le juge de paix n'avait pas dispensé l'acheteur de citer son vendeur à l'expertise. Cet arrêt a donc une portée beaucoup plus grande que celui de la Chambre civile et condamne la distinction précédemment exposée. Pour que l'expertise provoquée à la requête du dernier acheteur soit opposable au premier vendeur, il suffit qu'elle lui ait été dénoncée dans le délai de la garantie; le vendeur informé des jour, heure et lieu de l'expertise ne peut plus se plaindre de n'avoir pas été sommé. d'y assister.

Voilà, évidemment, une grave dérogation au droit commun. Les décisions de justice disent couramment que « l'expertise ordonnée à la demande d'un des acquéreurs sauvegarde les droits de tous les intéressés ». Cette formule est bien large et bien vague; on tâche de la justifier en disant que la loi du 2 août 1884 n'a eu d'autre but, en prescrivant une mesure d'expertise spéciale, que d'assurer la constatation, dans le bref délai de la garantie, d'un fait matériel, le vice rédhibitoire dont l'animal se trouve entaché; pour assurer cette constatation, une seule exper-

(87) Cass. 6 janv. 1920, *Gaz. Pal.*, 1920. 1. 144, S. 1920. 1. 304. Dans le même sens : Trib. paix Marignies, 5 juill. 1909, *Mon. jud. Lyon*, 24 oct. 1910; Trib. Domfront, 20 févr. 1911, *La Loi*, 3 mai 1911; Bordeaux, 31 janv. 1917, *Gaz. Pal.*, 1916-1917. 480, D. 1917. 2. 27; Lyon, 23 déc. 1925. *Mon. jud. Lyon*, 5 janv. 1926.

tise suffira; une seule requête la provoquera, et ses résultats seront opposables à tous les intéressés. Point n'est besoin que la procédure d'expertise ait été dirigée contre les vendeurs antérieurs, pourvu qu'elle leur ait été dénoncée dans le délai de la loi. Oui, mais n'est-ce pas là compromettre singulièrement les droits des vendeurs antérieurs et leur refuser des garanties que la loi leur accorderait en toute autre matière ?

CHAPITRE IV

DE LA GARANTIE CONVENTIONNELLE

Les règles de la garantie de droit, ou garantie organisée par la loi, ne s'imposent qu'à défaut de garantie de fait, ou garantie organisée par les parties elles-mêmes. Ce n'est qu'une application du principe de la liberté des conventions. Les dispositions légales n'interviennent en cette matière que pour suppléer la volonté des parties non exprimée ou insuffisamment exprimée. Tout comme l'article 1627 du Code civil sur la garantie d'éviction, l'article 1643 sur la garantie des vices cachés, dispose que le vendeur « est tenu des vices cachés quand même il ne les aurait pas connus, à moins que, dans ce cas, il n'ait stipulé qu'il ne sera obligé à aucune garantie ». Les dérogations au droit commun, que des lois spéciales ont apportées en matière de vente d'animaux domestiques, n'ont pas fait échec aux principes de la garantie conventionnelle. Ces lois, qui tendent simplement à faciliter les transactions et à diminuer le nombre des procès en précisant les cas et les conditions de la réhabilitation, n'excluent pas les conventions particulières qui précisent ces cas et conditions d'une manière différente. La loi du 20 mai 1838 le reconnaissait déjà. Son article 1^{er}, il est vrai, était rédigé de telle façon qu'on s'était demandé si la nomenclature des

vices rédhibitoires n'était pas imposée aux parties; on avait soutenu que la garantie pouvait être étendue, mais non restreinte. C'est pour couper court à toute discussion que lors de l'élaboration de la loi du 2 août 1884 on a eu soin de modifier le projet du gouvernement pour proclamer la liberté absolue des conventions dans l'article liminaire de la loi : « L'action en garantie dans les ventes et échanges d'animaux domestiques sera régie, à défaut de conventions contraires, par les dispositions suivantes... » Donc les parties ont la liberté de modifier non seulement la liste des vices rédhibitoires, mais encore toute autre disposition de la loi. Cette liberté ressort encore des travaux préparatoires; M. Maunoury, dans son rapport à la Chambre des députés du 5 juillet 1883, disait « que si la liste des vices rédhibitoires semblait courte, l'acheteur avait toujours le droit de se garantir par des conventions particulières...; que la loi ne constituait qu'une présomption légale, à savoir que les parties avaient entendu limiter la garantie à des vices déterminés lorsqu'il n'y avait pas eu de conventions particulières » (1).

§ 1. — **Clauses restrictives de garantie.**

Il est donc loisible aux parties de modifier les règles légales de la garantie en plus ou en moins, c'est-à-dire de les étendre ou de les restreindre. Le vendeur opposera avec succès à l'action rédhibitoire dirigée contre lui une stipulation de non-garantie, totale ou partielle. S'il n'a exclu que certains vices et que d'autres viennent à se ré-

(1) *S. Lois annotées*, 1884, p. 670, col. 2.

véler, l'acheteur, en se fondant sur cette découverte, pourra, cela va sans dire, obtenir la rédhibition, ces clauses étant d'interprétation stricte ⁽²⁾. Est également valable la clause aux termes de laquelle l'animal vendu, s'il se révèle atteint d'un vice rédhibitoire, sera retourné, aux frais de l'acheteur, à la gare la plus proche du domicile du vendeur ⁽³⁾.

Aux termes de l'article 1643 du Code civil, c'est seulement dans le cas où le vendeur n'a pas connu les vices cachés qu'il peut s'exonérer de leur garantie; la connaissance du vice le prive de la faculté d'en refuser la garantie. Il faut prouver un dol du vendeur pour faire résoudre la vente d'un animal atteint d'un vice qui n'est pas compris dans l'énumération légale; mais la simple réticence suffit quant cette énumération restrictive du droit commun est conventionnelle; en effet, la clause de non-garantie qui accompagne la réticence en aggrave singulièrement la portée et constitue bien une manœuvre au sens de l'article 1116. Ces solutions du droit commun des vices rédhibitoires doivent s'appliquer sans changement dans les ventes d'animaux domestiques ⁽⁴⁾, même dans des ventes publiques ⁽⁵⁾. Et il ne faut pas hésiter à les étendre à des clauses qui ne sont que des clauses de non-garantie dégui-

(2) Cass. 20 déc. 1865, D. 1866. 1. 27.

(3) Cass., 19 déc. 1871, D. 1871. 1. 304.

(4) Trib. com. Marseille, 25 mai 1887, *J. jpr. Marseille*, 1887. 1. 217; Paris, 28 avril 1904, *Le Droit*, 18 mai 1904; Cass. 14 déc. 1909, P. 1910. 1. 365; un jugement refusant de valider un marché accompagné d'une clause de non-garantie, comme « entaché de dol ou d'erreur », manque de base légale, car l'erreur n'étant pas exclusive de la bonne foi ne ferait pas obstacle à l'application de la clause de non-garantie. *Contra* Trib. Seine, 9 oct. 1863, D. 1864. 3. 22 : il est vrai qu'on avait annoncé que les animaux étaient mis en vente pour cause de réforme.

(5) Trib. paix Paris, 19 juin 1908, *Gaz. trib.*, 6 nov. 1908.

sées, comme les clauses « à tous risques, hasard et fortune », ou « aux risques et périls de l'acheteur ». ⁽⁶⁾.

La clause de non-garantie, quels qu'en soient les termes, ne protège que le vendeur de bonne foi. L'acheteur à qui on l'oppose doit, en conséquence, pour obtenir la rédhibition, prouver que son adversaire connaissait l'existence du vice au moment du contrat; conformément aux règles de la charge de la preuve, le vendeur ayant établi l'existence d'une convention de non-garantie qui présente toutes les apparences de la validité, c'est à l'acheteur de prouver le fait qui empêche cette convention de produire ses effets et la vicie ⁽⁷⁾. La preuve de ce fait pourra être faite par tous les moyens, même par simples présomptions, tirées de la profession du vendeur (marchand de chevaux par exemple) ⁽⁸⁾ ou du vice lui-même apparent par sa nature (sauf au cas où l'animal vivant en liberté n'a encore été soumis à aucun usage) ⁽⁹⁾.

Quant à la convention de non-garantie elle-même, c'est évidemment à la partie qui l'invoque de la prouver, conformément aux articles 1341 et suivants du Code civil. Si l'animal possède une valeur supérieure à cinq cents francs, il sera prudent de ne pas s'en rapporter à la parole donnée et d'arrêter une convention écrite. Néanmoins, la preuve testimoniale sera admissible dans le cas où le contrat aurait un caractère commercial ⁽¹⁰⁾, et aussi dans le cas où il aurait été conclu dans une foire ou un marché : la juris-

(6) *Contra* Trib. com. Alost, 13 mai 1891, *Gaz. Pal.*, 1891. 2. sup. 11. On ne saurait dire qu'il y a là une vente aléatoire, l'aléa n'existant pas du côté du vendeur qui connaît le vice de son animal.

(7) Trib. Termonde, 27 nov. 1879, *Pas. belge*, 1881. 3. 34.

(8) Trib. Seine, 16 janv. 1907, *Gaz. trib.*, 31 août 1907.

(9) Trib. Seine, 24 mai 1910, *Gaz. trib.*, 21 août 1910.

(10) Bourges, 23 févr. 1842, D. 1843. 2. 123.

prudence fait application de l'article 1348 à ces sortes de ventes, car elles ne sont, d'après un usage constant, jamais constatées par écrit, et le vendeur se trouve dans l'impossibilité morale de réclamer une preuve littérale. Il n'y a aucune bonne raison de restreindre l'application de l'article 1348 à des ventes ordinaires, et de l'écarter des ventes comportant soit une clause de non-garantie, soit tout autre élément restrictif du droit commun; si l'on admet la preuve testimoniale pour le marché principal, ne doit-on pas l'admettre pour la convention accessoire ? (11). En tout cas, cette opinion est conforme, ou tout au moins parallèle, à la jurisprudence bien assise qui sanctionne les conventions simplement implicites ou tacites de garantie.

§ 2. — **Clauses extensives de garantie.**

Libres de restreindre l'application de la loi du 2 août 1884, les parties peuvent inversement créer de nouveaux vices rédhibitoires. Le législateur a voulu réduire le nombre des actions en résolution et n'a prévu que les vices les plus dangereux par leur dissimulation et leur gravité. Les parties peuvent à leur gré compléter la nomenclature légale. Par exemple, il n'existe plus aujourd'hui de vices rédhibitoires dans l'espèce bovine; l'existence d'un vice caché chez un bovidé ne pourra donner ouverture à une action en résolution qu'autant que la garantie en aura été promise à l'acquéreur (12). De même, la méchanceté ou la rétivité du cheval pourront faire l'objet d'une convention

(11) *Contra Trib. Baugé*, 20 nov. 1923, *Gaz. Pal.*, 1924. 1. 237.

(12) *Trib. Rodez*, 22 juin 1909, *Gaz. trib. Midi*, 24 oct. 1909.

de garantie. Le vendeur pourrait, enfin, consentir une garantie générale contre tout vice quel qu'il soit.

Les stipulations de ce genre donnent lieu à des questions d'interprétation fort délicates. Il faut d'abord poser en principe que le vendeur ne garantit l'existence de la qualité qu'au moment de la vente; la perte après la livraison de la qualité promise est un risque qu'encourt l'acheteur, non un vice rédhibitoire. Aussi l'acheteur doit-il constater le vice dans un délai extrêmement bref; en cette matière, on doit tenir compte des usages : la garantie contre la méchanceté d'un cheval, par exemple, n'excède pas une courte période, huit ou dix jours au plus ⁽¹³⁾.

Dans quels termes l'acheteur doit-il promettre une garantie spéciale excédant celle du droit commun? C'est là une question que les juges du fond apprécieront souverainement. Il faudra que l'obligation leur paraisse résulter, d'une façon claire et non douteuse, des conditions du marché ⁽¹⁴⁾. On ne tiendra aucun compte des vanteries, des flatteuses exagérations courantes dans le langage des maquignons ⁽¹⁵⁾, et pas davantage des formules banales, auxquelles recourent tous les marchands et qui ne précisent aucune qualité particulière ⁽¹⁶⁾. Quelle est la portée de la convention par laquelle le vendeur déclare « garantir tout »? Le même tribunal a fait à cette question des réponses variables ⁽¹⁷⁾. On a jugé que le vendeur qui promet

(13) Trib. Mirecourt, 10 mai 1912, *Rec. Nancy*, 1912. 141.

(14) Nancy, 29 janv. 1913, *Rec. Nancy*, 1913. 71.

(15) Trib. Bruxelles, 4 mars 1891, *Pas. belge*, 1891. 3. 333 (vache vendue comme donnant 30 litres de lait par jour).

(16) Cas. 20 déc. 1887, D. 1888. 1. 84 (vente d'une jument « parfaite, de confiance ne laissant rien à désirer »).

(17) Trib. com. Marseille, 21 juill. 1862, *J. jpr. Marseille*, 1862. 1. 206; 19 janv. 1887, *ibid.*, 1887. 1. 100; 8 juill. 1887 *ibid.*, 1887. 1. 269; 27 déc. 1892, *ibid.*, 193. 1. 56.

de livrer des bêtes « sans défaut » (18) ou « absolument propres et sans aucune tare » (19) ou qui a donné « toute garantie de tous vices » (20) assume par là même une obligation plus complète que celle de la loi du 2 août 1884. Enfin, il a été jugé que la condition de visite de l'animal par un vétérinaire confère à l'acheteur le droit de faire résoudre la vente, si l'animal est atteint de n'importe quel vice même apparent (21).

La jurisprudence a donné une grande souplesse au système de la loi de 1884 en admettant que les conventions de garantie, pour n'être qu'implicites ou tacites, n'en étaient pas moins valables et efficaces; qu'elles pouvaient « résulter de la nature même de la chose vendue, du but que les parties s'étaient proposé et qui formait la condition essentielle du contrat ». Telle est la formule employée par un arrêt de la Chambre des requêtes du 10 novembre 1883 (22) et reproduite depuis par de nombreux arrêts.

Il est certain que la législation spéciale des vices rédhibitoires se montrait rigoureuse dans beaucoup de cas. La sollicitude des tribunaux était bien légitime pour l'acquéreur du cheval que sa méchanceté empêchait d'atteler, ou du bœuf dont la viande se révélait impropre à la consommation. J'ai déjà indiqué comment, par deux arrêts de 1839 et de 1867, la Cour de Paris avait soustrait à l'application de la loi de 1838 les ventes d'animaux destinés

(18) Cass. 30 juill. 1901, D. 1901. 1. 507.

(19) Trib. com. Nantes, 24 déc. 1913, *Rec. Nantes*, 1914. 1. 145.

(20) Trib. comm. Seine, 26 sept. 1895, *Gaz. Pal.*, 1895. 2. 521.

(21) Lyon, 20 juill. 1893, *Mon. jud. Lyon*, 8 déc. 1893. Mais s'agit-il bien là d'une convention de garantie, comme le dit l'arrêt, ne s'agit-il pas plutôt d'une vente sous condition ?

(22) Req. 10 nov. 1883, D. 1883. 1. 396.

à la boucherie pour les replacer sous le régime du droit commun. Ce système, difficilement soutenable à l'époque, n'était plus admissible depuis la loi de 1884. Aussi, et dès avant la promulgation de cette dernière loi, les tribunaux s'engagèrent dans une autre voie beaucoup plus large, se mirent à sanctionner les droits créés au profit de l'acheteur par des conventions même implicites ou tacites.

Le vendeur qui stipule formellement l'existence d'une qualité chez l'animal vendu sous-entend par là même que l'absence de cette qualité suffira à entraîner la résolution du contrat, autrement dit il s'engage implicitement à garantir le vice qui mettrait obstacle au développement ou à l'existence de cette qualité. La Cour de cassation l'a admis le 6 décembre 1865⁽²³⁾; il s'agissait, en l'espèce, d'un baudet déclaré propre à la reproduction et qui ne s'était pas montré idoine.

Mais on est allé plus loin : l'animal vendu et acheté pour servir à un usage déterminé, qui se révèle impropre à cet usage, peut faire l'objet d'une rédhibition. Le boucher n'achète pas tant un bœuf qu'un bœuf bon pour la consommation, le voiturier veut plutôt qu'un cheval un cheval susceptible de s'atteler. Cette condition de pouvoir être consommé ou de pouvoir s'atteler « forme bien la condition essentielle du contrat... qui, pour être implicite, n'en est pas moins manifeste et absolue »⁽²⁴⁾. Ce n'est donc pas mal interpréter la commune volonté des parties que de supposer intervenue entre elles une convention garantissant le vice qui empêcherait l'existence de la qualité recherchée avant toute autre. Ce principe de

(23) D. 1866. 1. 167.

(24) Req. 10 nov. 1885, D. 1885. 1. 396.

la garantie conventionnelle implicite ou tacite s'applique, comme aux ventes d'objets quelconques, aux ventes et échanges d'animaux domestiques.

Cette manière de voir a été consacrée par les travaux préparatoires de la loi de 1884. « On sent, déclarait le rapporteur, que la loi ne réglera que les marchés où la convention ne sera pas intervenue expresse ou tacite... Nous laisserons de côté les questions d'interprétation des conventions : par exemple, celle de savoir ce qu'il faudra décider quand l'animal aura été vendu comme sain et net, quand il l'aura été pour la boucherie et non pas pour le travail... si l'énonciation de telle qualité soumet le vendeur à la garantie même sans l'insertion de la clause de garantie... La solution de ces questions se trouve dans les principes généraux de notre droit. » Les tribunaux n'hésitent pas à sanctionner très largement les conventions tacites de garantie. Ils ont résolu maintes ventes d'animaux destinés à être sacrifiés pour la consommation comme viande de boucherie, et qui, après le marché, étaient apparus impropres à cet usage⁽²⁵⁾; d'animaux destinés à la reproduction et qui ne s'étaient pas révélés idoine⁽²⁶⁾; d'animaux vendus comme « se montant et s'attelant », « bien dressés », « francs d'attelage », « doux et faciles » et qui ne l'étaient pas en réalité, ou même d'animaux qui devaient, dans la pensée des contractants, pouvoir servir à un travail déterminé et qui n'y étaient pas aptes⁽²⁷⁾; et également d'animaux n'ayant pas l'âge

(25) Req. 10 nov. 1885, D. 1885. 1. 396; Cass. 27 mai 1887, P. 1887. 1. 239; Cass. 18 mars 1912, P. 1912. 1. 492; Cass. 24 nov. 1913, *Gaz. Pol.*, 1914. 1. 122; Cas. 17 juill. 1922, *Gaz. Pal.*, 1922. 2. 414.

(26) Req. 6 déc. 1865, D. 1866. 1. 167.

(27) Trib. comm. Seine, 28 sept. 1874, *J. tr. com.* 1875. 17; Trib. Seine, 5 sept. 1895, *Gaz. Pal.* 1896. 1. 45; Trib. com. Seine, 10 oct. 1867, D. 1868.

indiqué⁽²⁸⁾. Mais, conformément aux principes généraux de la matière, si le vendeur doit garantir à l'acheteur que la bête vendue est propre à sa destination, encore faut-il que l'acheteur qui invoque une telle garantie ait pu ignorer le vice dont la bête est affectée; le vendeur est exonéré au cas d'un vice apparent dont l'acheteur s'est rendu compte, ou dont il a pu se rendre compte à raison de ses connaissances pratiques⁽²⁹⁾.

La jurisprudence admet donc qu'une convention de garantie peut résulter implicitement des circonstances de la cause et des conditions dans lesquelles les parties ont traité, du fait que l'acheteur destinait l'animal à un usage particulier, et que le vendeur n'ignorait pas cette destination. Il appartient au juge d'autoriser l'acheteur, demandeur au procès, d'administrer la preuve de ces circonstances, de ces conditions⁽³⁰⁾. Cette preuve, certes, il ne sera pas aisé de la rapporter⁽³¹⁾. Quel fait ou quel ensemble de faits dissiperont dans l'esprit des juges toute incertitude sur la commune intention des contractants? On ne pourra, par exemple, invoquer une convention tacite d'aptitude à la consommation dans le cas de vente à un boucher qui fait en même temps le commerce des bes-

3. 47; Cass 1^{er} mois 1899, D. 1899. 1. 247; Trib. Cahors, 7 mai 1900, P. 1901. 2. 239; Toulouse, 21 mai 1909, S. 1910. 2. 269; Trib. paix Plaisance, 12 nov. 1908, *Mon. jud. Lyon*, 11 juin 1909. On ne rencontre pas dans les décisions relatives aux ventes d'animaux destinés au travail le même accord impressionnant que pour les ventes d'animaux destinés à la boucherie. C'est qu'on a paru se heurter dans certaines localités à des usages exigeant une convention écrite pour déroger au droit commun spécialement en matière de ventes de chevaux. Trib. com. Nantes, 26 janv. 1918, *Rec. Nantes*, 1918. 1. 134.

(28) Trib. com. Nantes, 12 déc. 1917, *Rec. Nantes*, 1918. 1. 97.

(29) Trib. com. Nantes, 19 oct. 1907, *Rec. Nantes*, 1908. 1. 135.

(30) Trib. com. Auxonne, 4 juill. 1921, *Rec. Dijon*, 1922. 28.

(31) Cass. 12 mai 1903, D. 1904. 1. 248.

tiaux ⁽³²⁾; dans le cas où le vendeur a eu soin d'afficher que toutes les bêtes par lui vendues l'étaient sans garantie ⁽³³⁾; de même encore, les expressions « à livrer sain et net, vivant et en bonne santé » mettent à la charge du vendeur les risques dans l'intervalle de la vente à la livraison, mais ne lui imposent pas une garantie exceptionnelle des vices apparents ⁽³⁴⁾. Encore faut-il que dans leurs décisions les juges aient soin de constater qu'une convention de garantie expresse ou tacite de garantie est intervenue entre les parties; sans cela, le jugement ordonnant la rédhibition manquerait de base légale et serait sujet à cassation ⁽³⁵⁾.

En définitive, la garantie des vices dans les ventes d'animaux domestiques se trouve subordonnée à l'intention présumée des parties et à la preuve qui en est rapportée conformément au droit commun. L'intention présumée des parties, ai-je dit, mais alors cette législation spéciale sur les ventes d'animaux domestiques, que devient-elle? Ce système qui fonctionne automatiquement par la constatation régulière d'un vice déterminé dans un délai fixe? On l'a un peu perdu de vue, semble-t-il, et après un assez long circuit, on est revenu bien près du droit commun de l'article 1641. La Cour de cassation tient compte du « but que les parties s'étaient proposé », comme le législateur de 1804 de l'« usage auquel on destinait » la chose vendue. Les deux formules se ressemblent sans se confondre toutefois. Le point de vue de la jurisprudence est plus sub-

(32) Trib. com. Verdun, 15 janv. 1891, P. 1891. 2. 216.

(33) Orléans, 2 janv. 1889. P. 1889. 2. 22.

(34) Caen, 22 févr. 1888, *Rec. arr. Caen-Rouen*, 1888. 1. 61.

(35) Cass., 12 mai 1903, D. 1904. 1. 248, S. 1904. 1. 91.

jectif que celui du Code civil; celui-ci tient compte de l'usage normal, général de la chose, déterminé par sa nature même, sans égard pour la fin particulière et précise que poursuivait la commune intention des parties, à laquelle seule s'attache la jurisprudence que j'étudie. J'ai déjà indiqué dans quelle mesure la théorie de la garantie implicite se rapproche de la théorie de l'erreur substantielle.

§ 3. — Exercice de l'action.

La loi du 2 août 1884 ne régit l'action rédhibitoire dans les ventes et échanges d'animaux domestiques qu'à défaut de convention contraire (art. 1^{er} de la loi). Les parties ont la faculté de déroger à toutes les dispositions de la loi sans aucune exception. Elles peuvent allonger ou restreindre la nomenclature légale des vices rédhibitoires. Mais elles peuvent également régler par leurs conventions les conditions et délais auxquels l'action en résolution sera soumise. Elles sont libres, par exemple, de convenir entre elles que le vendeur n'aura pas le droit, vis-à-vis de l'acheteur, de se prévaloir du défaut de réclamation dans les délais ordinaires⁽³⁶⁾, ou que l'acheteur ne sera pas tenu de faire désigner un expert par le juge de paix. Du reste, ces conventions sont assez rares, elles ne soulèvent pas de difficultés.

Il n'en est pas de même lorsque les parties ont stipulé une garantie de fait, c'est-à-dire une garantie de vices que la loi spéciale n'érige pas en vices rédhibitoires, mais sont restées muettes sur la procédure à suivre pour obtenir la

(36) Trib. com. Nantes, 22 nov. 1890, *Jpr. Nantes*, 1890. 1. 369.

résolution. La question se pose alors de savoir si l'action rédhibitoire doit être régie par la loi spéciale de 1884, ou si l'on retombe sous l'empire du droit commun des articles 1641 et suivants du Code civil. Si la convention se borne à restreindre la nomenclature légale des vices rédhibitoires, la question ne se pose évidemment pas; on demeure, pour les vices que les parties ont laissé subsister, sous le régime de la loi de 1884. La question ne se pose que lorsque les parties ont conventionnellement créé un vice rédhibitoire nouveau. Doit-on alors appliquer à ce vice, que la loi n'avait pas prévu, la procédure spéciale, les délais spéciaux que la loi a créés pour d'autres vices? La question se pose de la même façon dans les cas où la jurisprudence reconnaît l'existence de conventions tacites de garantie. On s'est demandé si l'acheteur devait intenter son action résolutoire dans les délais des articles 5 et 6, lorsque le vendeur s'était porté garant de la méchanceté d'un cheval, ou lorsqu'il avait livré pour la boucherie une vache impropre à la consommation. Mais la question ne se limite pas, comme dans les espèces où elle s'est posée, au point de savoir dans quel délai l'action doit être intentée : elle est beaucoup plus large; il s'agit de savoir si l'action reste soumise aux autres prescriptions de la loi de 1884, par exemple si l'expertise doit être provoquée conformément à l'article 7, ou même si l'acheteur bénéficie encore de la présomption qui le dispense de prouver que le vice est antérieur à la vente; il s'agit enfin de savoir devant quel tribunal l'action doit être portée.

Cette question est des plus délicates et a suscité différentes réponses. On a prétendu que le délai pour agir en vertu d'une garantie conventionnelle était le délai le plus long prévu par la loi de 1884, soit le délai de trente

jours ⁽³⁷⁾. Cette opinion me paraît difficilement soutenable; le délai de trente jours établi spécialement pour la fluxion périodique des yeux s'appliquerait d'une façon tout à fait arbitraire à des maladies pour lesquelles il n'a pas été prévu.

Une autre opinion, qui a trouvé de très sérieux défenseurs ⁽³⁸⁾, applique, en cas de garantie de fait, la loi de 1884 sur tous les points auxquels les parties n'ont pas dérogé. Cette loi est alors considérée comme une loi générale sur la garantie dans les ventes et échanges d'animaux domestiques dont les dispositions ne doivent céder que devant des conventions contraires; si les parties n'ont dérogé à la loi que sur certains points, cette loi demeure applicable sur tous les autres. Mais alors, sur ce point spécial du délai de l'assignation qui s'est déjà présenté à juger devant les tribunaux, quel délai va-t-on choisir? Celui de neuf jours, répond-on, c'est un délai « normal », par conséquent applicable à toutes les maladies dont le vendeur peut promettre la garantie. Mais en quoi ce délai est-il plus normal que celui de trente jours que j'ai précédemment critiqué? Sans doute parce que l'un s'applique dans six cas, et l'autre dans un seul? Raisonement un peu simpliste et insuffisant. En réalité, on doit faire aux deux opinions les mêmes critiques : l'un et l'autre délai peuvent convenir ou peuvent ne pas convenir à des vices pour lesquels la loi n'a pas été faite.

La loi de 1884, comme autrefois la loi de 1838, ne régit l'action rédhibitoire que lorsqu'elle se fonde sur un vice compris dans la nomenclature légale. Tout autre vice dont

(37) Trib. Caen, 5 juin 1848, D. 1848. 5. 366.

(38) Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 490.

le vendeur s'est porté garant par convention particulière échappe à la réglementation spéciale de la loi de 1884, et l'action qui en résulte retombe sous l'empire des articles 1641 et suivants du Code civil. Déjà dans notre ancien droit, le Parlement de Paris jugeait que la garantie conventionnelle n'était pas soumise à la prescription établie pour la garantie légale, se fondant sur ce motif que l'acheteur qui a exigé de son vendeur une garantie spéciale est réputé avoir voulu se réserver quant au délai des facilités plus grandes que celles que la loi accorde ⁽³⁹⁾. La jurisprudence a généralement décidé que la loi du 20 mai 1838 et plus tard la loi du 2 août 1884 étaient inapplicables aux vices dont la garantie avait été spécialement promise par convention expresse ou tacite ⁽⁴⁰⁾. On en conclut, et c'est sous cet aspect que la question se posait devant les juges, qu'aucun délai absolu n'est fixé pour l'exercice de l'action; qu'elle doit simplement être intentée dans un bref délai, dont la longueur est abandonnée à l'appréciation du tribunal, conformément à l'article 1648 du Code civil. La disposition de l'article 5 de la loi de 1884 se lie d'une façon intime avec celle de l'article 2 qui énumère les vices pouvant donner ouverture à cette action. Les délais ayant été calculés d'après la nature particulière de chacun de ces vices, ce serait arbitrairement étendre la disposition

(39) Trois arrêts du Parlement de Paris des 15 janvier 1727, 25 janvier 1731 et 13 janvier 1753, Denisart, V° *Vices rédhibitoires*, n° 2.

(40) Trib. Rouen, 7 déc. 1877, *Rec. arr. Caen-Rouen*, 1878. 2. 77; Caen, 7 mai 1878, D. 1879. 5. 240, S. 1878. 2. 264 (garantie de la méchanceté d'un cheval), Dijon, 27 oct. 1891, D. 1893. 2. 318; Civ. 17 juill. 1922, *Gaz. Pal.*, 1922. 2. 414 (animal vendu pour la boucherie, garantie tacite d'aptitude à la consommation); « attendu que si les dispositions de la loi de 1884 sont limitatives et que si la résolution ne peut être intentée hors des cas et délais y spécifiés, il en est autrement quand la garantie réclamée est le résultat d'une convention ».

qui en détermine la durée que de l'appliquer à des défauts dont cet article ne s'est pas occupé.

La jurisprudence ne s'est prononcée que sur la question du délai de l'article 5. Mais, ce point de départ admis, il faut aller jusqu'au bout dans la déduction des conséquences qu'il implique : il faut dire qu'il n'est pas nécessaire de provoquer une expertise dans le délai de l'article 7; que la preuve pourra se faire dans les formes ordinaires admises par le Code de procédure, et même que l'acheteur sera tenu de démontrer que le vice préexistait à la vente, car si le cas n'est plus régi par la loi de 1884, la présomption légale, que la maladie révélée dans le délai de la garantie remonte à l'époque de la vente, ne joue plus.

Quant au tribunal compétent, la question se pose dans des termes un peu différents. Les raisons qui ont fait donner compétence au juge de paix pour connaître des procès en garantie de vices dans les ventes d'animaux et dont les principales sont la simplicité, l'urgence et l'économie, paraissent au premier abord aussi puissantes en matière de garantie conventionnelle qu'en matière de garantie légale. Mais on se heurte à la rédaction très précise de l'article 6, § 4, de la loi du 12 juillet 1903 : « Les juges de paix connaissent encore sans appel jusqu'à la valeur de mille francs et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever... de toutes demandes relatives aux vices rédhibitoires dans les cas prévus par la loi du 2 août 1884, soit que les animaux qui en sont l'objet aient été vendus, soit qu'ils aient été échangés, soit qu'ils aient été acquis par tout autre mode de transmission. » Le texte n'attribue donc au juge de paix une compétence illimitée en premier ressort que pour les demandes rela-

tives aux vices rédhibitoires dans les cas prévus par la loi du 2 août 1884, c'est dire *a contrario* que la compétence illimitée du juge de paix cesse dans les cas non prévus par la loi spéciale. Cette solution imposée par la précision du texte est conforme au principe que les dispositions exceptionnelles doivent toujours être entendues restrictivement. De plus, il faut ajouter que lorsque la convention des parties a étendu la garantie à un cas non prévu par la loi, elle peut prêter à discussion et à interprétation, surtout si elle est tacite et doit s'induire des faits et circonstances de la cause; de là peut naître un litige fort délicat qu'il n'y a aucune bonne raison d'abandonner, quel qu'en soit le chiffre, au juge de paix. Donc, suivant les règles ordinaires de la procédure, le juge de paix n'est compétent que si la valeur de l'animal n'excède pas trois mille francs; au-dessus de ce chiffre, c'est le tribunal civil qui doit connaître du procès (41).

(41) Solution conforme implicitement contenue dans Trib. Bordeaux, 16 mars 1908, D. 1909. 2. 217, et la note de M. Léonce Thomas.

DEUXIÈME PARTIE

NULLITÉ DES VENTES D'ANIMAUX ATTEINTS
OU SUSPECTS
DE MALADIES CONTAGIEUSES

CHAPITRE PREMIER

DE LA NULLITE

§ 1. — Généralités.

La vente des animaux atteints de maladies contagieuses est interdite, mais cette interdiction demeure trop souvent lettre morte; les animaux malades se vendent. On imagine aisément les motifs qui poussent les propriétaires à tâcher de vendre leurs bêtes sans déclarer la maladie; ils ne veulent pas subir une perte sèche, déprécier le reste de leur étable, s'exposer aux mesures de protection compliquées, peut-être tâtilloannes, en tout cas gênantes de l'Administration, faire englober leurs voisins sous la même surveillance. Ils essayent d'éviter par-dessus tout qu'on sache qu'ils possèdent un animal contagieux et s'en défont, fût-ce à vil prix. L'acheteur veut s'en débarrasser à son tour, et ainsi de suite; de sorte qu'on a pu non sans raison prétendre qu'une bête malade a plus de chances qu'une bête saine de passer de mains en mains.

Si la vente a eu lieu, elle est nulle. Elle ne donne pas ouverture à une action en garantie, mais à une action en nullité. J'ai déjà indiqué et discuté les raisons pour lesquelles ont été sanctionnées de façon différente les ventes d'animaux entachés de vices rédhibitoires et les ventes d'animaux atteints de maladies contagieuses; je n'y reviendrai pas.

Le texte fondamental de la législation sur les épizooties est, actuellement, la loi du 21 juin 1898 (qui a été incorporée au Code rural sous le titre I du livre III et traite de la police administrative rurale). C'est l'article 41 de cette loi, complété par la loi du 23 février 1905, qui régit sous son aspect civil (le seul dont je veux m'occuper) la matière des ventes d'animaux contagieux ou suspects. (Au point de vue pénal, il faut se reporter à la loi du 21 juillet 1884, toujours en vigueur, pour y trouver la sanction du délit commis par le vendeur de mauvaise foi.)

Que les lois de 1884 et de 1898 offrent un triple caractère administratif, pénal et civil, personne n'en doute aujourd'hui. Il n'en fut pas toujours ainsi. La loi de 1884, dite « Loi sur la police sanitaire des animaux », apparaissait, dans son titre même et dans la majorité de ses dispositions, une loi de police, c'est-à-dire une loi purement réglementaire et pénale, qui s'interdisait tout empiétement sur le terrain du droit privé. Elle avait bien proclamé interdites les ventes d'animaux atteints de maladies contagieuses; on soutenait que ces ventes constitutives d'un délit punissable par les tribunaux répressifs restaient valables *inter partes*. Coexistant avec l'action publique, une action civile en paiement de dommages-intérêts était simplement ouverte à l'acheteur, qui ne pouvait triompher que si la mauvaise foi de son adversaire était prouvée. La Cour de cassation a fait justice de cette interprétation; et la loi du 31 juillet 1895 a corroboré cette jurisprudence; les quatre paragraphes qu'elle a ajoutés à l'article 43 de la loi de 1884 ont supprimé toute équivoque, la vente étant déclarée nulle de droit, que le vendeur fût ou non de mauvaise foi. L'article 41 actuel de la loi de 1898 possède le même caractère de disposition légis-

lative de pur droit privé insérée au milieu d'une loi de police administrative; il règle civilement les rapports pécuniaires de l'acheteur et du vendeur d'un animal atteint d'une maladie contagieuse.

Les parties ne peuvent par leurs conventions modifier l'application des lois sur les épizooties. Ces lois sont dans toutes leurs dispositions des lois d'ordre public, l'expression « lois d'ordre public » étant prise ici dans le sens de lois impératives, de lois aux dispositions desquelles les conventions particulières ne peuvent déroger. Ce caractère d'ordre public ressort nettement des travaux préparatoires des lois de 1881, 1895, 1898 et 1905; il se justifie par le but d'intérêt général qu'elles poursuivent : enrayer la propagation des maladies contagieuses, et plus spécialement pour la tuberculose bovine, forcer le propriétaire d'un animal malade à en faire la déclaration aux autorités sanitaires, diminuer le nombre des procès en interdisant toute action récursoire.

Dès lors, est nulle et de nul effet, et ne doit recevoir aucune exécution la convention aux termes de laquelle l'acheteur renoncerait par avance à poursuivre la nullité de la vente, au cas où l'animal qui en est l'objet se révélerait atteint d'une maladie contagieuse. Il va de soi que la vente d'un animal atteint de la morve, par exemple, qui est une maladie contagieuse, ne peut faire l'objet d'une garantie conventionnelle et être ainsi soustraite aux dispositions d'ordre public de la loi de 1898 ⁽¹⁾. Il va de soi également qu'une clause de non-garantie visant notamment les vices rédhibitoires demeure sans effet si

(1) Nîmes, 23 janv. 1926, *Mon. Midi*, 1^{er} juin 1926.

la bête vendue est tuberculeuse ⁽²⁾. Bien plus, si les parties ne peuvent par leurs conventions rejeter en bloc l'application des lois sur les épizooties, elles ne peuvent davantage en éluder capricieusement certaines dispositions. C'est à propos de ventes de bovidés tuberculeux que les tribunaux ont eu à se prononcer. (Il ne faut pas oublier qu'en cette matière les actions récursoires sont interdites.) A été annulé un engagement emportant renonciation de la part du vendeur au bénéfice de la loi de 1903, en tant qu'elle a supprimé en cas de revente le recours du premier acquéreur contre le vendeur originaire ⁽³⁾. Et dans une autre espèce, une vache (plus tard reconnue tuberculeuse) ayant fait l'objet de deux ventes successives, mais la seconde ayant été conclue à la condition que la viande serait reconnue bonne pour la consommation ⁽⁴⁾, la Cour de cassation a vu dans cette condition, à laquelle était soumise la revente, une convention destinée à mettre en échec une loi d'ordre public; la doctrine de cet arrêt apparaît bien comme la sanction nécessaire de la loi de 1903 : en effet, rien n'empêchait de tourner la loi qui veut mettre obstacle aux actions récursoires, s'il suffisait pour se faire considérer comme dernier acheteur de stipuler que le marché aurait lieu sous la condition que la viande serait reçue à l'abattoir ⁽⁵⁾. En un mot, toutes les conventions déroatoires directement ou indirectement aux lois sur les épizooties sont nulles.

(2) Trib. paix Châteaugiron, 5 nov. 1896, *Lois nouvelles*, 1897. 4. 79.

(3) Cass. 29 oct. 1924, D. 1925. 1. 36.

(4) Cass. 3 nov. 1924, D. 1925. 1. 37. S. 1925. 1. 35 *contra*. Trib. paix Nérac, 26 oct. 1912, *Mon. jud. Lyon*, 17 juill. 1913.

(5) Les marchands de bestiaux ne chercheront-ils pas à éviter les conséquences de cette jurisprudence en dissimulant la vente faite au boucher qu'ils feront passer pour leur préposé? V. Trib. paix Saint-Flour, 14 janv. 1928, *J. J. paix*, juin 1928.

§ 2. — Mise hors du commerce des animaux atteints
de maladies contagieuses.

« L'exposition, la vente ou la mise en vente des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses sont interdites. » (art. 13 L. 21 juill. 1881 et 41 L. 21 juin 1898.) Il n'est pas nécessaire d'insister sur les raisons qui justifient cette interdiction, raisons puissantes, intéressant la salubrité et la santé générales. Les maladies contagieuses des animaux constituent un véritable danger, elles peuvent devenir un fléau; le commerce des bêtes atteintes serait un sûr moyen de propager le mal. Les lois sur les épizooties sont vraiment ce qu'on est convenu d'appeler des lois d'ordre public.

Il faut donc se demander ce que vaut juridiquement la vente d'un animal atteint d'une maladie contagieuse. La jurisprudence répond qu'une telle vente est frappée d'une nullité absolue, comme vente d'une chose mise hors du commerce par la loi.

Il n'est pas inutile de rappeler comment s'est formée et fixée cette opinion jurisprudentielle, comment une intervention législative l'a consacrée. La loi du 21 juillet 1881 se bornait à interdire la vente des animaux atteints de maladie contagieuse. Mais cette interdiction n'étant pas sanctionnée, les tribunaux se divisaient sur la portée qu'il convenait de lui donner. Certains se refusaient à prononcer une nullité que la loi n'édicte pas expressément. Mais la Cour de cassation ne le jugea pas ainsi et décida, dans un arrêt du 20 juillet 1892 ⁽⁶⁾, « que l'arti-

(6) D. 1893. 4. 20, S. 1892. 4. 393.

cle 13 de la loi 1881, en interdisant d'une façon absolue la vente ou la mise en vente des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints d'une maladie contagieuse, a eu pour effet de mettre ces animaux hors du commerce..., que la vente d'un objet mis hors du commerce pour un motif d'ordre public est nécessairement nulle. » Une nouvelle décision de la Cour suprême, datée du 23 janvier 1894 ⁽⁷⁾, montra que l'arrêt de 1892 n'avait pas convaincu tous les magistrats. Alors fut votée la loi du 31 juillet 1893 qui ajouta à la suite de l'article 13 de la loi de 1881 un paragraphe nouveau, aux termes duquel « si la vente a eu lieu, elle est nulle de droit... » L'intervention législative avait pour but de consacrer purement et simplement le système de la Cour de cassation, qui paraissait, déclarait le rapporteur à la Chambre de la loi nouvelle, M. Léon Mougeot ⁽⁸⁾, « répondre à l'esprit du législateur de 1881... Désormais, ajoutait-il, il sera donc bien établi qu'il n'y aura plus à rechercher si la vente de l'animal atteint de maladie contagieuse a été consentie de bonne ou de mauvaise foi, mais si le marché a été consenti contrairement à la loi de 1881, c'est-à-dire s'il est illicite. Et par voie de conséquence, se trouve confirmée la théorie de la Cour de cassation, qui pose le principe que la nullité de la vente d'objets hors du commerce régit les contrats de vente et d'échange d'animaux domestiques. »

Cette théorie qui voit dans les animaux contagieux des choses hors du commerce peut néanmoins prêter à critique. L'article 1598 du Code civil pose en principe que tout ce qui est dans le commerce peut être vendu, lorsque des lois particulières n'en ont pas prohibé l'aliénation.

(7) D. 1894. 1. 119, S. 1894. 1. 128.

(8) D. 1893. 4. 127, col. 3.

Une interprétation littérale de ce texte conduirait, me semble-t-il, à distinguer les choses hors du commerce d'une part et, d'autre part, les choses qui sont dans le commerce, celles-ci se subdivisant en deux catégories selon que leur aliénation est permise ou non. La jurisprudence, à la suite de nombreux auteurs, ne l'entend pas ainsi et range pêle-mêle parmi les choses hors du commerce des « choses » aussi différentes que les remèdes secrets, les biens dotaux, les biens dépendant du domaine public, etc.

Cette conception a été justement critiquée par MM. Planiol, Ripert et Paul Esmein dans leur récent *Traité de droit civil* (9). Les *res quorum non est commercium* n'étaient pas inconnues du droit romain, mais ne servaient pas de fondement à une division des choses dont on peut contester la précision, l'exactitude et l'utilité. « Telle que les modernes la conçoivent, la notion des choses hors du commerce absorbe tout le champ des conventions à objet illicite. L'expression y est peu propre, d'autant moins que ces choses ne sont soustraites que dans une mesure variable à l'effet des conventions alors que l'article 1128 implique proprement que ces choses ne peuvent en être l'objet. » Il ne faut donc comprendre sous cette appellation que les choses qui ne sont pas susceptibles de propriété privée. Les animaux atteints de maladie contagieuse n'appartiennent évidemment pas à cette catégorie. Seule leur vente est interdite par la loi. S'ils servent d'objet à un tel contrat, cet objet est illicite (10). Le

(9) VI, p. 301.

(10) Et non pas inexistant comme le prétend entre autres : Paris, 29 avril 1899, D. 1898. 2. 381. Selon cet arrêt la vente de l'animal atteint de maladie contagieuse serait nulle par application combinée des articles 1108 et 1128, c'est-à-dire nulle comme sans objet, une chose hors du commerce étant considérée comme n'existant pas,

caractère illicite de l'objet peut ne pas apparaître aux parties au moment où elles contractent, il n'en existe pas moins à ce moment là⁽¹¹⁾. (A moins que l'on ne préfère dire que le contrat repose sur une cause illicite.)

Mais la mise hors du commerce des animaux atteints de maladies contagieuses, il faut bien le remarquer, présente le caractère de n'être pas toujours « absolue » ; dans certains cas, elle est simplement « relative »⁽¹²⁾. En effet, plusieurs maladies, la fièvre aphteuse par exemple, et dans une certaine mesure la tuberculose, n'empêchent pas de livrer à la consommation la viande provenant des animaux qui en sont atteints. La loi, pour arrêter la propagation du mal, veut que ces bêtes soient retirées de la circulation, mais n'interdit pas de s'en servir pour le seul usage auquel elles sont encore propres. C'est donc avec juste raison qu'elle permet leur vente pour la boucherie ; l'interdiction est réglée sur le but à atteindre. « Ainsi toute notion juridique doit s'assouplir pour se plier aux cas pratiques. » De la destination de l'animal vendu dépend dans certains cas sa mise hors du commerce.

§ 3. — Caractère de la nullité.

De la mise hors du commerce des animaux atteints de maladies contagieuses se déduit logiquement la nullité

(11) Comp. Paul Lalanne, *De la rescision des ventes et échanges d'animaux domestiques*, thèse Bordeaux, 1896, p. 103 ; je ne vois là rien d' « étrange » ; je n'y aperçois pas davantage une « rétroactivité singulière ».

(12) Demogue, note, dans *Revue trimestrielle de droit civil*, 1926, p. 139 : « Mais qui aura la charge de la preuve de l'achat pour la boucherie ? Ce sera, croyons-nous, celui qui allègue la validité du contrat, car, en général, ces ventes sont nulles... » Civ. 26 oct. 1923, D. H. 1926. 667.

des ventes dont ils sont l'objet. Mais quelle nullité ? Une nullité absolue évidemment. Pour qui admet que ces animaux sont mis hors du commerce pour des raisons tenant à l'ordre public, une nullité absolue seule peut être la sanction de l'interdiction légale. Certaines décisions ont bien parlé d'inexistence, mais sans en déduire aucune conséquence logique⁽¹³⁾; le texte de la loi dit bien nul « de droit », mais la distinction des nullités en deux catégories selon qu'on doit s'adresser ou non à la justice pour les faire prononcer n'a plus aucun sens aujourd'hui. (Nul ne se fait justice à soi-même.)⁽¹⁴⁾. Pour la jurisprudence c'est toujours de la même nullité qu'il s'agit, qu'elle la dise radicale⁽¹⁵⁾, absolue⁽¹⁶⁾ ou d'ordre public⁽¹⁷⁾. C'est l'expression « nullité d'ordre public » qu'elle emploie le plus volontiers, expression qui offre l'avantage de bien mettre en lumière les raisons d'intérêts supérieurs aux intérêts privés qui motivent la nullité et déterminent son caractère. En effet, le critère le plus logique de la division des nullités réside dans le but qui les a fait instituer, selon qu'elles protègent l'individu contre sa faiblesse ou son inexpérience, ou qu'elles sauvegardent l'ordre public.

Au contraire de nombreux auteurs⁽¹⁸⁾ n'ont voulu voir dans la nullité des ventes d'animaux atteints de maladies

(13) En théorie, l'inexistence est indépendante de toute déclaration judiciaire, et l'acte qui en est entaché ne produit pas d'effet.

(14) Peut-être le législateur a-t-il voulu dire que le juge n'a aucun pouvoir d'appréciation sur les faits de la cause, et que si l'action est recevable et la maladie contagieuse prouvée, il ne peut pas ne pas prononcer la nullité de la vente.

(15) Nancy, 22 mai 1894, D. 1895. 2. 187.

(16) Trib. Saint-Sever, 20 mai 1897, S. 1897. 2. 253.

(17) Tous les arrêts de cassation depuis l'arrêt du 20 juillet 1892, déjà cité.

(18) Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 449; Aubry et Rau, § 335 *ter*, note 8; Ambroise Colin et Capitant, p. 484. *Contra* : Percerou, note sous

contagieuses qu'une nullité relative. En effet, la loi du 31 juillet 1893 ne permet, disent-ils, l'exercice de l'action en nullité qu'à l'acheteur, et lui permet de renoncer à la nullité, sa simple inaction pendant le délai de trente ou de quarante-cinq jours suffisant à la couvrir; d'où l'on conclut qu'il ne serait pas recevable à exercer l'action s'il avait connu l'existence de la maladie au moment du contrat⁽¹⁹⁾. Enfin la loi accorde dans certains cas une action en réduction de prix, ce qui paraît inconciliable avec la nullité absolue de la vente. La jurisprudence ne s'est pas laissé arrêter par ces arguments, il faut bien l'avouer, impressionnants. On pourrait y répondre que c'est méconnaître les intentions du législateur exposées sans ambiguïté dans les travaux préparatoires; qu'il est difficile de croire que la nullité ait simplement pour but de protéger les intérêts d'un contractant malheureux; que si le texte de la loi mentionne la « réclamation » de la part de l'acheteur, il reste muet sur l'action possible d'autres intéressés; que toutes les nullités, absolues ou non, se prescrivent; qu'on a réduit le délai ordinaire à trente ou quarante-cinq jours, en se fondant sur des raisons toutes pratiques d'admissibilité de preuve, et non sur une idée de confirmation tacite ou présumée; que si, en matière de tuberculose bovine, l'acheteur ne peut dans certains cas intenter qu'une action *quantum minoris*, c'est qu'alors la tuberculose est localisée et qu'en effet la vente pour la boucherie d'un bovidé partiellement tuberculeux n'est pas nulle. Tout cela n'est pas très probant. Et cette

Dijon, 31 déc. 1901, D. 1902. 2. 401; Tissier, note sous Pau, 24 mars 1896, S 96. 2. 103; Joseph Hémard, *Précis élémentaire de droit civil*, n° 1869.

(19) Se ranger à cette opinion, c'est méconnaître le caractère impératif des lois sur les épizooties.

discussion est-elle bien utile ? Ni la doctrine ni la jurisprudence ne s'accordent sur une théorie générale des nullités qui demeure difficile, fuyante et décevante. N'est-il pas vain de tâcher de faire suivre du qualificatif absolu ou relatif le mot nullité pour en déduire une chaîne de conséquences logiques ?

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence déduit de sa conception de la nullité absolue des ventes d'animaux atteints de maladies contagieuses la conséquence que toute personne intéressée peut s'en prévaloir⁽²⁰⁾. Il est vrai que, pratiquement, l'acheteur seul aura intérêt à exercer l'action. La formule toute personne intéressée est très large. Elle comprend notamment l'acheteur qui aurait connu avant la vente la maladie de l'animal; cet acheteur ne saurait être considéré comme ayant acheté à ses risques et périls, et en conséquence, irrecevable à invoquer la nullité du contrat⁽²¹⁾. Cela équivaudrait d'ailleurs à le considérer comme renonçant au bénéfice de la loi de 1898, renonciation impossible, puisque renonciation à une loi d'ordre public. Néanmoins il ne pourrait obtenir l'allocation de dommages-intérêts en réparation d'un préjudice qu'il s'est volontairement exposé à subir. (Mais en matière de tuberculose bovine il faut tenir compte des règles spéciales édictées par la loi de 1905; l'action n'appartient qu'au dernier acheteur qui a fait la déclaration prescrite par l'article 31 de la loi de 1898.) La nullité étant abso-

(20) Pau, 24 mars 1896, S. 1896. 2. 105; Trib. Amiens, 16 mars 1897, S. 1897. 2. 253 et la note. Il n'était d'ailleurs pas utile, pour motiver ce jugement, de proclamer que toute personne intéressée peut se prévaloir de la nullité.

(21) En ce sens : Civ. 28 janv. 1931, D. H. 1931. 162 (décision rendue en matière de vin surplâtré); Trib. Amiens, 16 mars 1897, S. 1897. 2. 253, et la note. *Contra* Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 449.

lue, il faut encore en conclure qu'elle ne pourrait être couverte par une ratification expresse ou tacite de l'acheteur après la découverte de la maladie.

Enfin, je dois dire que le seul contrat que les lois de 1881 et de 1898 interdisent et annulent est le contrat de vente. Mais l'interdiction s'applique à toutes les ventes, même inférieures à cent francs ⁽²²⁾, même faites par autorité de justice.

(22) Trib. Amiens, 16 mars 1897, S. 1897. 2. 283.

CHAPITRE II

DES ANIMAUX ATTEINTS OU SUSPECTS DE MALADIES CONTAGIEUSES

§ 1. — Maladie et soupçon de maladie.

« L'exposition, la vente ou la mise en vente des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses sont interdites. Le propriétaire ne peut s'en dessaisir que dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 33. Ce règlement fixera, pour chaque espèce d'animaux et de maladies, le temps pendant lequel l'interdiction de vente s'appliquera aux animaux qui ont été exposés à la contagion. » (L. 21 juin 1898, art. 44.) La loi prévoit donc deux séries d'interdiction de vente : 1° interdiction de la vente des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses; 2° interdiction temporaire ⁽¹⁾ de la vente des animaux qui ont été exposés à la contagion ⁽²⁾.

(1) Sur la durée de l'interdiction, consulter le décret du 6 octobre 1904; elle varie de quinze jours à six mois après la disparition ou la guérison du dernier animal malade.

(2) Dans le cas de peste bovine, l'interdiction de vente, sauf pour la boucherie, frappe même les animaux qui n'ont pas été exposés à la contagion, mais qui vivaient sur le territoire déclaré infecté. Par contre, en cas de tuberculose bovine, l'interdiction de vente ne s'applique pas aux animaux exposés à la contagion, mais qui, après injection de tuberculine, n'ont pas réagi.

Il n'y a aucune raison de douter que, dans l'une et l'autre séries de cas, les animaux dont la vente est interdite ne soient mis hors du commerce⁽³⁾, que leur vente ne soit frappée de la même nullité d'ordre public.

Mais on aperçoit immédiatement la différence qui sépare l'animal atteint ou suspect de maladie contagieuse de l'animal simplement exposé à la contagion (ou contaminé, les deux expressions paraissent synonymes). Ce dernier n'est pas un animal malade, mais un animal qui a cohabité avec des animaux atteints de maladies contagieuses, ou qui a subi le contact d'animaux, de personnes ou d'objets qui ont été eux-mêmes en contact avec des animaux atteints de maladies contagieuses⁽⁴⁾; il ne présente aucun symptôme de maladie, mais on craint qu'il ne l'ait déjà à l'état d'incubation. C'est par un surcroît de prudence qu'à la suite d'une mesure administrative, dite arrêté d'infection, l'animal contaminé peut être isolé, recensé, marqué et mis hors du commerce, en même temps que les animaux malades ou suspects. De la vente de ces animaux simplement contaminés, dont la maladie n'est pas constatée, il n'y a rien à dire de spécial. De telles ventes doivent être fort rares; en tout cas je n'en ai rencontré aucun exemple dans les recueils de jurisprudence. Sans doute, les acheteurs, prévenus par la publicité qui accompagne l'arrêté d'infection ne se présentent pas; puis, si la maladie ne se déclare pas chez l'animal, quel intérêt aurait-on à faire annuler la vente ?

Il faut se demander ce que la loi entend par animaux

(3) Sauf dans le cas de peste bovine, l'interdiction de vendre les animaux exposés à la contagion n'est pas absolue; la vente est permise pour la boucherie.

(4) Décret du 6 octobre 1904, art. 2.

atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses⁽⁵⁾. Les animaux « atteints » sont ceux chez qui la maladie est constatée, il n'y a pas de difficultés. Les animaux « soupçonnés d'être atteints » ou suspects sont ceux chez qui la maladie constatée après la vente ne se manifestait au moment du contrat que par quelques symptômes de nature à faire redouter une maladie de nature encore indéterminée. En effet, tout le monde⁽⁶⁾ est d'accord qu'il ne faut pas tenir compte de symptômes mal interprétés, qu'aucune maladie ultérieure ne vient confirmer; ce qu'on prenait pour un signe révélateur de la maladie ne l'était pas en réalité : on s'était trompé. Cette opinion paraît tout à fait raisonnable; on ne comprendrait pas que l'on annulât un marché en se fondant sur des apparences que la suite des événements ont démontrées fausses.

Quant à ces symptômes eux-mêmes, il ne semble guère possible d'en donner une définition. Les juges apprécieront souverainement s'ils paraissent suffisants pour permettre de dire que l'animal était sinon malade, du moins suspect de maladie au moment de la vente. Mais il faudra que des signes extérieurs aient été constatés : fatigue manifeste, manque de vigueur au travail, absence d'appétit, œil terne, etc., tous traits qui, sans caractériser une maladie déterminée, dénotent un mauvais état de santé; il ne suffirait pas, pour déclarer un animal suspect, que sa vente se plaçât dans la période d'incubation précédant la mani-

(5) La question ne présente guère d'intérêt si ces animaux ont été l'objet d'un arrêté d'infection. Leur vente est, par cela même, interdite.

(6) Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 451; Aubry et Rau, § 353 *ter*, note 12.

festation de la maladie, période que la science vétérinaire est impuissante à préciser⁽⁷⁾. Permettre de faire annuler la vente d'un animal suspect au moment du contrat, c'est faciliter singulièrement l'exercice de l'action de l'acheteur, c'est l'autoriser à ne rapporter qu'une preuve incomplète du bien-fondé de sa demande. Il devrait prouver que l'animal était malade au moment de la vente; il prouvera simplement qu'il était suspect.

§ 2. — Enumération des maladies contagieuses.

La législation sur les épizooties prévoit limitativement les espèces d'animaux et, pour chaque espèce d'animaux, les maladies contagieuses qui sont sujettes à son application. Voici, aux termes de la loi du 21 juin 1898 et des décrets des 22 juin 1917, 3 juin 1929, 22 octobre 1929 et 3 juillet 1930, la liste de ces espèces d'animaux et de ces maladies :

La rage⁽⁸⁾ dans toutes les espèces;

La peste bovine⁽⁹⁾ dans toutes les espèces de ruminants;

(7) *Contra* Aix, 9 mai 1900, D. 1901. 2. 113. Il est vrai que la doctrine de cet arrêt ressort peu clairement de motifs confus et fuyants.

(8) La rage (improprement désignée aussi sous le nom d'hydrophobie) est une maladie contagieuse virulente, inoculable, transmissible aux animaux et à l'homme et caractérisée par des troubles d'origine cérébrale et médullaire dus à la pullulation d'un agent spécifique dans le système nerveux. Le chien est l'animal le plus fréquemment atteint de cette maladie. Pour la description des maladies contagieuses, V. H. Watrin, déjà cité, p. 642 et suiv.

(9) La peste bovine (ou typhus du gros bétail) est une affection virulente, inoculable et caractérisée par la fièvre, la diarrhée, un amaigrissement

La péripneumonie contagieuse⁽¹⁰⁾, le charbon emphysémateux ou symptomatique⁽¹¹⁾ et la tuberculose⁽¹²⁾ dans l'espèce bovine;

La clavelée⁽¹³⁾ et la gale⁽¹⁴⁾ dans les espèces ovine et caprine;

extrême et rapide et des lésions spécifiques sur les muqueuses. Le plus souvent, la mort survient dans un bref délai. C'est la plus meurtrière des épizooties.

(10) La péripneumonie contagieuse (ou maladie de poitrine du gros bétail) est caractérisée par des symptômes de pleuropneumonie, elle est décelée à l'autopsie par des lésions d'inflammation exsudative sur la plèvre et dans le poumon. Tristesse, inappétence, petite toux avortée, en sont les principaux symptômes.

(11) Le charbon symptomatique ou emphysémateux est caractérisé par la tristesse, l'inappétence, la faiblesse générale et l'apparition en différentes régions du corps de tumeurs molles, fluctuantes et crépitantes. La mort survient rapidement.

(12) La tuberculose était classée, dans la loi du 20 mai 1838, comme vice rédhibitoire, sous le nom de phtisie pulmonaire; le décret du 28 juillet 1888 en a fait une maladie contagieuse. Elle se traduit, dans la plupart des cas, au début, par une petite toux sèche, sifflante, puis par une quinte de toux, un jetage jaunâtre, la perte de l'appétit et l'amaigrissement. Mais souvent les animaux conservent les apparences de la bonne santé. La découverte par le docteur Koch du bacille de la tuberculose et du produit de culture de ce bacille dénommé tuberculine a en même temps démontré la nature contagieuse de cette affection et fourni un moyen pratique de la déceler. Si une injection de tuberculine détermine chez l'animal une élévation de température d'au moins un degré et demi, c'est la preuve que l'animal est tuberculeux. Néanmoins, il n'apparaît pas, en l'état actuel de la science vétérinaire, qu'on puisse tirer de l'épreuve de la tuberculine un diagnostic absolument certain sur l'état de santé de l'animal. Dès lors, l'abatage seul permettra d'acquiescer à une conviction absolue; il va sans dire qu'on hésitera souvent à recourir à ce mode d'investigation.

(13) La clavelée (ou petite vérole du mouton) figurait sur la liste des vices rédhibitoires de 1838 et de 1884 et sur la liste des maladies contagieuses de 1881. La loi du 31 juillet 1895 l'a fait disparaître de la liste des vices rédhibitoires. Elle est caractérisée par le développement de pustules sur la peau. Même grave, elle guérit dans la plupart des cas. Elle ne récidive pas. On pratique avec succès l'opération dite clavelisation, qui consiste à inoculer du virus claveleux destiné à communiquer la maladie sous une forme bénigne pour préserver l'animal d'une atteinte plus grave.

(14) La gale, caractérisée par la présence de parasites de l'ordre des acariens à la surface de la peau, est une maladie contagieuse peu grave, que les bergers savent généralement reconnaître et soigner.

La fièvre aphteuse ⁽¹⁵⁾ dans les espèces bovine, ovine, caprine et porcine;

La morve ⁽¹⁶⁾ et le farcin ⁽¹⁷⁾, la dourine ⁽¹⁸⁾, dans les espèces chevaline, asine et leurs croisements;

La fièvre charbonneuse ou sang de rate ⁽¹⁹⁾ dans les espèces chevaline, bovine, ovine et caprine;

Le rouget ⁽²⁰⁾, la pneumo-entérite infectieuse ⁽²¹⁾ dans l'espèce porcine;

Les gales ⁽²²⁾ dans les espèces chevaline, asine et leurs croisements;

La mélitococcie ou fièvre ondulante dans les espèces ovine et caprine ⁽²³⁾.

(15) La fièvre aphteuse (appelée aussi cocotte) se caractérise par une éruption d'aphtes à la bouche, aux mamelles et aux pieds; elle s'accompagne d'une salivation abondante et parfois de boiterie. Si c'est une des maladies les moins graves au point de vue de la mortalité, c'est par contre une des plus aisément transmissibles.

(16) La morve n'a disparu de la liste des vices rédhibitoires que depuis la loi du 31 juillet 1893. Elle se caractérise par un jetage visqueux, adhérent au pourtour des naseaux, la présence de plaies ulcéreuses ou chancres sur la cloison nasale et de tubercules particuliers dans le parenchyme pulmonaire. Cette maladie peut se communiquer à l'homme.

(17) Le farcin (ou morve cutanée) se manifeste par l'apparition sur le tégument cutané de petites tumeurs dites, suivant leurs formes, boutons de farcin, tumeurs farcineuses, ou cordes de farcin.

(18) La dourine se transmet par les organes génitaux. Elle se manifeste par des symptômes locaux sur ces organes et finit par provoquer des troubles de la nutrition, de la locomotion et du système nerveux.

(19) La fièvre charbonneuse, ou sang de rate, se traduit par des symptômes généraux tels que tristesse, inappétence, respiration irrégulière, tremblements musculaires. La mort arrive ordinairement dans un délai de deux jours au plus, elle peut être foudroyante. A l'autopsie, on trouve la rate hypertrophiée et gorgée de sang noir.

(20) Le rouget se caractérise par des taches variant du rouge au noir, qui apparaissent sur la peau. Il peut entraîner la mort de l'animal dans les deux jours.

(21) La pneumo-entérite infectieuse ressemble beaucoup au rouget. Les taches n'apparaissent pas toujours, mais la maladie rend la marche difficile et entraîne parfois la paralysie des membres postérieurs.

(22) La gale est caractérisée par la présence de parasites sur la peau de l'animal.

(23) La mélitococcie (très voisine de la fièvre de Malte) se caractérise par des douleurs dans les membres et une grosse élévation de température. Elle s'accompagne d'avortements chez les femelles.

L'anaplasmosse des animaux de l'espèce bovine;

La loque, l'acariose et la nosémose des abeilles.

Un décret du président de la République rendu sur le rapport du ministre de l'Agriculture, après avis du Comité consultatif des épizooties, pourra ajouter à la nomenclature des maladies contagieuses, ou étendre à d'autres espèces animales les mesures de police sanitaire (L. du 21 juin 1898, art. 30). Il peut y avoir en effet une urgence extrême à prendre de telles mesures.

J'ai déjà indiqué que la mise hors du commerce des animaux atteints de maladies contagieuses n'était pas toujours absolue. La vente pour la boucherie des animaux atteints de gale ou de fièvre aphteuse est exceptionnellement permise aux termes des articles 58 et 63 du décret du 6 octobre 1904 (si les animaux malades ont fait l'objet d'un arrêté d'infection, leur vente est soumise à certaines formalités administratives). Quant aux bovidés tuberculeux, leur vente demeure interdite sauf pour la boucherie, mais avec la distinction suivante : l'animal vendu pour la boucherie et reconnu tuberculeux à l'abatage n'est mis hors du commerce que s'il a fait l'objet d'une saisie totale; s'il a fait simplement l'objet d'une saisie partielle l'animal n'est pas mis hors du commerce, sa vente reste valable; mais l'acheteur bénéficie d'une action *quantum minoris* quand la saisie a porté sur les quartiers. La situation juridique des bovidés tuberculeux est, on le voit, extrêmement complexe : leur mise hors du commerce, qui est déjà simplement relative, est subordonnée au résultat de l'abatage.

Il est nécessaire de donner ici un tableau d'ensemble des règles spécialement applicables à la tuberculose bovine. Le législateur a tout à la fois organisé la lutte contre

la propagation de cette affection fort répandue⁽²⁴⁾, et contre la multiplication des procès qu'elle suscite. Dans ce but, il a édicté les dispositions suivantes : 1° Est seule recevable en cas de ventes successives l'action du dernier acheteur; 2° L'action doit être intentée dans un délai de trente jours; 3° Elle doit être précédée de la déclaration prescrite par l'article 31 du Code rural; 4° Les actions récursoires sont interdites; 5° Si l'animal abattu pour la boucherie a fait l'objet d'une saisie partielle portant sur les quartiers, l'acheteur ne peut intenter qu'une action en diminution de prix.

§ 3. — Caractère limitatif de l'énumération.

On s'accorde à reconnaître que l'énumération légale est limitative. En quel sens ? D'une part, il est hors de doute que tout animal dont l'espèce ou la maladie ne figure pas dans l'énumération légale échappe à la législation épizootique⁽²⁵⁾, et qu'en particulier la vente dont il est l'objet n'est pas nulle comme vente d'une chose *extra commercium*. Mais, d'autre part, quelle est la loi applicable à cet animal atteint d'une maladie que les vétérinaires disent contagieuse, mais dont l'espèce ou la maladie n'est pas mentionnée par la loi ? En matière de vices rédhibitoires, la seule loi applicable aux ventes d'animaux domestiques est la loi de 1884, quel que soit cet animal et quel que soit son vice. En matière de maladies contagieuses, la situation est bien différente. Les lois des 31 juillet 1881

(24) En 1893, M. Darbot déclarait au Sénat que 10 p. 100 du cheptel français était atteint de tuberculose.

(25) Paris, 29 avril 1898, D. 1898. 2. 331 (prolapsus). Trib. paix Saint-Martin-de-Seignaux, 2 nov. 1926, J. J. paix, février 1927 (tumeur).

et 21 juin 1898 édictent un faisceau de règles administratives, pénales et civiles, applicables aux seules maladies qu'elles énumèrent; les autres maladies contagieuses, elles les ignorent, ou plus exactement, au point de vue légal, ces maladies ne sont pas des maladies contagieuses. Cela ressort très nettement de la rédaction de l'article 29 de la loi de 1898 : « Les maladies *réputées* contagieuses et qui donnent lieu... à l'application des mesures de police sanitaire ... sont... » Les maladies dont la loi ne parle pas sont donc des vices qui pourraient être rédhibitoires. Et alors il faut faire intervenir la distinction suivante : S'agit-il d'un animal domestique ? La maladie contagieuse dont il est atteint constitue un vice qui ne figure pas dans la loi de 1884 et qui, par conséquent, ne donne pas ouverture à une action rédhibitoire, sauf convention de garantie expresse⁽²⁶⁾ ou tacite⁽²⁷⁾. S'agit-il au contraire d'un animal non domestique ? La loi de 1884 ne le concerne pas, les vices rédhibitoires (qui peuvent être des maladies contagieuses) dont il est atteint permettent à son propriétaire de recourir en garantie contre le vendeur. La loi du 21 juin 1898 ne constitue donc pas, si je puis ainsi dire, « le droit commun des ventes d'animaux atteints de maladies contagieuses ». Ces ventes ressortissent aux règles générales de la garantie, du Code civil et de la loi du 2 août 1884.

(26) Paris, 29 avril 1898, D. 1898. 2. 381.

(27) Voir toute la jurisprudence qui, avant le décret du 28 juillet 1888, admettait une convention tacite de garantie dans les ventes de bovidés abattus pour la boucherie et reconnus tuberculeux. Entre autres, Req., 23 mars 1887, D. 188. 4. 28. Voir encore : Lyon, 3 février 1912. *Gaz. Trib.*, 2 oct. 1912 (bœuf ayant succombé à une maladie non apparente au moment de la vente, maladie imputable peut-être à la fatigue d'un long voyage au moment des grandes chaleurs).

CHAPITRE III

DES ACTIONS EN NULLITE ET AUTRES

A l'acheteur d'un animal atteint d'une des maladies contagieuses prévues par la loi, qui se repent de son acquisition, plusieurs moyens peuvent s'offrir pour attaquer en justice le contrat qu'il vient de conclure. Parmi ces moyens, les uns naissent du fait de la maladie contagieuse, les autres non. Ceux-ci ne sont, dans aucune mesure, régis par la législation spéciale des épizooties. La partie qui a contracté en état d'incapacité ou dont le consentement était vicié peut poursuivre dans les termes du droit commun l'annulation de la vente d'une bête malade, comme de toute autre vente. Il n'est pas douteux, par exemple, que l'acheteur ne puisse arguer de nullité la vente conclue sous l'empire d'une manœuvre dolosive destinée à surprendre son consentement (1). La violence doit être assimilée au dol. Quant à l'erreur, dans la mesure où elle porte sur une qualité substantielle de l'animal, elle peut être invoquée nonobstant la maladie contagieuse dont il est atteint; mais, bien entendu, la simple ignorance de la maladie contagieuse elle-même ne constituerait point une erreur au

(1) Trib. Lorient, 3 juin 1893, D. 1897. 2. 52. Ce jugement autorise l'acheteur à prouver le dol du vendeur, alors que ce dernier excipe d'un jugement d'acquiescement rendu par le tribunal correctionnel relativement à cette vente. Cette solution paraît douteuse; n'y a-t-il pas déjà chose jugée ?

sens juridique du mot ⁽²⁾. La prescription décennale s'applique à toutes ces actions.

En se fondant sur le fait même de la maladie contagieuse dont l'animal est atteint, l'acheteur peut intenter deux actions : une action en nullité de vente d'abord, et ensuite, si le vendeur était de mauvaise foi, une action en paiement de dommages-intérêts. Les actions récursoires, surtout en matière de tuberculose bovine, sont sujettes à des règles très spéciales. Enfin j'étudierai l'action en réduction de prix accordée à l'acheteur d'un bovidé partiellement tuberculeux (l'étude de cette action n'est peut-être pas très à sa place dans le cadre de ce chapitre sur la nullité des ventes d'animaux atteints ou suspects de maladies contagieuses).

§ 1. — Action en nullité.

DÉLAIS.

L'action en nullité doit, à peine de non-recevabilité, être intentée dans un certain délai. S'il n'y a poursuite du ministère public, « aucune réclamation de la part de l'acheteur pour raison de ladite nullité ne sera recevable lorsqu'il se sera écoulé plus de trente jours en ce qui concerne les animaux atteints de tuberculose, et, plus de quarante-cinq jours en ce qui concerne les autres maladies, depuis le jour de la livraison... Si l'animal a été abattu, le délai est réduit à dix jours à partir du jour de l'abatage, sans que, toutefois, l'action puisse jamais être introduite après l'expiration des délais indiqués ci-dessus » (L. 21 juin 1898, art. 41, § 5).

(2) Paris, 29 avril 1898, D. 1898. 2. 381.

La loi de 1884 ne prévoyait aucun délai pour l'exercice de l'action. C'est la loi du 31 juillet 1895 qui a établi le délai de quarante-cinq jours à partir du jour de la livraison, alors applicable à toutes les maladies sans exception. Pourquoi un délai ? Se justifie-t-il ? Non, au premier abord. En effet, la science vétérinaire, dans son état actuel, se déclare impuissante à préciser la durée de la période d'incubation des maladies contagieuses; l'exercice de l'action dans le délai légal ne s'accompagne pas, comme en matière de vices rédhibitoires, de la présomption que la maladie existait déjà au jour de la vente. Mais des travaux préparatoires de la loi de 1895 ⁽³⁾, il ressort que ses auteurs ont obéi à diverses raisons : ne pas laisser trop longtemps le vendeur dans l'appréhension d'un procès; le soustraire à des manœuvres de chantage, d'autant plus faciles que la vente est plus éloignée; favoriser le vendeur de bonne foi, en le faisant bénéficier d'un délai plus court que celui de l'action publique; diminuer le nombre des appels en garantie; diminuer le nombre des procès; et il faut ajouter : interdire des preuves trop difficiles à rapporter. Evidemment, l'acheteur sera parfois sacrifié; il arrivera qu'il perde tout droit vis-à-vis de son vendeur, bien qu'il puisse prouver que la maladie existait au jour de la vente. « Mais cela arrivera rarement, dit M. Darbot, et puis, après tout, de deux maux il faut choisir le moindre, et le moindre, à coup sûr, est celui du court délai. »

Ce délai parut encore trop long pour la tuberculose bovine, source du plus grand nombre de procès et occasion, au dire de M. Milliès-Lacroix, de très regrettables chantages; il fut donc réduit à trente jours par la loi de 1905,

(3) *S. Lois annotées*, 1895, p. 1122, col. 3.

mais après de longues discussions. Il n'apparut pas possible de l'abaisser au-dessous de trente jours : d'une part, une injection de tuberculine ne permet pas un diagnostic absolument certain; d'autre part, si l'animal a été tuberculinisé juste avant la vente, il peut demeurer insensible à une nouvelle injection pendant vingt ou vingt-cinq jours.

Enfin, la loi prévoit un troisième délai : un délai de dix jours à partir de l'abatage de l'animal. Mais le délai de trente ou de quarante-cinq jours à partir de la livraison demeure le délai maximum, qui, en aucun cas, ne peut être allongé. La loi dit que, si l'animal est abattu, le délai est « réduit », et il n'y aurait en effet dans ce cas aucune bonne raison de favoriser l'acheteur. Au contraire, la réduction du délai après l'abatage de l'animal se justifie aisément. « Il est clair, en effet, déclarait le rapporteur de la loi de 1895, M. Mougeot, que dans cette hypothèse (d'abatage de l'animal) chacun aurait le plus grand intérêt à ce que les constatations utiles fussent faites rapidement. Une autopsie notamment donnera toujours des résultats plus positifs et plus probants, si elle porte sur un animal fraîchement abattu que si elle porte sur un organe déjà en putréfaction. » (4). L'abatage de l'animal vendu rend donc urgentes les constatations à faire pour démontrer le bien-fondé de l'action en nullité; longtemps après l'abatage, ces constatations seraient impossibles et souvent l'acheteur ne pourrait faire la preuve qui est à sa charge (4).

La simple lecture de ces motifs, si clairs et si puissants, permet de répondre à une question qui a été fort discutée : faut-il étendre la loi, du cas seul prévu où l'animal a été abattu, au cas où l'animal meurt de sa mort

(4) *S. Lois annotées*, 1895, p. 1123, col. 1.

naturelle ? Autrement dit, la loi doit-elle être interprétée restrictivement ? Un premier système⁽⁵⁾ se refuse à toute extension. Les mots « abattus », « abatage », sont, dit-on, suffisamment précis et définis pour exclure tout autre genre de mort des prévisions légales; il est de principe que les forclusions sont de droit étroit, et que les textes qui les édictent s'interprètent strictement; en cas de mort naturelle, les délais de trente ou de quarante-cinq jours s'appliquent. Si solide, au point de vue juridique, que paraisse cette thèse, elle doit être rejetée comme ne tenant pas suffisamment compte des raisons qui justifient le court délai de dix jours. Ces raisons sont aussi puissantes en cas de mort naturelle qu'en cas d'abatage. L'intérêt est identique à constater sans retard les symptômes de la maladie; les mêmes vérifications s'imposent. Les tribunaux et la Cour de cassation décident donc très justement que, si l'animal est abattu ou mort, l'action en nullité doit être introduite dans le même délai de dix jours à dater de l'abatage ou de la mort de l'animal⁽⁶⁾.

Est-il besoin de dire que ces délais de trente, de quarante-cinq jours ou de dix jours sont de rigueur, que le juge n'a aucun pouvoir pour les augmenter⁽⁷⁾. Et, de

(5) Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 454. Note sous trib. Confolens, 7 déc. 1901, D. 1902. 2. 233.

(6) Trib. Laval, 30 mars 1900, D. 1903. 2. 233; Cass., 13 déc. 1911, *Gaz. Pal.*, 1912. 1. 116; Civ., 13 déc. 1911, D. 1914. 1. 262 et la note. Il n'est guère besoin d'insister sur un système proposé par un jugement du tribunal de Confolens, 7 déc. 1901, déjà cité. Le court délai de dix jours ne serait applicable que si la cause de la mort de l'animal prête à contestation et qu'une autopsie s'impose. Aucun texte ne fait une telle distinction. Au surplus, c'est faire dépendre la recevabilité d'une action de son plus ou moins bien-fondé, de l'utilité ou de l'inutilité d'une mesure de preuve.

(7) Trib. Châteauroux, 5 mai 1913, *Le Droit*, 10 oct. 1913; Trib. comm. Marseille, 3 mars 1921, *Rec. Marseille*, 1922. 1. 28; Douai, 27 déc. 1927, *Jpr. Douai*, mars 1928.

même, il va sans dire que ces délais sont impartis pour introduire une action en nullité; que, par exemple, après l'abatage de l'animal, la simple transmission au vendeur du procès-verbal de saisie et d'abatage n'équivaudrait pas à une assignation⁽⁸⁾. J'ajoute enfin que, ces délais passés, la nullité de la vente ne peut pas plus être invoquée à titre d'exception qu'à titre d'action⁽⁹⁾.

Toute demande en justice introduite après l'expiration de ces délais est donc irrecevable. Dira-t-on que l'acheteur est déchu de son droit d'agir ou que son action est prescrite ? Déchéance ou prescription ? Déchéance, répond très justement la Chambre civile de la Cour de cassation : « ... Le temps accordé pour l'exercice de cette action en nullité a été limité par un délai préfixe à raison de la nécessité d'assurer dans de meilleures conditions la police sanitaire des animaux et de garantir la sécurité des transactions agricoles; par suite, l'expiration des délais entraîne une déchéance qui ne permet pas d'opposer le vice prétendu de la vente... »⁽¹⁰⁾. C'est faire une application très exacte du critérium de la distinction entre déchéance et prescription, tel que l'indiquent Aubry et Rau : « Quand la loi, pour des raisons particulières tenant aux caractères de l'action ou à la nature des faits ou rapports juridiques qui y donnent naissance, ne l'a accordée qu'à la condition de son exercice dans un temps déterminé d'une manière préfixe, l'expiration de ce délai emporte

(8) Lyon, 4 janv. 1923, *Mon. jud. Lyon*, 30 juill. 1923.

(9) Civ. 6 avril 1927, *Gaz. Pal.* 22-23 mai 1927; Paris, 31 déc. 1928, *Gaz. trib.*, 7 mars 1929.

(10) Civ., 6 avril 1927, *Gaz. Pal.*, 22-23 mai 1927. *Contra* Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 452, 1. La loi du 23 février 1905 dit, il est vrai : « ... la prescription ne sera opposable à l'action civile... » Mais alors il s'agit bien en effet d'une prescription triennale.

une déchéance et ne constitue pas une véritable prescription extinctive. » (11).

Voici les intérêts pratiques de la distinction : d'abord, aux déchéances ne s'applique pas la maxime *quae temporalia ad agendum, perpetua sunt ad excipiendum*; ensuite, la déchéance est encourue même par un acheteur incapable pour lequel son représentant légal aurait acheté ou qui aurait succédé à un acheteur capable. Quant aux causes d'interruption, ce sont les mêmes pour les déchéances ou les prescriptions. En particulier, la déchéance est interrompue si le vendeur reconnaît la nullité de la vente et le droit de l'acheteur à la faire proclamer. Cette reconnaissance, si elle n'est pas formelle (12), pourra résulter, par exemple, de l'acte nommant des arbitres pour fixer l'indemnité due à l'acheteur, si du moins ce compromis est suivi d'une sentence arbitrale régulière dans les trois mois; de la déclaration faite par le vendeur à l'huissier qui l'interpellait, qu'il était prêt à se conformer aux prescriptions du directeur sanitaire départemental (13); mais elle ne résulterait pas de la simple réception sans protestation du procès-verbal d'abatage et de saisie transmis par l'acheteur au vendeur (14). Le délai ne pourrait pas davantage être interrompu par une citation en conciliation devant le juge de paix, l'action en nullité étant dispensée du préliminaire de conciliation (15). Conformément aux principes généraux, quand les courtes déchéances de quarante-cinq, trente ou dix jours ont été interrompues, elles

(11) Aubry et Rau, § 771, p. 534.

(12) Cass. 23 févr. 1915, *Gaz. trib.*, 6 mai 1915.

(13) Douai, 24 juill. 1925, *Jpr. Douai*, sept-oct. 1925.

(14) Lyon, 4 janv. 1923, *Mon. jud. Lyon*, 30 juill. 1923.

(15) Trib. Rennes, 12 mai 1922, *La Loi*, 15 oct. 1922. Cette décision n'est peut-être pas à l'abri de toute critique.

ne renaissent pas; les raisons qui les ont fait admettre n'existent plus, lorsque les faits qui servent de fondement à la responsabilité sont reconnus, le délai de l'action est alors le délai de trente ans.

Les délais spéciaux de la loi de 1905 ne sont pas susceptibles d'allongement à raison des distances. Or l'admettait généralement⁽¹⁶⁾ avant la loi du 24 février 1914; cette loi a maintenant dissipé toute incertitude⁽¹⁷⁾. Il résulte de la rédaction de la loi que ces délais ne sont pas francs; le jour de la livraison ou de la mort ne compte évidemment pas dans le délai; mais le lendemain du huitième, du quarante-cinquième ou du dixième jour, il est trop tard pour agir.

Quant au point de départ du délai, s'il ne soulève pas de difficultés en cas de mort ou d'abatage de l'animal, il n'en est pas toujours de même en cas de « livraison ». Par livraison il faut entendre la livraison effective de l'animal, de sorte que, si elle n'a pas été faite au jour convenu, le délai ne commence pas encore à courir. La livraison doit s'accompagner, de la part de l'acheteur, d'un acte matériel de prise de possession; par suite, lorsque, suivant un usage local, l'acheteur en bloc d'un lot de bovidés les laisse dans les pâturages du vendeur et n'en prend livraison qu'au fur et à mesure de ses besoins, c'est pour chaque animal le jour de sa propre livraison qui fait courir le délai de l'action en nullité⁽¹⁸⁾. Et si la livraison n'a pu être faite, par exemple parce que l'animal a été saisi par le service d'inspection du mar-

(16) Trib. com. Laval, 15 juill. 1913, *Gaz. Pal.*, 1913. 2. 348. *Contra* Trib. paix Boulogne-sur-Mer, 2 oct. 1909, *Gaz. trib.*, 24 oct. 1909.

(17) Nancy, 9 avril 1919; *Gaz. Pal.*, 1919. 2. 68.

(18) Trib. Vervins, 22 févr. 1912, *Gaz. Pal.*, 1912. 2. 131.

ché, le délai ne court pas, l'acheteur peut demander pendant trente ans la restitution de son prix ⁽¹⁹⁾.

Les raisons qui ont fait adopter ces courts délais cèdent devant les intérêts supérieurs de la répression pénale. La loi de 1903, dans son paragraphe 2, indique les délais après l'expiration desquels la demande de l'acheteur ne sera plus recevable, « s'il n'y a poursuite du ministère public ». Et plus explicite encore est le paragraphe suivant relatif au délai de dix jours : « En cas de poursuites du ministère public, la prescription ne sera opposable à l'action civile, comme au paragraphe précédent, que conformément aux règles du droit commun. » Quel droit commun ? Non pas celui de la prescription décennale ou trentenaire civile, mais celui de la prescription correctionnelle de trois ans à compter du jour du délit, qui est ici le jour de la vente. L'expression « action civile » s'oppose dans le texte de la loi à l'expression « poursuites du ministère public » qui équivaut à « action publique ». C'est la preuve que le législateur a voulu lier l'action civile, naissant du délit prévu par l'article 31 de la loi du 21 juillet 1881, et l'action publique, qui tend à punir ce délit, faisant ainsi une très exacte application des articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle. Les raisons sur lesquelles se fonde cette augmentation de délai sont aisées à comprendre. Le vendeur qui tombe sous le coup de l'article 31 de la loi du 21 juillet 1881 est un vendeur de mauvaise foi ; il n'y aurait aucune justice à ce qu'il bénéficiât des courts délais de trente, quarante-cinq ou dix jours. Il est de plus bien naturel, ainsi qu'on le fit remarquer lors du vote de la loi, que les droits de l'acheteur

(19) Trib. com. Seine, 10 août 1899, *J. Trib. com.*, 1901, p. 193.

suivent ceux du ministère public et aient les mêmes limites. On ne comprendrait pas, en effet, qu'un vendeur pût être poursuivi pour un acte déloyal accompli en pleine connaissance de cause, alors que sa victime, au point de vue purement pécuniaire, resterait impuissante à se faire rendre justice.

Mais si les auteurs de la loi ont cru mettre sur un pied d'égalité les droits d'action du ministère public et ceux de l'acheteur, leur texte, tel qu'ils l'ont arrêté, ne permet pas de le faire. Le ministère public peut agir pendant trois ans; l'acheteur pendant trois ans aussi, mais seulement si le ministère public agit. Les trente, quarante-cinq ou dix jours expirés, l'acheteur est paralysé par l'inaction du parquet. « C'est contraire au droit commun ⁽²⁰⁾, mais, sur ce point, le texte est formel; il dit : en cas de poursuites du ministère public, et non : en cas de délit des vendeurs pouvant donner lieu à une poursuite du ministère public. » Il aurait dû le faire, c'eût été le véritable droit commun, et c'eût été logique. L'exercice de l'action civile n'aurait pas été subordonné à l'exercice de l'action publique; les deux actions auraient simplement été soumises à la même prescription triennale. Peut-être le législateur a-t-il voulu limiter le nombre de ces procès, où la mauvaise foi du défendeur est si difficile à prouver.

Quoi qu'il en soit, il résulte de cette rédaction que l'acheteur n'a trois ans pour agir que si ces deux conditions se trouvent réunies : 1° que le ministère public exerce des poursuites; 2° que ces poursuites soient fondées, autrement dit que la preuve de la mauvaise foi du vendeur soit rapportée. Dès lors, que décider si les pour-

(20) Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 488.

suites commencées viennent à être interrompues ? L'acheteur, s'il a porté son action devant le tribunal civil avant l'expiration des trois ans, sera fondé à y faire statuer, à condition, toutefois, de démontrer la mauvaise foi du vendeur. Que décider si le vendeur, dont le ministère public n'est pas arrivé à démontrer la mauvaise foi, est acquitté ? L'acheteur n'est pas alors recevable à former son action dans le délai de la prescription triennale ; quand la loi parle de poursuites du ministère public, elle ne peut vouloir parler que de poursuites du ministère public fondées ; une poursuite aboutissant à une relaxe ne peut faire perdre au vendeur le bénéfice des courtes déchéances de trente, quarante-cinq ou dix jours (21). L'acheteur pourrait-il prendre l'initiative des poursuites et actionner son vendeur par citation directe devant le tribunal correctionnel ? Il faut distinguer : s'il se trouve encore dans les délais de la loi de 1903, il le peut ; passé ces délais, seul le ministère public a l'initiative des poursuites ; s'il agit, l'acheteur a le choix entre deux voies : ou bien se porter partie civile devant le tribunal correctionnel, ou bien former son action devant le tribunal civil (22).

FORMALITÉ PRÉLIMINAIRE A L'ASSIGNATION.

J'ai déjà dit que, selon la jurisprudence, toute personne intéressée pouvait poursuivre la nullité de la vente d'un animal atteint d'une maladie contagieuse. Formée dans le délai légal et portée devant le juge compétent, l'action est recevable ; néanmoins, en matière de tuberculose

(21) Cass. 21 juin 1924, D. 1925. 1. 24.

(22) Sur l'application de la maxime *una via electa...*, à l'époque où la clavelée figurait sur la liste des vices rédhibitoires et sur celle des maladies contagieuses, V. Cass. Ch. crim., 20 déc. 1893, D. 1896. 1. 335.

bovine, l'assignation doit être précédée d'une formalité spéciale.

« En ce qui concerne la tuberculose, sera seule recevable l'action formée par l'acheteur qui aura fait au préalable la déclaration prescrite par l'article 31 du Code rural (liv. III, sect. II). » (L. 21 juin 1898, art. 41, § 7.) Il faut compléter la loi par les solutions de la jurisprudence et dire : sera seule recevable l'action formée par le dernier propriétaire de l'animal, qui a fait la déclaration prescrite par l'article 31 du Code rural, ou qui, après l'abatage ou la mort de l'animal, l'a vu saisir et enfouir par ordre des autorités sanitaires. Les décisions de justice qui continuent d'être très abondantes sur cette matière prouvent que tout le monde n'admet pas la formule que je viens de donner; on peut, néanmoins, dire qu'aujourd'hui les tribunaux sont d'accord pour l'adopter.

La loi de 1881 ignorait la tuberculose. C'est en 1895 que le désir de lutter plus énergiquement contre cette maladie aussi répandue que dangereuse, et en même temps de limiter le nombre trop considérable de procès qu'elle suscitait, a fait voter une disposition législative ainsi conçue : « La vente ne sera nulle que s'il s'agit d'un animal soumis à la séquestration par les autorités compétentes. » Cette rédaction peu claire avait permis de soutenir que la nullité était subordonnée à la condition que l'animal fût déjà sous le coup d'une mesure administrative de séquestration au moment de la vente, et non pas seulement au jour de l'acte introductif d'instance. La Cour de cassation se prononça en faveur de l'interprétation la plus extensive⁽²³⁾. Et c'est pour donner une

(23) Civ., 24 janv. 1898, S. 1898. 1. 344, D. 1898. 1. 102; Req. 9 nov. 1898, S. 1899. 1. 24, D. 1898. 1. 565.

consécration législative à cette interprétation, qui était en même temps la sienne, que M. Darbot déposa le projet qui devint la loi du 23 février 1905. Ce texte a clos une discussion qui fut très vive, et en même temps a apporté une heureuse modification à celui qu'il remplaçait. Tandis que l'ancien texte exigeait que la séquestration ait été ordonnée, le nouveau se borne à imposer la déclaration, parce que cette formalité est la seule que l'acheteur puisse accomplir de sa propre initiative. Celles qui suivent, visite sanitaire, arrêté de séquestration, ne sont pas du ressort de l'acheteur, qu'il n'était pas juste de faire pâtir des lenteurs administratives.

Pourquoi cette déclaration imposée à l'acheteur ? Des discussions qui ont précédé le vote des lois qui l'ont instituée, il ressort qu'elles ont eu pour but, en même temps que d'empêcher les actions récursoires, de pousser à la séquestration des animaux tuberculeux, en refusant toute action en justice, tant que les mesures d'isolement n'auraient pas été provoquées. « De cette façon, déclarait M. Viger, ministre de l'Agriculture ⁽²⁴⁾, aussitôt qu'un animal aura été légalement reconnu tuberculeux, il sortira complètement de la circulation commerciale, et, par ce mode de procéder, on arrivera à supprimer peu à peu les animaux tuberculeux et à empêcher la contamination de s'étendre. »

Le demandeur à l'action en nullité devra donc, avant de lancer son assignation ⁽²⁵⁾, avoir fait la déclaration prescrite par l'article 31 du Code rural (liv. III, sect. II). « Tout propriétaire, toute personne ayant, à quelque titre

(24) Lois annotées 1905, p. 940, col. 2.

(25) Lyon, 22 oct. 1923, *Mon. jud. Lyon*, 28 janv. 1924.

que ce soit, la charge des soins ou la garde d'un animal atteint ou soupçonné d'être atteint de l'une des maladies contagieuses prévues par les articles 29 ou 30, est tenu d'en faire immédiatement la déclaration au maire de la commune où se trouve l'animal... Sont également tenus de faire la déclaration tous vétérinaires appelés à visiter l'animal vivant ou mort. » Le texte de la loi de 1905 doit recevoir une interprétation stricte; si le propriétaire d'un bovidé tuberculeux faisait la déclaration, puis vendait l'animal, le nouveau propriétaire devrait, avant d'intenter son action, faire une nouvelle déclaration au maire de sa commune. Quant aux formes de la déclaration, si l'article 31 du Code rural n'en prescrit aucune, encore faut-il qu'elle contienne au moins l'indication de l'animal dont il s'agit, s'il est vivant ou mort, quel en est le propriétaire (26). Les imprimés employés dans les mairies pour ce genre de déclaration ne portent souvent aucune de ces indications, mais seulement la déclaration du soupçon de l'existence de la tuberculose dans les étables du déclarant. Une telle formule est insuffisante pour sauvegarder les droits de l'acheteur.

La loi prévoit le cas où l'animal vit au moment de l'introduction de l'instance; mais si l'animal n'est reconnu tuberculeux qu'à l'abatage ? La loi n'en dit rien, ce qui a été la cause d'un nombre considérable de procès. Le doute n'était pourtant pas permis. Déjà, avant la loi de 1905, on admettait, en cas de mort naturelle ou d'abatage de l'animal, que la saisie du cadavre par les autorités sanitaires équivalait à la séquestration, le vendeur y trouvant des garanties égales (27). Cette opinion fut approuvée par M.

(26) Trib. Laval, 18 févr. 1909, *Gaz. Pal.*, 1909. 1. 533.

(27) Entre autres décisions, Pau, 24 mars 1896, D. 1896. 2. 178; Cass. 9 nov. 1898, S. 1899. 1. 24, D. 1898. I. 565.

Darbot lors de la discussion de la loi de 1905 (28). « Il est entendu que la saisie du cadavre correspond à peu près exactement à la saisie de l'animal. En effet, la déclaration n'a pour but que de provoquer l'isolement, et, dans le cas d'abatage, l'isolement, c'est la saisie. » Il est possible que les auteurs de la loi de 1905 aient cru que leur texte reflétait clairement cette manière de voir : la première phrase du paragraphe visant le cas de l'animal vivant et imposant la déclaration, la deuxième visant le cas de l'animal abattu pour la boucherie, et pourvu qu'il fût reconnu tuberculeux et saisi, accordant l'action en nullité sans formalité préalable. Quelque maladroite que soit cette rédaction, et bien que l'article 31 prévoie la déclaration à la mairie d'un animal mort, il est néanmoins hors de doute que lorsqu'un bovidé a été abattu dans un abattoir municipal, le procès-verbal de saisie, dressé en exécution de la loi de 1905 par le vétérinaire-inspecteur des abattoirs de la ville, est l'équivalent de la déclaration à la mairie de l'article 31 de la loi de 1898. La jurisprudence est formelle dans ce sens (29). (Il faut admettre que si l'animal abattu pour la boucherie n'a fait l'objet que d'une saisie partielle, cette saisie équivaut, pour l'exercice de l'action *quantum minoris*, à la déclaration au maire.)

La question est plus difficile si l'animal contaminé est mort, ou a été abattu pour toute autre cause que pour la boucherie; quelques décisions de justice (30) laissent en-

(28) S. *Lois annotées*, 1905, p. 940, col. 2.

(29) Trib. Cholet, 10 janv. 1908, *Mon. jud. Lyon*, 1^{er} avril 1909, Trib. com. Nantes, 20 juin 1908, *Rec. Nantes*, 1908. 1. 404; Trib. com. Lyon, 11 mars 1926, *Gaz. com. Lyon*, 3 juill. 1926; Trib. com. Lyon, 14 mai 1928, *Gaz. com. Lyon*, 2 déc. 1928; Trib. civ. Côte-d'Or, 23 mars 1927, *Rec. Dijon*, 1927, n° 96; Trib. paix Burie, 17 mars 1927, *La Loi*, 25 mars 1927.

(30) Trib. Laon, 23 déc. 1908, *Gaz. Pal.*, 1909. I. 199; Trib. Nevers, 18 mars 1910, *Gaz. Pal.*, 1910. 1. 749

tendre que la déclaration de l'article 31 est alors nécessaire, la mort ou l'abatage fussent-ils suivis d'une saisie totale ou partielle; mais je crois qu'il est préférable de dispenser l'acheteur de la déclaration.

Je dois ajouter ici que si les poursuites du ministère public contre le vendeur permettent à l'acheteur de former son action dans les délais du droit commun, elles ne le dispensent pas, au cas de tuberculose bovine, de faire la déclaration prescrite par l'article 31 du Code rural : cela résulte nettement des travaux préparatoires de la loi de 1905. M. Milliès-Lacroix avait proposé d'insérer les mots « s'il n'y a poursuite du ministère public » à la fin de la phrase qui prescrivait la déclaration à la mairie; cette proposition n'a pas eu de succès ⁽³¹⁾.

Enfin, des acheteurs successifs d'un bovidé tuberculeux, c'est le dernier qui doit faire la déclaration et agir en nullité (j'étudierai cette question à propos des actions récursoires).

PREUVE.

Il n'y a rien à dire de spécial du tribunal compétent pour connaître de l'action en nullité; c'est le juge de paix jusqu'à trois mille francs, le tribunal civil au-dessus; c'est le tribunal de commerce en matière commerciale. La procédure de l'action ne présente non plus aucun trait particulier.

L'acheteur, pour triompher dans son action, doit prouver qu'au moment de la vente, l'animal était atteint d'une des maladies prévues par la loi de 1898 et les décrets qui

(31) *Lois annotées*, p. 944, col. 2.

l'ont complétée ⁽³²⁾. La maladie doit avoir existé, au moins en germe, au jour du contrat; si elle s'était déclarée entre ce jour et le jour de la livraison, le risque en serait pour l'acheteur (art. 1138), à moins qu'il ne prouve que cette maladie est imputable à faute au gardien de l'animal.

Mais la maladie n'est pas présumée, comme en matière des vices rédhibitoires, avoir existé au jour de la vente, par cela seul qu'elle a été constatée dans le délai imparti pour exercer l'action; ce délai emporte déchéance, mais non présomption. D'ailleurs, un temps fort long peut s'écouler entre le jour de la vente et le jour de la livraison effective, ce qui, dans certains cas, enlèverait tout caractère de vraisemblance à une présomption de cette sorte.

La preuve imposée à l'acheteur peut se décomposer en trois chefs distincts :

1° Si l'animal est mort, preuve qu'il est mort d'une des maladies prévues par la loi; s'il est vivant, preuve qu'il en est atteint (si au moment du procès l'animal était guéri, l'acheteur prouverait simplement que l'animal a été atteint de la maladie, mais ce cas sera fort rare);

2° Preuve qu'au moment de la vente l'animal était déjà atteint de la maladie ou soupçonné d'en être atteint;

3° Preuve de l'identité de l'animal malade et de l'animal vendu (cette preuve prendra toute son importance et présentera parfois de grandes difficultés en cas de mort de l'animal).

Pour prouver la maladie de l'animal au moment du procès, on aura généralement recours aux lumières d'un

(32) Je rappelle que si l'animal était l'objet d'un arrêté d'infection, sa vente était par cela même interdite; si elle a eu lieu, elle est nulle, sans qu'il y ait à rechercher si l'animal est ou était atteint de maladie contagieuse, suspect ou contaminé.

homme de l'art. Le tribunal pourra se contenter des certificats médicaux fournis par l'acheteur. S'il ne trouve pas sa religion suffisamment éclairée, il est libre d'ordonner une expertise; mais il faut bien remarquer que la loi n'impose pas cette mesure d'instruction comme en matière de vices rédhibitoires, qu'elle n'est jamais obligatoire, et que si on y procède elle est faite dans les formes du droit commun. Si l'animal a été reconnu malade à l'abattoir et sa viande saisie, le procès-verbal dressé par le vétérinaire sanitaire fera foi de l'état de l'animal; mais il n'a pas de force probante absolue; le vendeur pourrait en contester les conclusions et solliciter une contre-expertise (33). En cas de tuberculose bovine, le diagnostic tiré de l'épreuve de la tuberculine n'est pas absolument certain; l'autopsie est le seul moyen d'acquérir une conviction absolue. Si l'acheteur consent qu'il y soit procédé, toute difficulté est écartée. Mais le tribunal pourrait-il de sa propre autorité prescrire, pour connaître la vérité, ce moyen extrême ? Je ne le crois pas, ce serait aller un peu loin que d'ordonner la destruction de la chose pour savoir ce qu'elle est (34).

La preuve que la maladie de l'animal existait déjà au jour de la vente présente de grandes difficultés, non pas dans les maladies à évolution lente, telle que la tuberculose (en ce cas, il sera toujours certain que la maladie constatée existait au moins en germe plusieurs semaines et même plusieurs mois avant), mais pour les maladies à évolution rapide. En l'état actuel de la science vétérinaire, la période d'incubation de la plupart des maladies contagieuses est mal connue. Néanmoins, c'est en se fondant

(33) Trib. com. Marseille, 5 août 1930, D. H. 1930. 536. V. Trib. Saint-Jean-d'Angély, 6 juillet 1910, D. 1912. 2. 158.

(34) Trib. Toulouse, 8 déc. 1910, *G. Tr. midi*, 23 avril 1911.

sur les données de leur expérience que les vétérinaires admettront ou non qu'une maladie préexistait au contrat; on se met en effet à peu près d'accord sur des délais d'incubation *minimum* et *maximum*. Par exemple, on admet ⁽³⁵⁾ que ces délais pour la fièvre aphteuse sont de deux jours au moins et de quinze jours au plus; donc, si la maladie est constatée le lendemain de la vente, elle existait déjà au moment du contrat; elle n'existait certainement pas à ce moment-là si elle est constatée vingt jours après. Entre le deuxième jour et le quinzième jour se place une véritable « période suspecte »; mais par cela seul que la vente a été consentie dans cette période, l'animal ne doit pas être considéré *de plano* comme ayant été suspect, au sens de la loi de 1898; il faut de plus, je l'ai déjà indiqué, que l'animal ait présenté au moment de la vente certains symptômes dénotant une maladie de nature encore indéterminable. Autrement dit, le principe est que l'acheteur doit démontrer que la maladie préexistait au contrat; mais cette preuve peut être trop lourde pour lui, le principe posé fléchit : l'acheteur prouvera simplement certains faits qui donnent fort à croire que l'animal était malade au jour de la vente. Le tribunal appréciera en toute liberté si « l'état de suspicion » est suffisamment démontré et n'est lié par aucune présomption légale quelconque (tirée par exemple du décret du 6 octobre 1904). D'ailleurs, il n'y a dans tout cela rien que de très conforme au système de la preuve : un fait ne se prouve guère d'une façon absolument certaine, on peut simplement entraîner plus ou moins la conviction des juges.

(35) Ou plus exactement : on admettait en 1900... V. Aix, 9 mai 1900, D. 1901. 2. 413.

Enfin, l'acheteur doit prouver (par n'importe quel moyen) l'identité de l'animal malade et de l'animal vendu. C'est bien sur l'acheteur que pèse le fardeau de cette preuve : que servirait d'avoir démontré la maladie d'un animal, si l'on n'avait pas la certitude qu'il s'agit bien de l'animal litigieux ? (36). La question se pose généralement en cas d'abatage de l'animal; alors le vendeur peut invoquer la non-identité de la bête qu'il a livrée et de celle qui est visée au procès-verbal de saisie. Il est d'usage, pour éviter toute contestation, de conserver la peau de l'animal, ou sa tête, ou ses cornes; l'acheteur commettrait une imprudence en vendant et faisant dénaturer immédiatement ces parties de la bête susceptibles de servir de moyen de preuve.

EFFETS DE L'ACTION.

L'action en nullité a pour effet de remettre les choses en l'état où elles seraient si le marché n'avait pas été conclu.

Le vendeur est condamné à rembourser à l'acheteur le prix de la vente avec les intérêts, ainsi que les frais occasionnés par la vente. Le vendeur doit être considéré comme n'ayant jamais cessé d'être propriétaire de l'animal vendu; l'acheteur ayant géré la chose d'autrui est en droit, aux termes de l'article 1375 du Code civil, de se faire indemniser des dépenses qu'il a utilement engagées dans l'intérêt du maître : frais de nourriture, d'entretien et de garde, médicaments, note du vétérinaire, frais de four-

(36) Lyon, 15 mai 1901, D. 1902. 2. 121. Trib. paix Brest, 16 oct. 1925. Dec. J. paix, mars 1926. *Contra* Trib. com. Lyon, 14 mai 1925, G. com. Lyon, 2 déc. 1925.

rière, de saisie et d'abatage, frais de transport tant à l'aller qu'au retour ⁽³⁷⁾.

Par contre, au vendeur reviennent, indépendamment de l'animal lui-même, ses produits ou le prix des produits vendus, tels que le lait, ou les dépouilles de l'animal s'il a été abattu. Le vendeur est encore fondé à réclamer à l'acheteur l'indemnité qui lui a été payée par l'administration en cas d'abatage, et si l'acheteur avait négligé de solliciter cette indemnité dans les délais de la loi, le vendeur pourrait en retenir le montant sur les sommes qu'il doit rembourser ⁽³⁸⁾. Quant à l'animal, qu'en fera-t-on ? S'il est mort ou s'il est atteint d'une maladie qui nécessite son abatage immédiat, la question ne se pose pas. S'il est séquestré, il le restera jusqu'à sa guérison ou jusqu'à sa mort. Enfin, s'il est guéri, ou s'il est atteint d'une maladie qui ne nécessite ni sa séquestration ni son abatage, il sera ramené chez le vendeur à ses frais.

On ne peut qu'approuver une jurisprudence aux résultats de laquelle si une paire d'animaux habitués à travailler ensemble a été achetée pour un prix global et que l'un d'eux soit reconnu atteint d'une maladie contagieuse, la vente doit être déclarée nulle pour le tout ⁽³⁹⁾.

§ 2. — Action en paiement de dommages-intérêts.

L'acheteur d'un animal atteint d'une maladie contagieuse peut, à condition de prouver la mauvaise foi (ou

(37) Toutes les décisions qui prononcent la nullité du contrat indiquent le montant des restitutions à faire. V. en particulier, Nîmes, 4 févr. 1898, D. 98. 2. 381; note sous Cass. 24 févr. 1904, D. 1904. 1. 473; Trib. Saint-Gaudens, 10 juillet 1912, *Le Droit*, 22 mai 1913.

(38) Bordeaux, 20 nov. 1906, *Rec. Bordeaux*, 1907, I. 214.

(39) Trib. com. Nantes, 6 mars 1922, *Rec. Nantes*, 1922, I. 119.

une faute quelconque) de son vendeur, lui réclamer de justes dommages-intérêts, s'il a subi un préjudice que la restitution du prix et le paiement des frais ne suffisent pas à réparer.

Ces préjudices supplémentaires naissent de sources diverses : contamination des écuries de l'acheteur par les bêtes malades, frais de désinfection, destruction des harnais, récrépissage des locaux, empêchement d'accomplir un travail cultural urgent, privation de bénéfices de revente.

Vendre un animal dont on n'ignore pas la maladie contagieuse, c'est commettre une faute dont on doit réparation; c'est même commettre le délit prévu par l'article 31 de la loi du 21 juillet 1881. Il est hors de doute que le vendeur de mauvaise foi doit réparer l'intégral dommage que l'acheteur a subi du chef de la vente et de ses suites; il encourt une responsabilité délictuelle, régie au point de vue civil par les articles 1382 et suivants (ce qui ne veut pas dire que cette action en paiement de dommages-intérêts échappe aux diverses prescriptions de la loi de 1898). Je crois que maintenant tout le monde est d'accord là-dessus ⁽⁴⁰⁾. On avait prétendu ⁽⁴¹⁾, en se fondant sur la mise hors du commerce des animaux atteints de maladies contagieuses, que leur vente était frappée d'une nullité tellement radicale, qu'elle ne pouvait produire aucun effet, ni donner ouverture à une demande d'indemnité; mais pourquoi ? La vente nulle, voire même inexistante, a déjà produit des effets bien « existants », dont le vendeur à qui

(40) Aubry et Rau, § 355 *ter*, p. 135; Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 457; Tissier, note sous Dijon, 31 déc. 1901, S. 1902. 2. 249; Nîmes, 4 févr. 1898, D. 1898. 2. 381; Paris, 4 avril 1903, D. 1903. 2. 494.

(41) Nancy, 22 mai 1894, D. 1895. 2. 187.

ils sont imputables à faute doit réparation, sinon en vertu de la loi du contrat, du moins en vertu des règles de la responsabilité délictuelle (ou quasi délictuelle si le vendeur, par exemple, ignorait la maladie de l'animal vendu, mais avait commis l'imprudence inexcusable de le laisser en contact avec des bêtes qu'il savait malades.)

Bien plus délicat est le point de savoir si la bonne foi du vendeur le met à l'abri d'une demande en paiement de dommages-intérêts. Il faut répondre affirmativement. Cette opinion n'a pas toujours prévalu; certains vendeurs, même de bonne foi, ont été condamnés à réparer le préjudice que le marché causait à l'acheteur⁽⁴²⁾. A l'appui de cette position difficilement défendable, on n'a donné que de mauvaises raisons et qui se combattent les unes les autres. On a invoqué l'article 1385, mais cet article établit une responsabilité à la charge de la personne qui a réellement la garde de l'animal; la fiction juridique de la nullité à effet rétroactif de la vente ne peut supprimer ce fait qu'après la livraison l'animal passe sous la garde de l'acquéreur. On a invoqué encore l'article 1599; ce serait faire une analyse superficielle de ce texte que de croire qu'il établit une responsabilité indépendante de toute faute à la charge du vendeur de la chose d'autrui; en réalité, une présomption irréfragable de faute pèse sur celui qui se croit à tort propriétaire. Se place-t-on sur le terrain de la responsabilité contractuelle (si l'on croit pouvoir s'y tenir) ? L'obligation de livrer un animal sain se heurte au véritable cas fortuit, dans les termes de l'article 1148, que constitue la maladie ignorée des parties au contrat. Et comment ne pas voir l'argument d'analogie très

(42) Dijon, 31 déc. 1901, S. 1902. 2. 249, D. 1902. 2. 401.

puissant qu'offrent les articles 1643 et 1646 du Code civil? « Que le recours s'analyse juridiquement en une action en résolution ou bien en une action en nullité, la source de la responsabilité est, en somme, toujours la même; c'est le fait d'avoir livré une chose viciée, ce fait doit en équité produire dans les deux cas un résultat identique. »⁽⁴³⁾. Enfin, au point de vue économique, il est bon de ne pas faire courir aux éleveurs et aux marchands un risque que leur prudence ne leur permettrait pas d'éviter.

Jusqu'à preuve du contraire, le vendeur est réputé avoir agi de bonne foi. Ni la mauvaise foi ni le dol ne se présumant; c'est à l'acheteur d'en rapporter la preuve. Preuve difficile : les juges ne sauraient, par exemple, considérer que le vendeur a fait aveu de sa mauvaise foi s'il a réservé par avance tous ses droits pour le cas où l'écurie de l'acheteur se trouverait contaminée par la présence des animaux vendus⁽⁴⁴⁾. Existe-t-il, à l'encontre des marchands de bestiaux, une présomption de mauvaise foi? On sait qu'il faut les considérer, en vertu de leur profession même, comme connaissant ou tenus de connaître les vices rédhibitoires des animaux qu'ils vendent. Je ne pense pas que cette doctrine puisse être transportée telle quelle dans le domaine des ventes d'animaux atteints de maladies contagieuses; les lois sur les épizooties sont tout à fait exorbitantes du droit commun. Puis on ne saurait exiger d'un maquignon les connaissances très spéciales de médecin vétérinaire qui permettent de déceler les maladies, au moins dans leur période d'incubation. Il n'existe à ma connaissance aucune décision de justice sur la question.

(43) Note de M. Percerou, sous Dijon, 31 déc. 1901, D. 1902. 2. 401.

(44) Trib. Saint-Gaudens, 10 juill. 1912, *Le Droit*, 22 mai 1913.

Quant au *quantum* des dommages-intérêts alloués, ils doivent représenter la totalité du préjudice subi par l'acheteur. Ce préjudice pourra être considérable si l'animal a contaminé tout un troupeau.

Du chef même de la maladie contagieuse de l'animal vendu, naissent donc, au profit de l'acheteur, deux actions : une action en nullité et, dans certains cas, une action en paiement de dommages-intérêts. Ces diverses demandes, le vendeur pourra les introduire ensemble ou séparément, devant le tribunal civil ou, en cas de délit du vendeur, devant le tribunal correctionnel, soit en se portant partie civile devant cette juridiction, soit même par voie de citation directe. S'il voulait conserver l'animal après sa guérison, il pourrait se contenter de former une action en paiement de dommages-intérêts, mais il faudrait évidemment qu'il rapportât la preuve de l'existence de la maladie au jour du contrat, tout comme s'il voulait en faire prononcer la nullité. Que l'action en nullité soit régie dans la forme comme dans le fond par la loi spéciale qui l'institue, cela ne peut faire aucun doute. Les tribunaux, au contraire, se sont divisés sur le point de savoir si l'action en dommages-intérêts pouvait être intentée, dans les termes du droit commun des articles 1382 et suivants, en échappant aux restrictions des lois de 1898 et 1905, telles que bref délai et prohibition des actions récursoires en matière de tuberculose bovine. Il y avait de bien sérieuses raisons pour répondre par l'affirmative : d'abord, le grand principe que toute faute oblige son auteur à en réparer les conséquences dommageables; ensuite, la rédaction même de la loi de 1905 (art. 1^{er}, § 2) : « Aucune réclamation de l'acheteur pour raison de ladite nullité ne sera recevable », si l'expression « aucune récla-

mation » est très large, les mots « pour raison de ladite nullité » viennent immédiatement en restreindre la portée; enfin, une autre interprétation aboutirait à sacrifier les droits de l'acheteur dans des circonstances où il apparaît tout particulièrement digne d'intérêt, comme celles-ci : les actions récursoires étant interdites en matière de tuberculose bovine, la rigueur de ce principe doit-elle aller jusqu'à interdire au premier acheteur d'exercer son action civile en paiement de dommages-intérêts, quand son vendeur a été poursuivi et condamné correctionnellement comme ayant sciemment vendu un animal malade, et qu'il a dû lui-même rembourser à son propre acheteur le prix de vente⁽⁴⁵⁾. Un tribunal adoptant une position intermédiaire a admis l'exercice de l'action en paiement de dommages-intérêts dans les termes du droit commun, mais en la subordonnant à l'exercice préalable ou concomitant de l'action en nullité⁽⁴⁶⁾; c'est insoutenable, il faut choisir.

La majorité des auteurs ⁽⁴⁷⁾ et, il le semble bien, la Cour de cassation ⁽⁴⁸⁾ admettent que l'action en paiement de

(45) Trib. Espalion, 2 mars 1926, *La Loi*, 21 avril 1926, et la note de M. Demogue dans *Revue trimestrielle de droit civil*, 1926, p. 772 : « Cette solution est en harmonie avec la tendance à ne pas appliquer entre contractants les règles contractuelles, mais l'article 1382, lorsque l'un d'eux est l'auteur d'un délit pénal. »

(46) Trib. Beauvais, 23 févr. 1922, *Gaz. Pal.*, 1922. 2. 86.

(47) Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 457; Aubry et Rau, § 353 *ter*, note 14.

(48) Civ. 6 avril 1927, *Gaz. Pal.*, 1927. 2. 84. Voici les termes de cette décision : « L'expiration des délais préappelés (de la loi de 1898) entraîne une déchéance qui ne permet pas d'opposer le vice prétendu de la vente, même à titre d'exception; aucun grief élevé de ce chef ne saurait non plus servir de fondement à une action en dommages-intérêts, alors que le texte précité dispose que sera irrecevable toute « réclamation » tardive de l'acheteur. » Il est vrai que, dans l'espèce, le vendeur n'avait pas commis un délit pénal, mais une imprudence; la formule de l'arrêt est néanmoins très large.

dommages-intérêts, tout comme l'action en nullité, est uniquement régie par la législation des épizooties, autrement dit, pour employer la formule de la Cour de cassation, légèrement modifiée, aucun grief élevé du chef de la maladie contagieuse alléguée ne peut servir de fondement à une action en dommages-intérêts en dehors des termes de la loi de 1898. Et c'est, je crois, très sagement jugé. Les raisons d'ordre public qui ont motivé les courts délais de dix, trente et quarante-cinq jours et l'interdiction de certaines actions récursoires, entre autres garantir la sécurité des transactions agricoles, diminuer le nombre des procès, interdire des offres de preuves trop difficiles à rapporter, sont les mêmes pour toutes les actions qui naissent de la maladie contagieuse de l'animal vendu. Permettre une action tardive ou récursoire même en dommages-intérêts, c'est ouvrir la voie à des procédures et à des recherches que le législateur a voulu radicalement proscrire.

§ 3. — Actions récursoires.

En cas de ventes successives du même animal se pose le problème des actions récursoires. Le vendeur actionné en nullité de la vente par son acheteur peut-il attaquer à son tour le précédent propriétaire de l'animal qui le lui a vendu? Certainement oui. Rien n'autorise à déroger ici à des règles qui s'appliquent à toutes les ventes. Au reste il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une action en garantie⁽⁴⁹⁾ ou en sous-garantie. Le premier acheteur, défendeur à l'action principale et demandeur en action récur-

(49) *Contra*, Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 459.

soire, est uniquement fondé, en matière de ventes d'animaux atteints de maladies contagieuses, à demander au tribunal de prononcer la nullité de la vente qui lui a été consentie, et de déduire de cette nullité toutes ses conséquences légales. Dès lors, l'action récursoire doit être intentée dans les mêmes formes et délais que si elle était principale, et produit les mêmes effets. D'où :

1° L'action récursoire ne peut être formée que si l'on est encore dans le délai de trente ou de quarante-cinq jours courant depuis le jour de la première vente;

2° Le demandeur en action récursoire doit prouver que l'animal était atteint de la maladie contagieuse au moment de la première vente ou était soupçonné d'en être atteint ⁽³⁰⁾;

3° Le tribunal ne pourrait pas mettre hors de cause le premier acheteur, en même temps deuxième vendeur, en se fondant sur l'article 183 du Code de procédure civile; cet article n'est applicable qu'en cas de garantie formelle, c'est seulement lorsque le défendeur n'est assigné qu'en sa qualité de détenteur de la chose revendiquée par le demandeur qu'il peut se substituer son vendeur et requérir sa mise hors de cause;

4° Le défendeur à l'action principale, condamné à restituer à son acheteur, la totalité de la somme qu'il en a reçue, ne peut réclamer à son propre vendeur, si celui-ci était de bonne foi, que la restitution du prix qu'il lui a payé;

5° Si, au contraire, le premier vendeur était de mauvaise foi, son acheteur pourrait lui réclamer en outre, mais à titre de dommages-intérêts, la différence entre les

(30) Aix, 9 mai 1900, D. 1901. 2. 113.

deux prix de vente, le second étant supposé supérieur au premier, et la restitution de toutes les indemnités auxquelles il a été condamné vis-à-vis de son acheteur, mais non toutefois les dommages-intérêts qu'il a dû lui payer s'il était de mauvaise foi (*nemo auditur propriam turpitudinem allegans*).

RÈGLES SPÉCIALES EN MATIÈRE DE TUBERCULOSE BOVINE.

En matière de tuberculose bovine, il n'y a pas d'actions récursoires. Les lois de 1893 et de 1903 ont été votées pour pousser les propriétaires à déclarer l'état sanitaire de leurs animaux aux autorités compétentes, mais aussi et peut-être surtout pour restreindre le nombre des procès compliqués et rendus fort onéreux par les appels en cause successifs. Ce but ressort sans doute possible des travaux préparatoires de ces lois. M. Viger, ministre de l'Agriculture, insistait dans ces termes sur le très grand avantage de la disposition qu'il soutenait : « ... Elle supprime ces innombrables actions récursoires... Puisque la demande en nullité de vente ne sera recevable que lorsque l'acheteur aura fait une déclaration et aura opéré la séquestration de l'animal, il est clair que les vendeurs précédents qui n'auraient pas obéi à ces prescriptions de la loi seront déchus de leur droit d'arguer de nullité la vente qui leur aura été faite précédemment. » (31). On a encore voulu mettre un frein au « maquignonnage », opération de pure spéculation, qui consiste à acheter des animaux pour les revendre immédiatement avec bénéfice et sans se

(31) S. *Lois annotées*, 1903, p. 940, col. 2.

renseigner sur leur état de santé. Les lois de 1893 et de 1905 ont donc été votées pour des raisons d'ordre purement pratique. Il est plus difficile de justifier, au point de vue des principes généraux du droit, l'exception qu'elles introduisent pour une seule maladie contagieuse et qui peut avoir pour résultat, dans certains cas, de sacrifier l'intérêt d'un acheteur honnête à celui d'un vendeur de mauvaise foi ⁽³²⁾.

Quoi qu'il en soit, le paragraphe 4 de la loi de 1905 est rédigé d'une manière qui ne peut pas prêter à équivoque : « Sera seule recevable l'action formée par l'acheteur qui aura fait au préalable la déclaration... » La généralité du texte ne permet pas, semble-t-il, de distinguer selon que l'action est principale ou récursoire. On s'explique donc mal que la question ait été tant de fois soumise aux tribunaux dont la jurisprudence a fini par se mettre d'accord pour reconnaître l'irrecevabilité des actions récursoires ⁽³³⁾. L'opinion contraire repose sur une fausse conception de l'action récursoire considérée comme une action en garantie toute différente de l'action principale en nullité et gouvernée par les règles ordinaires du droit de la vente. C'est inadmissible : les lois sur les épizooties ont complètement soustrait les ventes d'animaux atteints de maladies contagieuses aux règles du droit civil, en permettant à l'acheteur d'agir, non en garantie, mais en nullité. Et cela est vrai de toute vente, l'acheteur n'eût-il gardé la propriété du bovidé tuberculeux que quelques heures, l'eût-il revendu immédiatement sans en avoir pris

(32) Aubry et Rau, § 355 *ter*, note 27.

(33) Trib. Angoulême, 25 juill. 1911, *Gaz. trib.*, 23 nov. 1911; Limoges, 11 mai 1926.

livraison; la loi ne distingue pas ⁽⁵⁴⁾; dans ce cas, il est vrai, le danger de contagion par le passage de l'animal dans diverses étables n'existe pas; mais le but de la loi est aussi, il ne faut pas l'oublier, de diminuer le nombre des procès et de lutter contre le « maquignonnage ».

Les auteurs de la loi ont cru que la rédaction qu'ils adoptaient suffisait pour prohiber toute action récursoire. A interpréter le texte strictement, le but poursuivi serait manqué. La loi n'embrasse pas tous les cas, il faut la compléter.

D'abord, il est bien évident qu'après avoir vendu un bovidé tuberculeux on ne saurait faire utilement la déclaration prescrite par l'article 31, déclaration qui doit, aux termes mêmes de cet article, émaner du propriétaire de l'animal. Mais si la vente n'intervenait qu'après la déclaration? Une vente faite dans ces conditions est interdite et expose son auteur à des poursuites pénales; elle se produira rarement, mais on en rencontre des exemples ⁽⁵⁵⁾. Dans ce cas, le vendeur, assigné en nullité par son acheteur, ne peut-il se retourner contre son vendeur, puisqu'il a fait une déclaration régulière? Non. Bien que le texte de la loi de 1905 ne dise pas en cas de ventes successives de quel acheteur il s'agit, on doit se laisser guider par le but général de la loi et restreindre l'application du mot « acheteur » à celui qui a encore l'animal en sa possession, au dernier acheteur.

Le problème est plus délicat lorsque la bête a été abattue pour la boucherie, mais il doit se résoudre de la même façon. Du texte même de la loi on pourrait conclure que

(54) Cass, 13 nov. 1911, S. 1912. 4. 93.

(55) Trib. La Flèche, 25 nov. et 30 déc. 1909, D. 1910. 2. 256.

la prohibition des actions récursoires n'existe que lorsque la tuberculose a été constatée sur un animal vivant. La première phrase du § 4 de la loi de 1905 vise le cas où l'animal est vivant : alors sera seule recevable l'action précédée de la déclaration. S'il s'agit d'un animal abattu pour la boucherie, c'est la deuxième phrase qui s'applique, et elle ne contient rien qui puisse limiter le droit d'action des acheteurs antérieurs. Dans ce cas, la saisie est considérée comme équivalente à la déclaration; mais il est bien évident qu'on ne peut admettre cette équivalence qu'au profit du seul acheteur. Sinon, le sort des actions récursoires dépendrait du fait que l'animal a été ou n'a pas été abattu; on aperçoit immédiatement les possibilités de chantage que créerait une telle situation. De plus, il ressort des explications données au Sénat par le rapporteur de la loi, M. Darbot, que les auteurs de la loi ont entendu assimiler complètement le cas où le bovidé est reconnu tuberculeux à l'abatage et celui où il est reconnu tel de son vivant : « La loi ne saurait avoir deux poids et deux mesures. » Et la question suivante ayant été posée au rapporteur : « Quand l'animal a été abattu, le vendeur a-t-il un droit de recours contre le vendeur précédent? » « Evidemment non, a répondu le rapporteur. » ⁽³⁶⁾. Aussi la jurisprudence, malgré quelques hésitations ⁽³⁷⁾, considère que l'action en nullité de la vente d'un bovidé reconnu tuberculeux à l'abattoir et saisi n'appartient qu'au dernier acheteur ⁽³⁸⁾.

On en arrive donc toujours à la même conclusion : que

(36) S. *Lois annotées*, 1905, p. 940, col. 2.

(37) Trib. com. Bernay, 12 juin 1903, S. 1911. 2. 26, D. 1910. 2. 238.

(38) Trib. Ruffec, 9 janv. 1906, D. 1906. 2. 294; Trib. com. Belfort, 8 nov. 1906, D. 1907. 2. 456; Trib. Cholet, 10 janv. 1908, *Mon. jud. Lyon* 1^{er} avril

la déclaration ait été faite par un vendeur intermédiaire, que l'animal ait été abattu et saisi, l'action appartient au dernier acheteur, et à lui seul. Il n'y a pas d'autre moyen d'assurer le respect intégral de la loi de 1905. Préciser cette notion du « dernier acheteur » paraît au premier abord inutile; de très nombreux exemples puisés dans les recueils de jurisprudence prouvent le contraire. En effet, les actions récursoires étant interdites, dans la chaîne des acheteurs et vendeurs successifs, certains vont tâcher de disparaître pour ménager à l'un d'eux un recours contre tel ou tel vendeur. Ce seront bien souvent un maquignon et un boucher, son acheteur, qui s'efforceront, au moyen de certaines combinaisons plus ou moins juridiques et loyales, de faire retomber la perte de l'animal sur le cultivateur, vendeur originaire. Il importe de déjouer ces manœuvres, et pour cela de bien préciser quel est ce « dernier acheteur ». Le dernier acheteur, c'est tout simplement celui qui n'a jamais perdu sa qualité d'acheteur pour prendre celle de vendeur; il faut avoir acheté et n'avoir pas revendu. Certes, n'est pas acheteur le commissionnaire ⁽⁵⁹⁾ ou le mandataire qui ont acheté l'animal pour le compte de leur commettant ou mandant; n'a pas revendu l'animal celui qui l'a confié à un préposé pour un usage déterminé, l'abattre par exemple ⁽⁶⁰⁾. Mais encore faut-il que ces liens de droit existent réellement, et ne soient pas invoqués pour dissimuler une vente; quelle tentation

1909; Rouen, 12 déc. 1908, D. 1913. 5. 24; Req. 3 nov. 1924 (motifs), D. 1925. 1. 37; *Contra* Trib. com. Lyon, 11 mars 1926, *Gaz. com. Lyon*, 3 juill. 1926; ce jugement admet, en cas d'abatage, la possibilité d'une action en garantie dans le délai de l'article 173 du Code de procédure civile; cette opinion est insoutenable.

(59) Trib. Rambouillet, 17 nov. 1916, *Gaz. trib.*, 12 janv. 1917.

(60) Trib. paix Saint-Flour, 14 janv. 1928, *J. J. paix*, juin 1928.

pour un maquignon peu scrupuleux de faire passer le boucher, son correspondant habituel, pour son préposé. Il appartiendra au premier vendeur, victime de cette fraude, d'en rapporter la preuve (61). A revendu l'animal et n'est plus dernier acheteur celui qui l'a revendu sous condition résolutoire seulement; cette condition, manifestement destinée à mettre en échec une loi d'ordre public, ne peut produire son effet rétroactif et anéantir la deuxième vente (62). A de même revendu l'animal celui qui, après en avoir consenti une revente, puis constaté la maladie dont il était atteint, a accepté de le reprendre; cette résiliation amiable n'empêche pas que la revente n'ait eu lieu; l'accord des parties équivaut, en réalité, à une action en justice dont le défendeur reconnaîtrait le bien-fondé (63). Cette solution est conforme ou, tout au moins, parallèle à la précédente; si on ne l'admet pas, la prohibition des actions récursoires demeure lettre morte.

§ 4. — Action en réduction de prix.

Dans cette étude sur les ventes d'animaux atteints de maladies contagieuses, l'action en réduction de prix ou *quantum minoris* occupe une place tout à fait à part. Elle revêt un caractère *sui generis* des plus accusés. Les bovidés reconnus à l'abatage atteints de tuberculose sont-ils mis

(61) Besançon, 26 févr. 1912, *Gaz. trib.*, 15 mai 1912. Aux termes de cette décision c'est au demandeur qui sollicite la nullité qu'il appartient de prouver qu'il est le dernier propriétaire. Cette opinion me paraît critiquable. Dans l'espèce, la preuve de la revente de l'animal à un boucher résultait de ce que la déclaration de l'animal au bureau d'octroi avait été faite par le boucher et que les droits avaient été acquittés par lui.

(62) Cass. 3 nov. 1924, D. 1925. 1. 37, S. 1925. 1. 35.

(63) *Contra* Limoges, 28 janv. 1919, *Gaz. trib.*, 4 nov. 1919.

hors du commerce ? Leur vente est-elle nulle ? Oui, s'ils sont atteints de tuberculose généralisée; non, si la maladie est localisée. Telle est du moins la distinction à laquelle on est, me semble-t-il, forcé d'aboutir. Dans le second cas, en effet, l'acheteur garde l'animal, mais se fait restituer une partie du prix; il exerce une simple action en réduction de prix; la vente n'est pas nulle, donc les bovidés atteints de tuberculose localisée sont dans le commerce, du moins s'ils sont vendus pour la boucherie.

Dans ce vrai labyrinthe des travaux préparatoires, il semble que le fil conducteur du législateur ait été cette idée, à mon sens inadmissible, que la vente d'un bovidé destiné à la boucherie n'est pas la vente d'un animal, mais la vente d'un certain nombre de kilogrammes de viande, d'os et de peau, la vente d'une denrée alimentaire appréciable seulement au point de vue de sa qualité et de ses défauts. « Dans ce cas, déclarait M. Darbot ⁽⁶⁴⁾, il paraît très rationnel que l'acheteur lésé, c'est-à-dire le boucher, ait des recours contre son vendeur, non plus en invoquant nos lois de police sanitaire, mais bien le droit commun des articles 1641 et suivants du Code civil...; mais avec le droit commun, nos éleveurs seraient toujours inquiets; la moindre lésion décelée par l'examen de l'animal sacrifié donnerait lieu sinon à chantage, du moins à procès, tandis qu'avec la disposition de notre proposition, il n'y a jamais place à une mesure calculée pour intimider le vendeur... ». Par quoi a-t-on donc remplacé le droit commun ? Par une action en garantie, mais d'un caractère tout spécial, puisque l'acheteur n'a pas le choix entre l'action rédhibitoire et l'action *quantum minoris*, et que son action ne peut être

(64) S., *Lois annotées*, 1905, p. 941, col. 3.

exercée que dans les mêmes conditions de recevabilité, de formes et de délais que les actions en nullité instaurées par les lois de 1881 et suivantes.

Il faut d'abord limiter le domaine d'application de l'action *quantum minoris*. La loi du 23 février 1905, § 4, ne cite quel le cas d'un animal abattu pour la boucherie. Je suis d'avis qu'on se trouve là en présence d'une rédaction fâcheuse, et qu'à l'expression « abattu par la boucherie » il ne faut pas hésiter à substituer l'expression « vendu par la boucherie », ce que font les tribunaux tout en se défendant de le faire ⁽⁶⁵⁾. Il est évident, en effet, que toutes les fois qu'un bovidé est « abattu », c'est pour la boucherie, c'est pour tâcher d'en livrer les parties saines à la consommation. On comprend fort bien au contraire que la loi prenne en considération l'usage auquel, au moment du contrat, la commune intention des parties destinait l'animal; un bovidé peut avoir une très grande valeur comme bête laitière, de travail ou de reproduction, et n'avoir qu'une faible valeur comme bête de boucherie; ce ne serait pas indemniser l'acheteur que de lui payer la valeur de la viande impropre à la consommation. Ce procédé d'indemnisation doit être restreint aux bêtes vendues pour la boucherie; les autres restent soumises au système général de la nullité des ventes d'animaux atteints de maladies contagieuses. Il faut, de plus, décider que l'action *quantum minoris* n'appartient qu'à l'acheteur d'un animal destiné à la boucherie sur lequel on n'avait aucun soupçon lors de la vente, et dont l'état n'a été reconnu tuberculeux qu'à l'abattoir au moment de l'ouverture du cadavre ⁽⁶⁶⁾; comme

(65) Trib. Laon, 23 déc. 1908, *Gaz. Pal.*, 1909. 1. 199.

(66) Trib. Nevers, 18 mai 1910, *Gaz. Pal.*, 1910. 1. 749.

il s'agit d'une simple action en garantie, le boucher qui aurait acheté l'animal en connaissance de cause ne serait plus recevable à demander une diminution de son prix (argument d'analogie de l'art. 1642 C. civ.).

L'exercice de l'action *quantum minoris* est exclu en cas de saisie totale de l'animal (alors la vente est nulle). Il est subordonné à une saisie partielle, mais portant sur les quartiers (67). En effet, si le service sanitaire s'était contenté de saisir les poumons et viscères, les auteurs de la loi ont estimé que, dans ce cas, la perte éprouvée par le boucher serait trop faible pour motiver une demande en diminution de prix.

L'action doit être intentée dans les dix jours qui ont suivi l'abatage. Il n'est pas nécessaire qu'elle soit précédée de la déclaration prescrite par l'article 31 du Code rural.

Quant au montant de la réduction du prix, il est déterminé par la loi de 1905 *in fine* qui se passe de commentaires : à l'appui de sa demande, l'acheteur devra produire « un duplicata du procès-verbal de saisie mentionnant la nature des parties saisies et leur valeur, calculée d'après leur poids, la qualité de la viande, et le cours du jour ».

(67) *Contra* D. Rep. Pr., v^o *Vices rédhibitoires*, n^o 273. Le texte proposé par la commission sénatoriale parlait d'« une saisie partielle, portant exclusivement sur les quartiers ». Le mot « exclusivement » a été retranché de la rédaction définitive. Mais je ne vois pas que cela change rien au sens du texte. L'expression « saisie portant sur les quartiers » suffit à exclure la saisie ne portant pas sur les quartiers.

CONCLUSION

Au terme de cette étude, apparaît en pleine lumière le trait dominant de la législation française sur les vices rédhibitoires des animaux domestiques et sur leurs maladies contagieuses : son inutile complication. Pourquoi cette dualité de réglementation que rien ne justifie ? Par le hasard d'une loi de police mal rédigée, qui s'est aventurée sur le terrain du droit civil sans même s'en rendre compte et sans en prévoir les conséquences.

Unifier notre législation des vices et maladies cachés ne présenterait aucune difficulté. Si un large fossé sépare maintenant l'action en garantie de l'action en nullité, en pratique elles ne se distinguent que par des différences de détail ; on a même beaucoup exagéré le contraste entre la preuve du vice et la preuve de la maladie : sauf quelques cas exceptionnels, prouver que le vice existait dans les neuf jours qui ont suivi la date convenue de la livraison, ou prouver que la maladie était soupçonnée d'exister au jour de la vente, cela revient bien à peu près au même. Il suffirait donc de rendre aux maladies contagieuses leur véritable caractère civil de vices rédhibitoires, de dresser de tous ces vices une seule et unique liste, d'adopter un ou tout au plus deux délais pour l'exercice de l'action, d'imposer l'expertise dans tous les cas.

Est-ce à dire qu'une intervention législative soit désirable ? Personnellement, je ne le crois pas. En moins de vingt-cinq ans, de 1881 à 1905, cinq lois se sont succédé; elles poursuivaient toutes (en dehors de leur souci de sauvegarder la salubrité et la santé publiques, je ne m'en occupe pas) un même but : protéger l'agriculture en facilitant et en réglementant le commerce des animaux, et pratiquement enrayer la multiplication croissante des petits procès dont l'intérêt ne justifie pas les frais. Manifestement, ce but a été manqué. A partir de 1870, la loi du 20 mai 1838, qui n'était pas parfaite, ne donnait pas lieu, paraît-il ⁽¹⁾, à dix procès par an. Quel changement depuis 1881 ! Plus on votait de lois, et plus on plaidait ! Il n'y a rien là qui doive surprendre; une loi mal faite ne peut être qu'une source de contestations. Mais peu à peu, toutes les questions soulevées reçoivent leur solution; l'influence régulatrice de la Cour de cassation se fait sentir. A l'heure actuelle, il ne reste plus guère de problème qui n'ait reçu sa solution définitive; domaine d'application de la loi de 1884, garantie implicite ou tacite, procédure des actions récursoires, et, en matière de tuberculose bovine, déclaration préalable à l'assignation et interdiction des recours en garanties, tous ces grands sujets de discussion sont maintenant épuisés. Nous entrons dans une période de calme; il suffit de feuilleter les recueils de jurisprudence pour se rendre compte que le nombre des procès a marqué une baisse sensible ces dernières années ⁽²⁾. Une loi nouvelle n'est pas plus à souhaiter pour retoucher partielle-

(1) Lettre de M. Gallier du 10 mai 1907, citée par Poirier-Coutansais, *Des vices rédhibitoires et des maladies contagieuses*, thèse Caen, 1907.

(2) Il est juste de reconnaître également que le nombre des transactions portant sur des animaux de l'espèce chevaline diminue d'année en année.

ment notre législation des vices rédhibitoires que pour la refondre entièrement.

Une réforme me paraît néanmoins s'imposer; elle possède le grand mérite d'une extrême simplicité : élever de cent francs à mille le chiffre au-dessous duquel l'action en justice sera refusée à l'acheteur, et étendre cette règle du domaine des vices rédhibitoires à celui des maladies contagieuses. *De minimis non curat praetor.*

Vu : *Le Doyen,*
H. BERTHÉLEMY.

Vu : *Le Président,*
Georges RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
 PREMIÈRE PARTIE 	
Garantie des vices cachés dans les ventes d'animaux.	
CHAPITRE I. — <i>De la garantie</i>	13
§ 1. Généralités	13
§ 2. Contrats qui font naître l'obligation de garantie	15
§ 3. Garantie et nullités	19
§ 4. Garantie en cas de perte de l'animal	27
CHAPITRE II. — <i>Des vices rédhibitoires</i>	33
§ 1. Caractères des vices rédhibitoires	33
§ 2. Énumération des vices rédhibitoires	37
§ 3. Caractère limitatif de l'énumération des vices rédhibi- toires.....	41
CHAPITRE III. — <i>Des actions en garantie</i>	46
§ 1. Action rédhibitoire.....	46
Délais.....	46
Requête à fin d'expertise	56
Sommaton pour l'expertise.....	59
Expertise.....	64
Compétence.....	70
Règles de procédure.....	72
Preuve	74
Effets de l'action.....	78
§ 2. Action en réduction de prix.....	83
§ 3. Action en paiement de dommages-intérêts	85
§ 4. Actions récursoires.....	89
CHAPITRE IV. — <i>De la garantie conventionnelle</i>	97
§ 1. Clauses restrictives de garantie.....	98
§ 2. Clauses extensives de garantie.....	101
§ 3. Exercice de l'action.....	108

DEUXIÈME PARTIE

**Nullité des ventes d'animaux atteints ou suspects
de maladies contagieuses.**

	Pages
CHAPITRE I. — <i>De la nullité</i>	117
§ 1. Généralités.....	117
§ 2. Mise hors du commerce des animaux atteints ou suspects de maladies contagieuses.....	121
§ 3. Nullité de la vente.....	124
CHAPITRE II. — <i>Des animaux atteints ou suspects de maladies conta- gieuses</i>	129
§ 1. Maladie et soupçon de maladie.....	129
§ 2. Énumération des maladies contagieuses.....	132
§ 3. Caractère limitatif de l'énumération des maladies conta- gieuses.....	136
CHAPITRE III. — <i>Des actions en nullité et autres</i>	138
§ 1. Action en nullité.....	139
Délais.....	139
Formalité préliminaire à l'assignation.....	148
Preuve.....	153
Effets de l'action.....	157
§ 2. Action en paiement de dommages-intérêts.....	158
§ 3. Actions récursoires.....	164
Règles spéciales en matière de tuberculose bovine.....	166
§ 4. Action en réduction de prix.....	171
CONCLUSION.....	175

◆◆◆◆ BORDEAUX ◆◆◆◆
IMPRIMERIE CADORET
3, PLACE SAINT-CHRISTOLY, 3.

16.337